



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale
AFRITAC Centre



**Dix-neuvième Réunion du Comité d'Orientation
Hôtel Kempinski Fleuve Congo,
Kinshasa, République Démocratique du Congo**

28 mars 2017

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018
(MAI 2017 - AVRIL 2018)**

SOMMAIRE

I. Introduction et vue d'ensemble	2
II. Administration des revenus	9
III. Gestion des finances publiques	11
IV. Analyse macroéconomique et budgétaire	15
V. Statistiques macroéconomiques	17
VI. Statistiques des finances publiques	21
VII. Gestion de la dette publique	24
VIII. Régulation et supervision bancaire	28

Annexes

1. Cadre logique de l'année fiscale 2018
2. Programme de travail par domaine
3. Programme de travail par pays/région
4. Séminaires régionaux | Rencontres régionales | Ateliers | Training programmés pour l'année fiscale 2018
5. Projets pluriannuels par domaine

I. INTRODUCTION ET VUE D'ENSEMBLE

1. Ce document synthétise le programme de travail prévu du 1^{er} mai 2017 au 30 avril 2018, période correspondant à l'année fiscale 2018 du FMI.
2. Le programme de travail se décline des objectifs stratégiques programmés dans le cadre du troisième cycle de financement d'AFRITAC Centre couvrant la période novembre 2017- avril 2022.
3. Pour chacun des domaines, les objectifs, la nature et les modalités des activités envisagées, ainsi que les critères proposés sont résumés sous la forme de tableaux dans les sections suivantes en distinguant les activités prévues au niveau régional et celles prévues au niveau des pays bénéficiaires. L'annexe 1 de ce document présente le cadre logique du Centre pour l'année fiscale 2018. Les activités programmées par domaine d'intervention sont présentées à l'annexe 2. L'annexe 3 présente ces activités par pays ou institutions régionales. La situation des séminaires régionaux et formations programmés par le Centre durant l'année fiscale 2018 est présentée à l'annexe 4. Les projets pluriannuels sont répertoriés à l'annexe 5.
4. Le programme de travail se caractérise par les éléments suivants :
 - La poursuite des projets pluriannuels notamment dans le domaine des douanes, des impôts et de la supervision bancaire. Cette approche par projet, initiée en 2014-2015, répond aux attentes exprimées par les autorités et les autres membres du Comité d'Orientation. Elle vise la continuité des appuis pour la réalisation des objectifs définis, sur la base des indicateurs de résultats, des ressources affectées et des risques identifiés.
 - Les demandes d'appuis exprimées par les pays membres au cours des derniers mois et des appuis fournis directement par le siège du FMI et par d'autres partenaires.
 - L'allocation de ressources au profit des États membres fragiles¹ qui se situe aux deux tiers des ressources totales disponibles.
 - La mise en place du nouveau cadre de gestion axées sur les résultats.

¹ Burundi, Congo, RCA, RDC, Sao Tomé et Príncipe et Tchad. (Source : Perspectives économiques régionales, FMI, Octobre 2016)

Ressources programmées

5. Au total, le programme de travail de l'année fiscale 2018 prévoit d'affecter 471 personnes semaines au renforcement des capacités (comparativement aux 442 personnes semaines réalisées en 2017), soit un accroissement des activités de 6 pour cent (cf. tableau 1). Cet accroissement résulte notamment de l'extension des activités d'AFRITAC Centre à Sao Tomé-et-Principe, de l'introduction du secteur analyse macroéconomique et budgétaire au portefeuille des domaines couverts par le Centre et de l'accroissement significatif des appuis régionaux.
6. Le programme prévoit ainsi 319 personnes semaines sur site, dont 161 personnes semaines par les conseillers résidents et 158 personnes semaines par des experts court terme (cf. tableau 1).

Tableau 1. Programme de travail par pays / institution
Ressources programmées en 2017-2018 et ressources utilisées en 2016-2017
 (En personnes semaines)

Pays/Régional/Séminaire	Ressources programmées (Mai 2017 - Avril 2018)				Ressources utilisées en 2016-2017 ¹
	Conseillers Résidents		Experts courts terme	Total	
	Siège Afritac	Site			
BURUNDI	13,5	16,0	16,0	45,5	46,0
CAMEROUN	9,0	8,0	14,0	31,0	34,0
CONGO	14,0	16,0	7,0	37,0	45,5
GABON	16,0	10,0	14,0	40,0	40,5
GUINEE-EQUATORIALE	8,0	9,0	6,0	23,0	17,5
RCA	16,5	22,0	20,0	58,5	68,0
RDC	15,0	20,0	20,0	55,0	63,5
SAO TOME-ET-PRINCIPE	8,0	9,0	8,0	25,0	0,0
TCHAD	14,5	18,0	17,0	49,5	37,5
Séminaires Régionaux	23,5	15,0	17,5	56,0	67,0
Institutions Régionales	14,0	18,0	18,0	50,0	22,5
Grand Total	152,0	161,0	157,5	470,5	442,0
Pays fragiles ²	81,5	101,0	88,0	270,5	260,5
Pays de la CEMAC	78,0	83,0	78,0	239,0	243,0

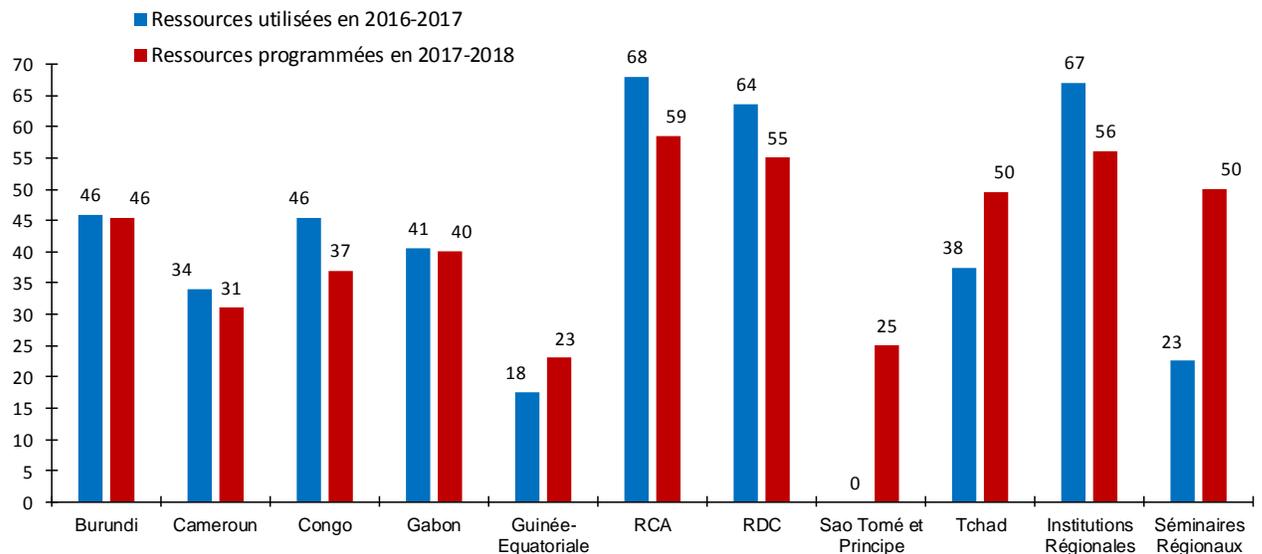
¹ Prévisions de clôture au 30 avril 2017

² Burundi, Congo, RCA, RDC, Sao Tomé é Principe et Tchad

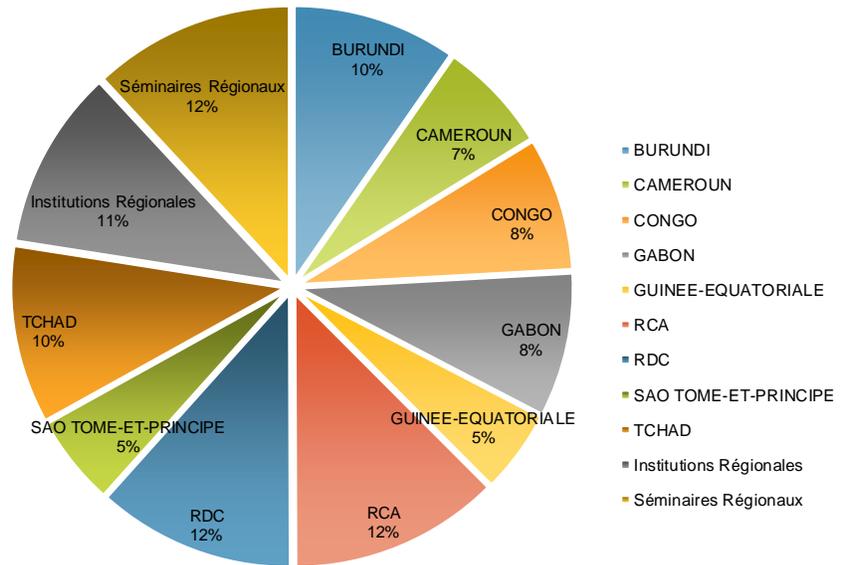
Ressources par région/pays

7. Au niveau régional, les activités programmées pour les institutions régionales s'accroissent fortement (graphique 1). Les activités au profit de la CEMAC couvriront l'appui à la rédaction des directives communautaires en fiscalité, et l'appui à la rédaction et à la vulgarisation du code douanier communautaire. Ces appuis à la CEMAC viennent en sus de la poursuite des appuis à la mise en œuvre du cadre régional harmonisé des finances publiques. Cette montée en charge des appuis régionaux résulte aussi d'une demande plus importante de la CEMAC à travers la COBAC en matière de régulation et supervision bancaire.
8. À l'échelle pays, les ressources programmées au profit des pays de la CEMAC se maintiennent à plus de la moitié des ressources globales (graphique 2). Pour les pays fragiles, le programme de travail représente cette année 57 pour cent du total des activités prévues (graphique 3). Les activités programmées reflètent la couverture de Sao Tomé et Principe par AFRITAC Centre à partir du second semestre de l'exercice fiscal 2018 qui va accroître le portefeuille des visites des Conseillers résidents et des missions d'experts court terme. Toutefois, les conditions sécuritaires des pays détermineront la conduite des activités planifiées par l'AFRITAC Centre. Comme déjà fait, le Centre pourra utiliser le modèle des ateliers délocalisés organisés à Libreville depuis 2015 au profit des cadres des pays membres.

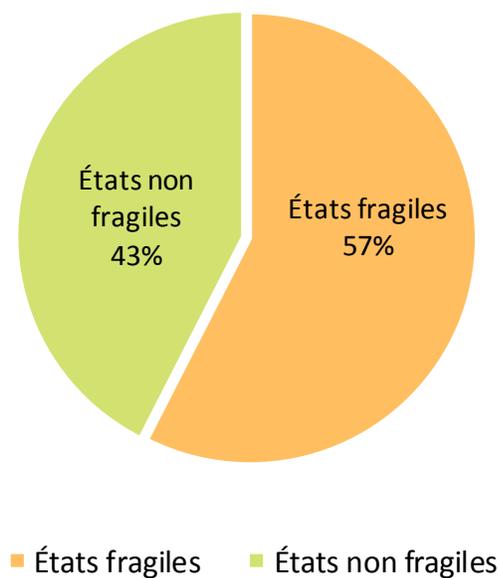
Graphique 1. Activités par pays / région
Ressources programmées en 2017-2018 / Ressources utilisées en 2016-2017
 (En personnes semaines)



Graphique 2. Activités planifiées par pays / institution de mai 2017 à avril 2018
(En % des activités)



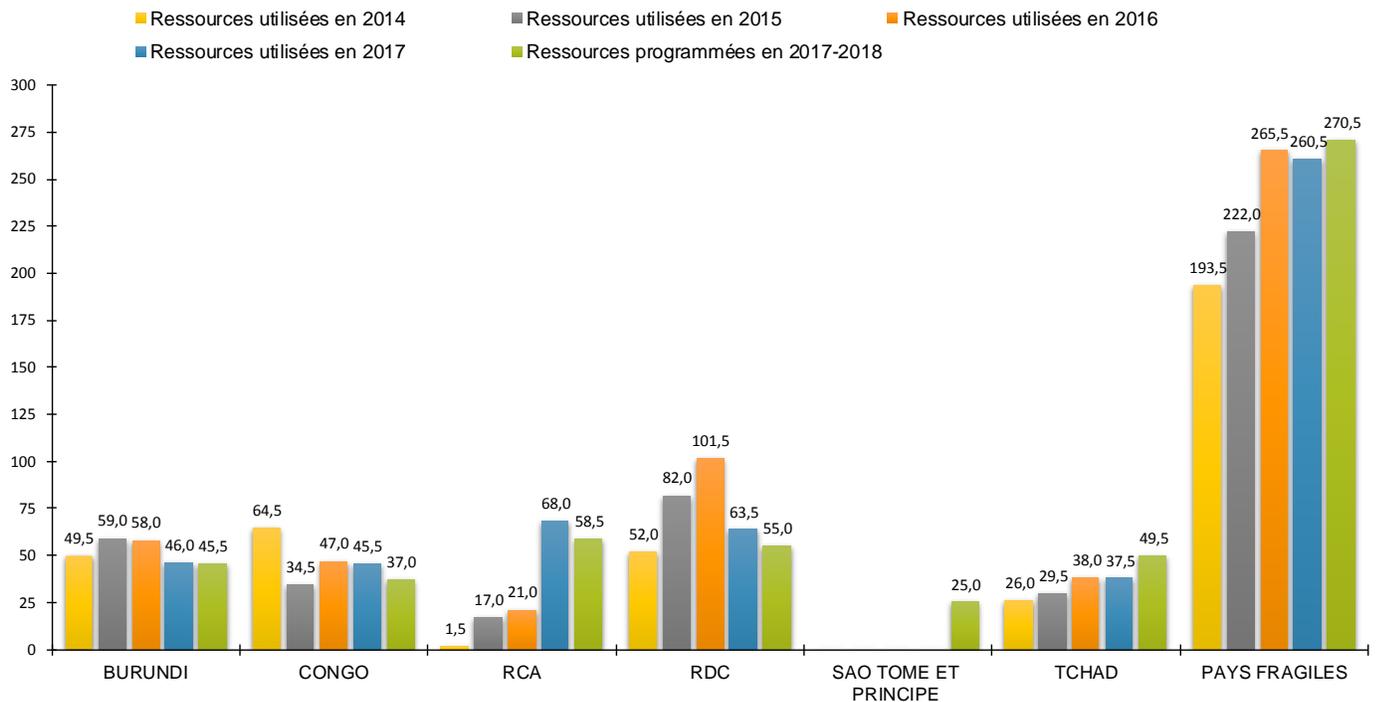
Graphique 3. Répartition des activités programmées en 2018 selon la fragilité du pays bénéficiaire
(En pourcentage des ressources programmées)



Evolution de ressources affectées aux pays fragiles

9. Conformément aux priorités d'AFRITAC Centre et du FMI, les activités pour cette année renouvellent la grande priorité aux pays fragiles. Cette tendance est bien observable sur le graphique 4 ci-dessous qui retrace l'utilisation des ressources au niveau des pays fragiles entre les exercices 2014 et 2017 et la programmation pour l'exercice 2018.

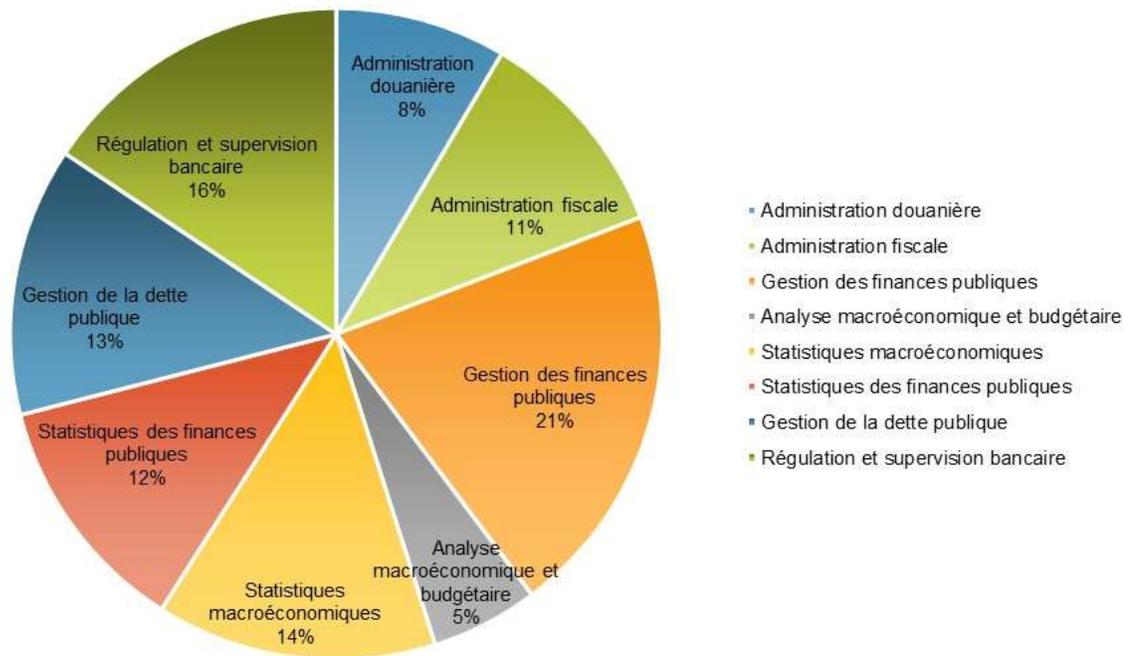
Graphique 4. Evolution des activités au sein des pays fragiles
(En personnes semaines)



Ressources par domaine

10. La répartition des activités par domaine d'intervention en 2018 traduit une légère recomposition du portefeuille d'activités d'AFRITAC Centre en raison de (1) l'augmentation significative des appuis régionaux en supervision bancaire, et (2) l'ajout du domaine de l'analyse macroéconomique et budgétaire. Les domaines fiscaux, dont l'Administration du revenu, la gestion des finances publiques (budget et comptabilité publique) et l'analyse macro-budgétaire représentent 45 pour cent des activités programmées d'AFRITAC Centre (cf. graphique 5). Les autres domaines concentrent plus de la moitié des ressources, dont 26 pour cent pour les statistiques (statistiques des finances publiques et comptes nationaux), et 29 pour cent pour la gestion de la dette publique et la régulation et supervision bancaire.

Graphique 5. Activités planifiées par domaine d'intervention de mai 2017 à avril 2018
(En % des activités)



Ressources affectées aux séminaires et à la formation régionale

11. Onze séminaires régionaux sont programmés pour l'année fiscale 2018, soit plus d'un séminaire régional par domaine d'activité. Plusieurs d'entre eux concernent des thèmes pluridisciplinaires, tels la prévention du blanchiment d'argent et la lutte contre le financement du terrorisme ou le contrôle interne budgétaire et comptable, le tableau des opérations financières de l'État et les comptes nationaux. Un séminaire commun en supervision bancaire est programmé avec AFRITAC Ouest sur la méthodologie de supervision du risque crédit. Depuis 2014, ces séminaires communs constituent une modalité de délivrance de l'assistance technique d'AFRITAC Centre qui favorise les échanges d'expérience entre les cadres de régions différentes sur des problématiques communes en vue de leur trouver des solutions appropriées.
12. En matière de formation, deux cours seront organisés par le Centre durant l'année fiscale 2018 à l'attention des cadres de la région en collaboration avec l'Institut de Formation pour l'Afrique (IFA) et l'Institut de Développement des Capacités (IDC) du FMI. Le premier portera sur la gestion macroéconomique pour les pays riches en ressources naturelles (GPR) et le second sur l'analyse et la prévision budgétaire (APB).

Ressources financières

13. Le programme de travail anticipe la poursuite des partenariats établis au cours des années précédentes en vue de mutualiser les ressources financières au renforcement des capacités. A l'image de la collaboration fructueuse avec le Comité des Superviseurs des Banques d'Afrique de l'Ouest et Centrale en 2016-2017, la recherche de nouveaux partenaires techniques sera renforcée en privilégiant autant que possible la réalisation d'activités communes et le partage des coûts.
14. Les activités sont programmées en tenant compte de la mobilisation effective des ressources financières au 31 mars 2017 et celles attendues à l'échéance du cycle de financement en octobre 2017. En dépit des efforts consentis depuis 2014 par certains États membres, la mobilisation des engagements financiers des pays membres reste encore en deçà des attentes.

II. ADMINISTRATION DES REVENUS

A. Les principaux objectifs de l'assistance technique

Dans le cadre du programme de travail pour l'année fiscale 2018, les activités à mener en matière d'administration des revenus s'articuleront autour de quatre nouveaux objectifs qui préfigurent ceux retenus dans le prochain cadre logique de la 3^{ème} phase du cycle de financement d'AFRITAC Centre, et qui sont :

- **Objectif 1** : Modernisation du cadre institutionnel des administrations douanières ;
- **Objectif 2** : Renforcement des principales fonctions des administrations douanières ;
- **Objectif 3** : Modernisation du cadre institutionnel des administrations fiscales ;
- **Objectif 4** : Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales.

B. Programme de travail de mai 2017 à avril 2018

Au plan régional

Le Centre appuiera la Commission de la CEMAC pour la rédaction des textes d'application du nouveau Code des Douanes de la CEMAC (Objectif 1) ainsi qu'à l'appropriation des travaux d'harmonisation fiscale par les pays membres (Objectif 3). Par ailleurs, deux séminaires portant sur le renforcement de la collaboration douanes/impôts et sur le suivi du transit douanier et le contrôle des exonérations seront organisés.

Activités par pays

Pour les activités-pays, les différents projets pluriannuels programmés par groupe de pays visent au renforcement des principales fonctions des administrations douanières (Objectif 2) et au renforcement des fonctions essentielles des administrations fiscales (Objectif 4) :

- **Guinée-Equatoriale, Sao Tomé-et-Principe** : Modernisation des procédures de dédouanement des marchandises ;
- **Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, RCA, RD Congo et Tchad** : Suivi du transit et contrôle à destination des exonérations ;
- **Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, RCA et Tchad** : Conduite et programmation et des contrôles a posteriori en matière douanière ;
- **Centrafrique, Congo, Guinée-Equatoriale, Sao Tomé-et-Principe et Tchad** : Modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement ;

- **Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Guinée-Equatoriale, RD Congo et Tchad** : Programmation des contrôles fiscaux et collaboration douanes/impôts.

**Tableau 2 : Synthèse du programme de travail mai 2017-avril 2018 :
Administration des revenus**

Pays / Institution	Mode opératoire	Activités	Situation au 30 avril 2017	Résultats attendus au 30 avril 2018	Pré-requis/ Risques
Objectif 1 : Modernisation du cadre institutionnel des administrations douanières					
CEMAC et pays membres	Programme pluriannuel	Appui à la rédaction et à la vulgarisation des textes d'application du nouveau Code des douanes CEMAC	Procédures douanières non alignées sur les meilleures pratiques	Procédures douanières sont légalement établies et appliquées	Disponibilité des cadres et degré de préparation de la CEMAC
Objectif 2 : Renforcement des principales fonctions des administrations douanières					
Tous les pays membres	Séminaire régional	Suivi du transit douanier et le contrôle des exonérations	L'apurement systématique du transit et le contrôle à destination des exonérations ne sont pas toujours assurés	Cadre renforcé de suivi du transit et de contrôle des exonérations	Appui des autorités politiques
Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, RCA, RD Congo et Tchad	Programme pluriannuel	Appui à l'élaboration de programmes de suivi du transit et de contrôle à destination des exonérations	Le rendement des contrôles a posteriori des valeurs est faible	Cadre renforcé de suivi du transit et de contrôle des exonérations	Conditions des visites sur terrain
Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, RCA et Tchad	Programme pluriannuel	Appui à l'élaboration de programmes de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement		Hausse de la part des d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori	Appui des autorités politiques
Objectif 3 : Modernisation du cadre institutionnel des administrations fiscales					
Pays membres et CEMAC	Programme pluriannuel	Appui à la rédaction et à la vulgarisation des réglementations communautaires	Procédures douanières non alignées sur les meilleures pratiques	Procédures fiscales modernes sont légalement établies, appliquées	Disponibilité des cadres et degré de préparation de la CEMAC
Objectif 4 : Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales					
Tous les pays membres	Séminaire régional	Renforcement de la collaboration douanes/impôts	Les principaux risques ne sont pas couverts et le rendement des contrôles fiscaux est faible	Programmes de contrôles douanier et fiscaux sont basés sur les risques fiscal-douanier	Appui des autorités politiques
Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Guinée-Equatoriale, RD Congo et Tchad	Programme pluriannuel	Programmation des contrôles fiscaux et collaboration douanes/impôts		Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Disponibilité de protocole douane/impôt
Centrafrique, Congo, Guinée-Equatoriale, Sao Tomé-et-Principe et Tchad	Programme pluriannuel	Modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Procédures fiscales non alignées sur les meilleures pratiques	Respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement amélioré	Coordination avec les réformes du Trésor Public

III. GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

A. Les principaux objectifs de l'assistance technique

Le programme de travail de l'année fiscale 2018 s'articule autour des trois objectifs définis par le cadre logique de la 3^{ème} phase du cycle d'AFRITAC Centre 2017–2022 :

- **Objectif 1** : Améliorer le cadre légal des finances publiques ;
- **Objectif 2** : Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus lisible et plus exhaustif ;
- **Objectif 3** : Améliorer l'exécution budgétaire et comptable et le Contrôle ;

B. Programme de travail de mai 2017 à avril 2018

Au plan régional

Le programme d'activités de l'année fiscale 2018 s'inscrit comme une transition entre le programme déjà défini dans le cadre de la 2^{ème} phase du cycle de financement d'AFRITAC du Centre qui s'achève et la 3^{ème} phase qui sera focalisée sur les innovations contenues dans les nouvelles lois organiques relatives aux lois de finances des pays. Le séminaire conjoint AFC/AFW sur l'organisation de la fonction budgétaire, le FOHBAC et l'appui à la commission CEMAC sur la transposition des textes répondront à cet objectif et feront une large place aux échanges entre pairs sur les expériences nationales. Un séminaire sera également organisé sur le suivi de l'exécution budgétaire, de la chaîne de la dépense et de la dette

Activités par pays

Burundi. L'assistance technique apportera son appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire et ainsi qu'à la fiabilisation de la comptabilité et de la gestion de la trésorerie

Cameroun. L'accent sera mis sur le contrôle interne et la fiabilisation des opérations anciennes sur les comptes d'attente susceptibles d'être régularisée

Congo. Les missions s'inscriront dans un processus lié à l'amélioration de la documentation budgétaire conforme aux normes de qualité internationale. Des efforts particuliers seront déployés à la restauration des fondamentaux budgétaires et comptables, la production et fiabilisation des balances

Gabon. L'assistance technique se focalisera sur l'intégration dans le budget des opérations sur ressources affectées, et le suivi des autres entités étatiques.

Guinée Equatoriale. Les activités d'assistance technique s'articuleront autour de la mise aux normes des textes liés aux directives CEMAC. Des efforts particuliers seront déployés à la

restauration des fondamentaux budgétaires et comptables, la production et fiabilisation des balances.

République Centrafricaine. Les missions s'inscriront dans un processus lié à l'amélioration de la documentation budgétaire conforme aux normes de qualité internationale. Des efforts particuliers seront déployés à la restauration des fondamentaux budgétaires et comptables, la production et fiabilisation des balances.

République Démocratique du Congo. L'assistance technique se focalisera sur l'intégration dans le budget des opérations sur ressources affectées, et le suivi des autres entités étatiques.

Tchad. L'assistance technique se focalisera sur l'intégration dans le budget des opérations sur ressources affectées, le suivi des autres entités étatiques, la restauration des fondamentaux budgétaires et comptables et, la production et fiabilisation des balances.

Sao Tomé é Principe. Une visite exploratoire est envisagée en prévision de l'intégration du pays à l'AFC au courant de la 3^{ème} phase.

**Tableau 3. Synthèse du programme de travail mai 2017- avril 2018 :
Gestion des finances publiques**

Pays/ Institution	Mode opérateur	Activités	Situation au 30 Avril 2017	Résultats attendus au 30 Avril 2018	Prérequis/ Risques
Objectif 1 : Améliorer le cadre légal des finances publiques					
Commission CEMAC	Revue à distance	- Appui à la transposition des directives, dissémination et réforme du règlement financier - Participation aux séminaires régionaux sur les Directives - FOHBAC	Les textes transposés par les États membres sont conformes aux directives	Amélioration du taux de transposition des directives	- Transmission des projets de texte à AFC - Disponibilité d'un plan d'action de la Commission
REGION INTER-RE- GION					
SAO TOME & PRINCIPE	Mission	Visite exploratoire			
Objectif 2 : Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus lisible et plus exhaustif					
Congo	Mission ponctuelle	Production des documents Budgétaires conformes aux dispositions de la loi de finances	Réalisation de 17 projets annuels de performance	- Production des États Analytiques Croisés et les autres annexes budgétaires	- Engagement des autorités - Mise en œuvre des recommandations des missions antérieures
RDC	Mission ponctuelle	Présentation de la loi de finances et ses annexes	Mise en place de cadre de performance pour 13 ministères et institutions	- Amélioration de la documentation budgétaire	- Engagement des autorités -Risques politiques

Tableau 3. Synthèse du programme de travail mai 2017- avril 2018 : Gestion des finances publiques					
Pays/ Institution	Mode opérateur	Activités	Situation au 30 Avril 2017	Résultats attendus au 30 Avril 2018	Prérequis/ Risques
Objectif 2 : Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus lisible et plus exhaustif					
Tchad	Mission ponctuelle	Présentation de la loi de finances et ses annexes	Transposition de toutes les directives CEMAC	- Amélioration de la documentation budgétaire	Engagement des autorités
RCA	Mission Ponctuelle	Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire	- Non-respect des délais de production des documents budgétaires	Respect des délais de préparation du budget	- Situation sécuritaire - Mise en œuvre du plan d'actions de 2016
Gabon	Mission ponctuelle	- Poursuite de l'implémentation de la BOP avec les budgets annexes et comptes spéciaux. - Fiabilisation de la comptabilité générale	- Inscription de 3 Comptes d'Affectation Spéciale en loi de finances - Diminution des délais de clôture et amélioration du suivi des arriérés	Poursuite de l'intégration des affectations de recettes dans la loi de finances	- Inventaire des Etablissements Publics et collecte des textes de création - Engagement des autorités en matière de comptabilité
Objectif 3 : Améliorer l'exécution budgétaire et comptable et le Contrôle					
Burundi	Mission ponctuelle	- Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les ministères sectoriels - Atelier sur le contrôle et suivi du plan d'action de la comptabilité	- Faiblesse du contrôle interne budgétaire - Renforcement des capacités des contrôleurs des Engagements de dépenses des 8 Ministères prioritaires.	- Mise en place du contrôle interne budgétaire dans un Ministère Prioritaire - Amélioration du contrôle des Engagements de dépenses	- Situation sécuritaire Engagement des autorités - Mise en œuvre des recommandations des missions antérieures PCE disponible
Congo	Mission ponctuelle	Renforcement des fondamentaux	Faiblesse de la documentation comptable	Plan d'action et plan de trésorerie validé	- Engagement des autorités - Mise en œuvre des recommandations des missions antérieures
Cameroun	Mission ponctuelle	-Appui à la mise en place du contrôle interne - Projet d'appui sur la fiabilisation de la balance et préparation du bilan d'ouverture	-Absence de modulation de contrôle - Fiabilisation en cours de la balance - Disponibilité du manuel des normes	-Disponibilité sur des fiches d'identification des risques - Balance fiable - Bilan d'ouverture	Engagement des autorités de contrôle

Tableau 3. Synthèse du programme de travail mai 2017- avril 2018 : Gestion des finances publiques					
Pays/ Institution	Mode opérateur	Activités	Situation au 30 Avril 2017	Résultats attendus au 30 Avril 2018	Prérequis/ Risques
Objectif 3 : Améliorer l'exécution budgétaire et comptable et le Contrôle					
Tchad	Mission ponctuelle	Suivi du plan d'action de fiabilisation des comptes	Transposition de toutes les directives CEMAC	- Amélioration de la documentation comptable	Engagement des autorités
RCA	Mission Ponctuelle	Appui à la reconstitution de la fonction comptable	- Non-respect des délais de production des documents budgétaires et comptables	Respect des délais de production des reporting infra annuels	- Situation sécuritaire - Mise en œuvre du plan d'actions de 2016
Guinée Equatoriale	Mission ponctuelle	Formation comptabilité budgétaire et comptabilité générale	Les capacités des participants sont renforcées en comptabilité budgétaire et général	Préparation et exécution du budget selon les normes CEMAC	Engagement des autorités

IV. ANALYSE MACROECONOMIQUE ET BUDGETAIRE

A. Les principaux objectifs de l'assistance technique

Le programme de travail de l'année fiscale 2018 s'inscrit dans le cadre des objectifs du cadre logique axé sur les résultats du Centre pour le troisième cycle de financement :

- **Objectif 1** : Rationalisation des dépenses en tenant compte des contraintes sociales et économiques. Les résultats attendus sont : rendre les salaires et les effectifs compatibles avec les contraintes financières et améliorer les dépenses sociales s'améliorent.
- **Objectif 2** : Amélioration de la préparation du budget. Les résultats attendus sont : rendre les prévisions macro budgétaires plus crédibles.

B. Programme de travail de mai 2017 à avril 2018

Au plan régional

Le Centre s'impliquera dans les questions relatives à la soutenabilité des politiques budgétaires à moyen terme et participera aux forums initiés dans ce sens par la CEMAC.

Un séminaire sous régional sera organisé sur le cadrage à moyen terme et la crédibilité des budgets annuels.

Activités par pays

Dans la perspective de la préparation de la 3^{ème} phase, le programme de travail pays sera axé sur des missions de prospection sur les mécanismes de cadrage en place dans les pays membres et leur opérationnalité ainsi que les procédures en place et leur articulation avec le cycle budgétaire. Compte tenu du contexte et des contraintes de calendrier six pays seront retenus prioritairement : Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, RCA et le Tchad.

**Tableau 4. Synthèse du programme de travail mai 2017-avril 2018 :
Analyse macroéconomique et budgétaire**

Pays/ Institution	Mode opératoire	Activités	Situation au 30 Avril 2017	Résultats attendus au 30 Avril 2018	Prérequis/ risques
Objectif 1. Rationalisation des dépenses en tenant compte des contraintes sociales et économiques					
Tchad, RCA et 2 pays nouvellement sous-programme	Missions ponctuelles	Mission exploratoire	Faible capacité en matière de cadrage budgétaire à moyen terme	Cadrage réaliste en cohérence avec l'exécution des lois de finances	Engagement des autorités
Objectif 2 : Amélioration de la préparation du budget					
Pays membres d'AFC	Séminaire régional	Séminaire sur le cadrage à moyen terme	- Faiblesse de la crédibilité du Budget - Faiblesse du cadrage budgétaire à moyen terme	Les capacités humaines sont renforcées	Désignation des personnes concernées

V. STATISTIQUES MACROECONOMIQUES

A. Principaux objectifs de l'assistance technique

Le programme de travail de l'année fiscale 2018 s'articule autour des trois objectifs suivants :

- **Objectif 1** : Appui à l'élaboration des comptes nationaux annuels ;
- **Objectif 2** : Appui à l'élaboration des comptes nationaux trimestriels ;
- **Objectif 3** : Renforcement des capacités, le partage d'expérience et les bonnes pratiques régionales et internationales en matière d'élaboration des comptes nationaux et des statistiques soutenant les travaux de comptabilité nationale.

B. Programme de travail de mai 2017 à avril 2018

Au plan régional

Le programme d'activité de l'année fiscale 2018 comprendra un séminaire de comptabilité nationale. Le thème à développer est : « Modèles de saisie et de traitement des données sources pour la comptabilité nationale dans la perspective de passage au SCN 2008 ».

Activités par pays

Trois groupes seront distingués selon leurs capacités : le groupe 1 comprendra : le Burundi et le Cameroun. Il sera essentiellement concerné par l'objectif 2. Le groupe 2 comprendra : la République du Congo, la République Démocratique du Congo, la Guinée Equatoriale et le Tchad. Il sera essentiellement concerné par l'objectif 1 et le groupe 3 comprendra : la République Centrafricaine et le Gabon où il sera question d'atteindre l'objectif 1 avec un accent particulier sur le rattrapage des retards des comptes. Enfin une mission de revue sera faite à Sao Tomé-et-Principe en vue d'une feuille de route pour les activités de comptabilité nationale et de statistiques soutenant les travaux de comptabilité nationale.

Tous les pays membres qui en auraient les capacités seront assistés pour la mise en place des indicateurs macroéconomiques infra-annuels soutenant les travaux de comptabilité nationale.

Au 30 avril 2018, les résultats attendus sont les suivants :

- Comptes nationaux annuels à jour pour huit pays.
- Comptes nationaux trimestriels pour deux pays.

**Tableau 5. Synthèse du programme de travail mai 2017-avril 2018 :
Statistiques macroéconomiques**

Pays/ Institution	Mode opérateur	Activités	Situation au 30 Avril 2017	Résultats attendus au 30 Avril 2018	Prérequis/ Risques
Objectif 1 : Appui à l'élaboration des comptes nationaux annuels					
Congo	Missions ponctuelles	- Suivi des travaux des comptes nationaux provisoires - Préparations aux travaux préliminaires de passage au SCN 2008 (nomenclatures, formation, préparation aux modèles de saisie et de traitement des sources conformes aux exigences du <i>SCN 2008</i> , etc.)	Le système de comptes annuels provisoires est mis en place.	Les comptes nationaux annuels sont à jour : comptes de 2015 définitifs et provisoires 2016 sont disponibles	1) Instabilité et forte rotation des équipes de comptables nationaux et des statistiques des prix ; 2) Dotation insuffisante des services de comptabilité nationale en ressources financières ; 3) Rupture dans le financement pour la collecte mensuelle des prix ; 4) Incapacité à mettre en œuvre les indicateurs économiques infra-annuels pour raison de ressources humaines et financières.
Centrafrique	Missions ponctuelles	Rattrapage des retards des comptes, mise en place et formation au modèle de comptes provisoires, formation à ERETES et au <i>SCN 2008</i> , mise en place des indicateurs économiques infra-annuels	Environ quatre ans de retard des comptes.	Les comptes nationaux annuels sont à jour : comptes de 2015 définitifs et provisoires 2016 sont disponibles	
Guinée Equatoriale	Missions ponctuelles	- Suivi des travaux des comptes nationaux provisoires - Préparations aux travaux préliminaires de passage au SCN 2008 (nomenclatures, formation, préparation aux modèles de saisie et de traitement des sources conformes aux exigences du <i>SCN 2008</i> , etc.)	Le système de comptes annuels provisoires est mis en place	Les comptes nationaux annuels sont à jour : comptes de 2015 définitifs et provisoires 2016 sont disponibles	
Gabon	Missions ponctuelles	Appui à l'élaboration des comptes nationaux avec saut d'années	Les comptes définitifs de 2010 sont disponibles	Les comptes nationaux annuels sont à jour : comptes de 2015 définitifs et provisoires 2016 sont disponibles	

**Tableau 5. Synthèse du programme de travail mai 2017-avril 2018 :
Statistiques macroéconomiques**

Pays/ Institution	Mode opérateur	Activités	Situation au 30 Avril 2017	Résultats attendus au 30 Avril 2018	Prérequis/ Risques
Objectif 1 : Appui à l'élaboration des comptes nationaux annuels					
RDC	Missions ponctuelles	-Suivi des travaux des comptes nationaux provisoires - Préparations aux travaux préliminaires de passage au SCN 2008 (nomenclatures, formation, préparation aux modèles de saisie et de traitement des sources conformes aux exigences du <i>SCN 2008</i> , etc.).	Le système de comptes annuels provisoires est mis en place.	Les comptes nationaux annuels sont à jour : comptes de 2015 définitifs et provisoires 2016 sont disponibles.	
Tchad	Missions ponctuelles	- Suivi des travaux des comptes nationaux provisoires - Préparations aux travaux préliminaires de passage au SCN 2008 (nomenclatures, formation, préparation aux modèles de saisie et de traitement des sources conformes aux exigences du <i>SCN 2008</i> , etc.)	- Le système de comptes annuels provisoires est mis en place	- Les comptes nationaux annuels sont à jour : comptes de 2015 définitifs et provisoires 2016 sont disponibles	
Sao Tome-et-Principe	Mission ponctuelle	Revue des comptes nationaux		Feuille de route pour les activités de comptabilité nationale	
Objectif 2 : Appui à l'élaboration des comptes nationaux trimestriels					
Burundi	Missions ponctuelles	Appui au suivi des comptes nationaux trimestriels et principaux indicateurs infra-annuels	Mise en place d'un système de comptes trimestriels est en cours	Les comptes nationaux trimestriels sont publiés	
Cameroun	Missions ponctuelles	Appui au suivi des comptes nationaux trimestriels et principaux indicateurs infra-annuels	Les comptes nationaux trimestriels sont régulièrement publiés	Les comptes nationaux trimestriels sont régulièrement publiés	

**Tableau 5. Synthèse du programme de travail mai 2017-avril 2018 :
Statistiques macroéconomiques**

Pays/ Institution	Mode opérateur	Activités	Situation au 30 Avril 2017	Résultats attendus au 30 Avril 2018	Prérequis/ Risques
Objectif 3 : Le renforcement des capacités, le partage d'expérience et les bonnes pratiques régionales et internationales en matière d'élaboration des comptes nationaux et des statistiques soutenant les travaux de comptabilité nationale					
Région	Séminaire	Les sources des données et leur traitement dans la perspective du passage au SCN 2008.		<ul style="list-style-type: none"> - L'inventaire des sources de données et des méthodes d'élaboration des comptes nationaux revue dans la perspective du SCN 2008. - Les capacités des Instituts Nationaux de Statistiques à élaborer des comptes nationaux fiables sont renforcées 	

VI. STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES

A. Les principaux objectifs de l'assistance technique

Le programme de travail mai 2017– avril 2018 s'articule autour des deux objectifs suivants :

- **Objectif 1** : Renforcer l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise des décisions ;
- **Objectif 2** : Appuyer les pays de l'AFC à l'amélioration de la transparence des statistiques financières, en participant au Système Général de Diffusion des Données du FMI (e-GDDS en Anglais).

B. Programme de travail de Mai 2017 à Avril 2018

Sur le plan régional

Le programme vise à renforcer les capacités des cadres en charge des SFP dans les pays sur les méthodes et procédures d'identification, la collecte et le retraitement des données-source des SFP. Ceci est une suite logique aux formations de l'année fiscale 2016/17 dont l'objectif principal était une formation sur les principes fondamentaux du *MSFP 2014*.

Activités par pays

L'assistance technique portera sur un appui sur place à l'identification, au retraitement des données de base aux SFP et à l'application de la méthodologie du *MSFP 2014* à l'élaboration du TOFE.

Plus spécifiquement, l'assistance technique se focalisera sur :

- i. La transposition dans les lois nationales pour les pays restant, de la Directive du TOFE de la CEMAC (R. Congo, Cameroun, RCA, Guinée Equatoriale) ;
- ii. Le basculement au format TOFE base Directive TOFE CEMAC ou *MSFP 2014* selon le cas (tous les pays membres) ;
- iii. Utilisation de la Balance Générale des Comptes du Trésor pour le TOFE de l'administration centrale budgétaire (Burundi, Gabon, Congo, Tchad, Cameroun) ;
- iv. Diffusion régulière des SFP au public (web) et développement des métadonnées (tous les pays membres) ;
- v. Élargissement du champ d'application (Burundi, Gabon, Congo) ;

- vi. Développement des comptes du bilan (priorité sur actifs financiers et passifs) et passage graduel à l'enregistrement des opérations en comptabilité droits et obligations (Burundi, Gabon, R. Congo) ;
- vii. Amélioration de la transparence des statistiques financières, en participant au Système Général de Diffusion des Données du FMI (e-GDDS en Anglais, Burundi, Gabon, R. Congo)

A noter que la mission à Sao Tomé et Principe sera une mission de prise de contact et d'établissement de l'état des lieux des SFP dans le pays pour préparer le programme d'assistance technique dans le cadre de la 3ème phase.

**Tableau 6. Synthèse du programme de travail mai 2017-avril 2018 :
Statistiques des Finances Publiques**

Pays/ Institution	Mode Opératoire	Activités	Situation au 30 Avril 2017	Résultats attendus au 30 Avril 2018	Prérequis/ Risques
Objectif 1. Renforcer l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise des décisions					
Pays de l'espace CE-MAC	Missions dans les pays	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Appui à la rédaction des documents sur le cadre réglementaire selon la Directive de la CE-MAC ✓ Appui sur l'élaboration du TOFE expérimental format Directive TOFE ✓ Appui à la rédaction des manuels de procédures du TOFE ✓ Formation sur place dans les pays sur les principes contenus dans les guides didactiques et le <i>MSFP 2014</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Peu de pays ont un cadre réglementaire assez solide pour régir l'élaboration des SFP ✓ Aucun pays CEMAC ne dispose de manuel de procédures du TOFE ✓ Sauf la République du Congo qui produit et transmet au FMI son TOFE format <i>MSFP 2014</i>, le reste des pays CEMAC produisent encore un TOFE base <i>MSFP 1986 (base caisse)</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Tous les pays ont un cadre réglementaire des SFP ✓ Aux moins 3 pays sur 6 disposent des manuels de procédures du TOFE ✓ Au moins 4 pays produisent et transmettent au FMI son TOFE format <i>MSFP 2014</i> 	<ul style="list-style-type: none"> Transposition de la Directive du TOFE aux lois nationales/ Faible volonté politique ; Cadres peu intéressés au basculement vers le nouveau TOFE

**Tableau 6. Synthèse du programme de travail mai 2017-avril 2018 :
Statistiques des Finances Publiques**

Pays/ Institution	Mode Opérateur	Activités	Situation au 30 Avril 2017	Résultats attendus au 30 Avril 2018	Prérequis/ Risques
Objectif 1. Renforcer l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise des décisions					
Burundi, RDC, Sao Tomé et Principe	Missions dans les pays	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Appui l'identification, la collecte et le retraitement des données-source des SFP selon la méthodologie du <i>MSFP 2014</i> à l'élaboration du TOFE 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Tous les pays produisent encore un TOFE base <i>MSFP 1986 (base caisse)</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Tous les pays ont un cadre réglementaire des SFP ✓ Aux moins 2 pays sur 3 disposent des manuels de procédures du TOFE ✓ Au moins 2 pays produisent et transmettent au FMI son TOFE format <i>MSFP 2014</i> 	<ul style="list-style-type: none"> Situation sécuritaire Faible volonté politique ; Cadres peu intéressés au basculement vers le nouveau TOFE
Tous les pays membres AFC	Séminaire régional	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Formation sur les principes et méthodologie du <i>MSFP 2014</i> en matière de l'identification, la collecte, le retraitement des données-source des SFP, et l'élaboration des SFP 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les cadres des pays sont formés principes fondamentaux du <i>MSFP 2014 (Sectorisation ; règles de comptabilité et cadre analytique du MSFP 2014)</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les cadres de pays sont à même d'identifier et de retraiter les données-source des administrations publiques, ainsi que d'élaborer un TOFE format <i>MSFP 2014</i>. 	<ul style="list-style-type: none"> Collaboration des administrations publiques pourvoyeuses de données-source ; Implication de la hiérarchie politique
Objectif 2. Appuyer les pays de l'AFC à l'amélioration de la transparence des statistiques financières, en participant au Système Général de Diffusion des Données du FMI (e-GDDS en Anglais)					
République du Congo ; Gabon et le Burundi	Missions dans les pays	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Appui aux pays à l'élaboration des feuilles de route pour la participation au GDDS ✓ Appui aux pays sur le remplissage des quatre catégories des métadonnées 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les métadonnées des pays ne sont pas actualisées ; et il n'existe pas de plan d'actions pour la participation au GDDS 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les pays-membres commencent à participer au e-GDDS (ou mettent à jour les métadonnées GDDS) ; ✓ Les pays-membres prennent toutes les mesures nécessaires pour souscrire à la Stratégie Nationale de Diffusion des Données (NSDD en Anglais). 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les données de base elles-mêmes des métadonnées (donc les SFP) doivent être d'une qualité publiable

VII. GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

A. Les principaux objectifs de l'assistance technique

Le programme de travail de travail pour l'année fiscale 2018 s'inscrit dans le cadre des six objectifs d'AFRITAC Centre retenus au titre de son troisième cycle de financement :

- **Objectif 1** : Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) ;
- **Objectif 2** : Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette ;
- **Objectif 3** : Renforcer les capacités en termes d'Analyse de Viabilité de la Dette ;
- **Objectif 4** : Développer le marché domestique de la dette intérieure ;
- **Objectif 5** : Accompagner les pays dans le développement du marché des Sukuk ;
- **Objectif 6** : Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette ;

B. Programme de travail de mai 2017 à avril 2018

Au plan régional

Les activités de l'année fiscale 2018 incluront l'organisation conjoint avec le siège (département SPR), d'un séminaire régional sur l'Analyse de Viabilité de la Dette -AVD. Ce séminaire aura pour objectifs de sensibiliser les gestionnaires de la dette sur les nouvelles directives du Fonds Monétaire International en matière de limites d'endettement public et de renforcer les capacités et connaissances des agents en matière d'AVD notamment dans les pays à faible revenu. Une assistance technique sera aussi apportée à la BEAC pour élaborer le cadre juridique permettant la titrisation des créances et de la dette publique intérieure sur le marché régional de la zone CE-MAC.

Activités par pays

l'AFC assistera la République Centrafricaine dans la conduite de la réforme de son cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette, appuiera la République du Congo en vue d'opérationnaliser son Comité National de la Dette et accompagnera le Tchad à identifier les préalables juridiques et techniques pour l'émission des Sukuk. Une assistance technique sera également accordée aux autorités de la République Démocratique du Congo en vue de finaliser les différents textes de création et de lancement du marché intérieur des titres publiques. A Sao Tomé-et-Principe, une première action sera consacrée à l'évaluation des procédures de gestion de la dette et l'identification des besoins d'assistance techniques à moyen terme.

Les efforts de renforcement des capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique vont se poursuivre. En fonction des besoins spécifiques des Etats membres, les formations organisées permettront aux bénéficiaires de se familiariser : 1) au cadre et à l'outil de formulation de la stratégie de dette à moyen terme SDMT (Burundi, Congo, RDC et Tchad), 2) la gestion des risques liés au portefeuille de dette publique (République Centrafricaine), 3) à l'outil d'analyse de la viabilité de la dette dans les pays ayant accès aux marchés (Gabon), 4) aux techniques d'analyse des instruments de la dette et le volet « reporting » de la dette (Burundi, RDC, République Centrafricaine et Tchad) et 5) à l'utilisation des produits dérivés de couverture -les Swaps- (Cameroun).

**Tableau 7. Synthèse du programme de travail mai 2017–avril 2018 :
Gestion de la dette publique**

Pays/ Institution	Mode opérateur	Activités	Situation au 30 Avril 2017	Résultats attendus au 30 Avril 2018	Pré-requis/ Risques
Objectif 1 : Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT)					
Burundi, Congo, RDC et Tchad	Missions ponctuelles	Formation sur la Stratégie de la Dette à Moyen Terme (SDMT) et la gestion des risques	La stratégie de la dette n'est pas élaborée et la dimension risques liés au portefeuille de dette n'est pas intégrée	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et de gestion des risques et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Risque lié à l'inadéquation des ressources humaines allouées au projet
Objectif 2 : Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette					
Cameroun	Mission ponctuelle	Assistance/Formation sur les produits dérivés	Le portefeuille de dette est exposé aux risques de marché	Les agents sont sensibilisés sur les pré-alables, les mécanismes et les enjeux liés à l'utilisation des produits dérivés en gestion de la dette.	Risque lié à l'inadéquation des ressources humaines allouées au projet
RCA	Mission ponctuelle	Formation sur la gestion des risques liés au portefeuille de dette	La dimension risques liés au portefeuille de dette n'est pas intégrée dans la gestion courante de la dette	Les cadres sont capables d'identifier et mesurer les différents risques d'un portefeuille de dette et proposer des mesures pour atténuer ces risques	Risque lié à l'inadéquation des ressources humaines allouées au projet
Burundi, RCA, RDC et Tchad	Missions ponctuelles	Formation sur le Reporting de la dette	Le volet reporting de la dette n'est pas développé.	Les cadres sont mieux outillés pour produire les différents supports de reporting de la dette	Risque lié à l'inadéquation des ressources humaines allouées au projet

Tableau 7. Synthèse du programme de travail mai 2017–avril 2018 : Gestion de la dette publique					
Pays/ Institution	Mode opérateur	Activités	Situation au 30 Avril 2017	Résultats attendus au 30 Avril 2018	Pré-requis/ Risques
Objectif 3 : Renforcer les capacités en termes d'Analyse de Viabilité de la Dette					
Pays membres d'AFC	Séminaire régional	Atelier régional sur l'analyse de viabilité de la dette LIC-DSA	Manque de maîtrise de l'outil AVD et des nouvelles direc- tives du FMI en ma- tière de limites d'en- dettement public.	Les cadres sont mieux préparés pour réaliser l'AVD de leur pays	- Soutien et engage- ment du personnel - Risque lié à l'ina- déquation des res- sources humaines allouées au projet
Gabon	Mission ponctuelle	Assistance / For- mation sur l'utili- sation du cadre de viabilité de la dette MAC-DSA	Manque de maîtrise de l'outil MAC-DSA ce qui réduit la visi- bilité des autorités sur l'évolution futur de la viabilité de la dette	Les cadres sont ca- pables de réaliser l'AVD de leur pays en utilisant le cadre déve- loppé par le FMI/BM	
Objectif 4 : Développer le marché domestique de la dette intérieure					
BEAC	Mission ponctuelle	Titrisation de la dette publique in- térieure.	Absence d'un cadre juridique pour la ti- trisation de la dette intérieure des pays de la CEMAC	La BEAC, dispose d'un projet de texte ju- ridique sur la titrisa- tion de la dette à dis- custer avec la CEMAC	Risque politique : volonté des autorités de la CEMAC à mettre en place les réformes identifiées
RDC	Mission ponctuelle	Elaboration du cadre juridique du marché des titres de l'Etat	Absence d'un mar- ché des titres de l'Etat et nécessité de mettre en place les différents textes juri- diques et règlemen- taires nécessaires pour le lancement de ce marché.	Les autorités disposent d'un projet de cadre ju- ridique du marché des titres d'Etat	Risque politique : volonté des autorités de la RDC à mettre en place les ré- formes identifiées
Objectif 5 : Accompagner les pays dans le développement du marché des Sukuk					
Tchad	Mission ponctuelle	Identification des préalables pour l'émission des SUKUK	Le pays a besoin d'élargir la base d'investisseurs et l'utilisation de nou- vels instruments de financement.	Les préalables sont identifiés, un plan d'action est élaboré et les agents se sont fa- miliarisés au processus d'émission des Sukuk ;	Risque politique : volonté des autorités tchadiennes à mettre en place les ré- formes identifiées
Tableau 7. Synthèse du programme de travail mai 2017–avril 2018 : Gestion de la dette publique					
Pays/ Institution	Mode opérateur	Activités	Situation au 30 Avril 2017	Résultats attendus au 30 Avril 2018	Pré-requis/ Risques

Objectif 6 : Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette					
République Centrafricaine	Missions ponctuelles	Réforme du cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette publique	Le cadre juridique, l'organisation et la coordination entre les structures de la dette entravent la bonne gestion de la dette.	Les autorités disposent d'un plan d'action identifiant les réformes à engager et des projets de textes sur ces réformes, sont élaborés.	Risque politique : volonté des autorités à mettre en place le plan d'action des réformes préparées ;
Congo		Appui à la dynamisation du comité de coordination des activités de la dette.	Le CNDP créé depuis 2008 demeure non opérationnel. Aucune coordination n'est effectuée entre les différentes structures de gestion de la dette.	Le texte sur le CNDP est révisé et une guideline sur les travaux du Comité est élaborée ;	Risque politique : volonté des autorités à mettre en place le plan d'action des réformes préparées ;
Sao Tomé-et-Principe		Mission d'évaluation	Le pays sera couvert par AFC en 2017	Les besoins en AT sont identifiés et un programme d'AT à MT est élaboré.	Soutien et engagement du personnel ;

VIII. REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRE

A. Les principaux objectifs de l'assistance technique

Les objectifs stratégiques du programme de travail de l'année fiscale 2018 ont été réarticulés pour tenir compte de l'évolution des rôles et des responsabilités des divisions du FMI (MCM) susceptibles d'intervenir dans le domaine de la supervision bancaire en général. En effet, le troisième cycle de financement de l'AFC (phase III) débute au milieu de l'année fiscale 2018, en novembre 2017, ce qui nécessite la mise en cohérence du programme dès le début de l'année fiscale 2018. Le principal impact notable de ce changement porte sur l'ancien objectif 3 relatif à la mise en place d'un dispositif de stabilité financière et de prévention et de gestion des crises bancaires. Celui-ci relève désormais prioritairement, d'une part de la division en charge des politiques macroéconomiques et monétaires, d'autre part de la division spécialisée dans le traitement des crises bancaires, tandis que l'AFC voit son périmètre d'intervention concentré sur la régulation et la supervision bancaire.

Pour l'année fiscale 2018, l'AFC a structuré les missions d'assistance technique en la matière selon les quatre objectifs suivants :

- **Objectif 1** : (cadre réglementaire et prudentiel) : renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales ;
- **Objectif 2** : (cadre de la supervision basée sur les risques et des autres processus de supervision) : accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire ;
- **Objectif 3** : (cadre de la mise en application de Bâle II/III) : assurer que les banques disposent de fonds propres et liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier ;
- **Objectif 4** : (cadre IFRS/Comptabilité liée aux créances improductives) : améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement.

B. Programme de travail de mai 2017 à avril 2018

Au plan régional

Les activités de l'AFC comprendront un séminaire méthodologique (sur la lutte anti-blanchiment), selon la même formule que celle qui a été initiée à deux reprises au cours de l'année fiscale 2017 pour compenser l'effet de la suspension des missions sur place du FMI au Burundi et en RDC. Ce nouveau type de séminaire régional permet de développer la capacité des superviseurs à mettre en œuvre concrètement la supervision basée sur les risques et de partager les

bonnes pratiques. Par ailleurs, un séminaire régional commun avec l'AFRITAC Ouest sera organisé sur la thématique de la supervision du risque de crédit.

Activités par pays

Sur le plan des activités par pays, l'AFC est conduit à rééquilibrer ses efforts au bénéfice de l'autorité régionale de supervision bancaire, la COBAC, en raison de l'impossibilité de réaliser des missions sur place au Burundi et en RDC (respectivement depuis mai 2015 et septembre 2016) pour une durée indéterminée, et aussi parce que la dégradation de la situation du système bancaire de la CEMAC nécessite une accélération du renforcement des capacités de la COBAC. La priorité donnée au Burundi et à la RDC depuis 2013 a en outre permis des avancées significatives, même si les besoins d'assistance technique demeurent notables. Par ailleurs, l'AFC va devoir intégrer un nouveau pays, Sao Tome-et-Principe, dans son périmètre géographique de compétence, à partir de la phase III. Dans ce contexte, durant l'année fiscale 2018, le programme prévoit que la COBAC bénéficie de 7 missions, la BRB de 2 missions, la BCC de 3 missions et la BCSTP de 1 mission, ainsi que deux séminaires régionaux communs à ces autorités, soit un total de 15 activités.

Sur un plan thématique, les priorités de l'année FY 2018 vont porter prioritairement sur les deux premiers objectifs stratégiques d'intervention, en raison de l'urgence à renforcer les capacités des autorités à mettre en œuvre efficacement la supervision basée sur les risques.

- **Objectif 1** : l'AFC apportera son appui à la COBAC principalement (i) à la mise en place des mesures d'application de la surveillance sur base consolidée des groupes bancaires selon les normes IFRS, (ii) à l'amélioration de l'efficacité de la fonction juridique et de la maîtrise des risques juridiques encourus par l'autorité et (iii) à la définition d'un cadre de supervision effectif des opérations de monnaie électronique et des transactions réalisées avec les nouvelles technologies numériques et par téléphone mobile. Par ailleurs, une mission de lancement sera effectuée à la BCSTP.
- **Objectif 2** : l'AFC privilégiera la transmission d'expertise méthodologique concrète à l'usage des superviseurs. Outre les séminaires communs, les missions porteront appui à la COBAC, principalement au contrôle sur pièces, pour améliorer les processus internes d'analyse et de traitement de l'information, afin de renforcer l'efficacité de la détection des problèmes et des mesures de réaction. Une attention spécifique sera portée à la supervision du secteur de la microfinance. La BCC bénéficiera d'une mission de formation des nouveaux superviseurs à la supervision basée sur les risques ;
- **Objectif 3** : dans la mesure où, à juste titre, la COBAC souhaite mesurer l'impact de l'adoption du référentiel de Bâle II/III avant de s'engager dans des projets lourds et complexes, l'AFC continuera de porter un appui particulier à la BRB pour compléter et finaliser le projet de réforme de la réglementation prudentielle relative à la liquidité (transposition du LCR), engagé durant l'année fiscale 2017. Deux missions sur place sont prévues à cet effet.
- **Objectif 4** : la mise en œuvre systématique et globale des normes IFRS n'apparaissant plus comme un objectif manifeste, l'AFC ne programmera pas de projet lourd et complexe en la

matière. Toutefois, l'AFC tentera de poursuivre le projet d'assistance technique à la BCC pour le passage aux IFRS, en dépit des difficultés rencontrées, avec une ambition recentrée sur (i) le renforcement des capacités de la BCC à mettre en œuvre la supervision selon le référentiel IFRS et sur (ii) les normes applicables aux banques relatives au provisionnement des créances compromises. Une mission sur place sera prévue à cet effet. À défaut, un atelier délocalisé sera organisé.

**Tableau 8. Synthèse du programme de travail mai 2017–avril 2018 :
Régulation et supervision bancaire**

Pays/ Institution	Mode opérateur	Activités	Situation au 30 Avril 2017	Résultats attendus au 30 Avril 2018	Prérequis/ Risques
Objectif 1. L'alignement du cadre légal et réglementaire sur les normes internationales					
CEMAC (COBAC)	Projet pluriannuel	Mise en œuvre de la supervision des groupes bancaires en IFRS sur base consolidée. Deux missions.	Nouveau règlement en vigueur. Action à engager. Besoin exprimé par le SG-COBAC	Évaluation des modalités et planification structurée du projet. Formation des superviseurs	Complexité du projet. Engagement et disponibilité de l'autorité
	Projet pluriannuel	Renforcement de la maîtrise des risques juridiques. Développement des capacités de la fonction juridique. Deux missions.	Accentuation des risques. Action à engager. Besoin exprimé par le SG-COBAC	Processus concernés : veille réglementaire, gestion des textes, support juridique externe, processus de décision du collège, processus d'élaboration de la réglementation	Complexité du projet. Engagement et disponibilité de l'autorité
	Projet pluriannuel	Révision du cadre de supervision des établissements de paiement, des activités de transmission de fonds par téléphone mobile et d'émission de monnaie électronique. Première mission (sur deux).	Action à engager. Besoin exprimé par le SG-COBAC	Évaluation des modalités et planification structurée du projet. Création d'une nouvelle catégorie d'établissements agréés.	Complexité du projet. Engagement et disponibilité de l'autorité
	Mission ponctuelle	Révision de la réglementation prudentielle relative aux établissements de microfinance	Action à engager. Besoin exprimé par le SG-COBAC	Revue de la réglementation applicable et propositions de modifications.	Engagement et disponibilité de l'autorité
RDC (BCC)	Projet pluriannuel	Révision de la réglementation relative à l'agrément des établissements, des dirigeants et des commissaires aux comptes. Première mission (sur deux).	Besoin exprimé par la BCC	Revue de la réglementation existante, Proposition de modifications du cadre réglementaire relatif à l'agrément	Engagement et disponibilité de l'autorité. Levée de la suspension des missions sur place



Annexe 1 : AFRITAC Centre - Cadre logique 2018

Renforcer les capacités de gestion afin de promouvoir la croissance et réduire la pauvreté

Principaux objectifs par domaine d'activité	Indicateurs vérifiables à la FY 2018	Suivi des indicateurs	Prérequis	Risques
<p>1- Moderniser les cadres institutionnel et organisationnel, et renforcer les principales fonctions des administrations douanières et fiscales.</p> <p>2- Améliorer le cadre légal, la préparation, l'exécution et le contrôle de l'exécution du budget.</p> <p>3- Améliorer la gestion des finances publiques en renforçant les capacités en matière d'analyse budgétaire, de budgétisation et de prévision.</p> <p>4- Appuyer à l'élaboration des comptes nationaux annuels et trimestriels, et renforcer les capacités, le partage d'expérience et les bonnes pratiques régionales et internationales en matière d'élaboration des comptes nationaux et des statistiques soutenant les travaux de comptabilité nationale.</p>	<p>Implémentation des 100% des indicateurs de résultats prévus par le domaine.</p>		<p>1- Mobilisation et disponibilité des ressources financières nécessaires à la réalisation des activités programmées par l'AFRITAC Centre.</p> <p>2- Complémentarité avec l'assistance technique fournie directement par le siège du FMI et appui des autres partenaires soutenant les réformes.</p> <p>3- Volonté, engagement, et soutien des autorités régionales et nationales pour la mise en œuvre des réformes</p> <p>4- Adoption de la législation et de la réglementation nécessaires à la mise en œuvre des réformes</p> <p>5- Disponibilité de ressources financières internes adaptées, mobilisables facilement en temps opportun</p> <p>6- Disponibilité, stabilité et responsabilisation des équipes internes chargées de la mise œuvre des réformes et de l'exécution des plans d'actions</p>	<p>7- Situation sécuritaire appropriée et stabilité politique garantissant la réalisation des activités programmées et l'exécution des plans d'actions.</p>

Principaux objectifs par domaine d'activité	Indicateurs vérifiables à la FY 2018	Suivi des indicateurs	Prérequis	Risques
<p>5- Appuyer la mise en œuvre de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) CEMAC et la mise en œuvre du manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014), et renforcer les capacités, le partage d'expérience et les bonnes pratiques régionales et internationales en matière d'élaboration des statistiques des finances publiques.</p>	<p>Implémentation de l'ensemble des indicateurs de résultats prévus par le domaine.</p>		<p>1- Mobilisation et disponibilité des ressources financières nécessaires à la réalisation des activités programmées par l'AFRITAC Centre. 2- Complémentarité avec l'assistance technique fournie directement par le siège du FMI et appui des autres partenaires soutenant les réformes. 3- Volonté, engagement, et soutien des autorités régionales et nationales pour la mise en œuvre des réformes 4- Adoption de la législation et de la réglementation nécessaires à la mise en œuvre des réformes 5- Disponibilité de ressources financières internes adaptées, mobilisables facilement en temps opportun 6- Disponibilité, stabilité et responsabilisation des équipes internes chargées de la mise œuvre des réformes et de l'exécution des plans d'actions</p>	<p>7- Situation sécuritaire appropriée et stabilité politique garantissant la réalisation des activités programmées et l'exécution des plans d'actions.</p>
<p>6- Réduire le coût et le risque de la dette publique, développer le marché intérieur des titres publics et améliorer l'accès au financement de long terme</p>				
<p>7- Améliorer le cadre réglementaire et prudentiel de la supervision bancaire, renforcer les capacités de mise en œuvre de la supervision basée sur les risques, promouvoir la mise en application de Bâle II/Bâle III et la comptabilisation en normes IFRS des créances improductives, afin de renforcer la surveillance du secteur financier.</p>				

Administration des revenus - Cadre Logique de l'année fiscale 2018									
Objectif du domaine : Modernisation des cadres institutionnels et renforcement des principales fonctions des administrations des revenus									
Objectif 1 : Modernisation des cadres institutionnel et organisationnel des administrations douanières									
Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Étapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Modernisation du cadre institutionnel des administrations douanières	Missions d'appui à la rédaction et à la vulgarisation des textes d'application du nouveau Code des douanes CEMAC	Les procédures administratives douanières modernes sont légalement établies	Le nouveau Code Douanes CEMAC est adopté, diffusé et effectivement appliqué par tous les pays membres	Les administrations douanières des pays membres de la CEMAC n'appliquent pas uniformément les dispositions du Code des Douanes	Aucunes	CEMAC	Organisation Mondiale des Douanes	1. Appui politique pour l'adoption du nouveau Code des Douanes 2. Disponibilité des équipes de la CEMAC	
Objectif 2 : Renforcement des principales fonctions des administrations douanières									
Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Étapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Missions d'appui à la modernisation des procédures douanières	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures douanières (y.c. le transit) sont en ligne avec les meilleures pratiques internationales et contribuent à promouvoir l'intégration régionale	Les procédures douanières sont longues, fastidieuses et coûteuses	Aucunes	GNQ, STP	Organisation mondiale des douanes, CNUCED, Banque Africaine de Développement	1. Appui politique 2. Support et engagement des dirigeants 3. Disponibilité des équipes de la CNUCED	

Administration des revenus - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif 2 : Renforcement des principales fonctions des administrations douanières

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Étapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mission d'appui à la modernisation des procédures douanières	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	La traçabilité des marchandises et des opérations douanières est renforcée dans les systèmes informatiques	Les principales procédures douanières sont manuelles et leur traçabilité ainsi que celle des marchandises ne sont pas assurées	Aucunes	GNQ	Organisation mondiale des douanes, CNUCED, Banque Africaine de Développement	1. Appui politique 2. Support et engagement des dirigeants	
Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Séminaire sur le suivi du transit et le contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	Les administrations douanières de la région ne disposent pas de stratégie de contrôle des régimes dérogatoires	Aucunes	Tous les pays membres	Organisation mondiale des douanes, CNUCED, Banque Africaine de Développement, CEMAC	1. Appui politique 2. Support et engagement des dirigeants	
Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Missions d'appui sur le suivi du transit et le contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	Les administrations douanières de la région ne disposent pas de stratégie de contrôle des régimes dérogatoires	Aucunes	BDI, CMR, COG, GAB, CAF, RDC, TCD,	Organisation Mondiale des Douanes, CNUCED, Banque Africaine de Développement, CEMAC	1. Appui politique 2. Support et engagement des dirigeants	

Administration des revenus - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif 2 : Renforcement des principales fonctions des administrations douanières

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Étapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Missions d'appui sur la programmation et la conduite des contrôles à posteriori	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des recettes issues des contrôles a posteriori par rapport aux recettes douanières totales est négligeable	Aucunes	CMR, CAF, COG, GAB, TCD	Organisation Mondiale des Douanes, CEMAC	1. Appui politique 2. Support et engagement des dirigeants	

Objectif 3 : Modernisation des cadres institutionnel et organisationnel des administrations fiscales

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Étapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Modernisation du cadre institutionnel des administrations fiscales	Missions d'appui à la rédaction et à la vulgarisation des réglementations communautaires	Les procédures administratives fiscales modernes sont légalement établies	Les nouvelles directives CEMAC sont adoptées, diffusées et effectivement appliquées par tous les pays membres	Les administrations fiscales des pays membres n'appliquent pas uniformément les dispositions de la directive CEMAC sur la TVA/DA	Aucunes	CEMAC	Union Européenne	1. Appui politique 2. Support et engagement des dirigeants 3. Disponibilité des équipes de la CEMAC	

Administration des revenus - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif 4 : Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Étapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Principales fonctions des administrations fiscales renforcées	Missions d'identification et d'appui à la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	Les procédures de paiement des impôts et taxes sont longues, fastidieuses et coûteuses	Aucunes	GNQ, STP, CAF, COG, TCD		1. Support et engagement des dirigeants 2. Appui politique	
Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Séminaire et missions d'appui sur la programmation et la conduite des contrôles à posteriori	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes fiscaux	Les administrations fiscales de la région ne disposent pas de stratégie de contrôle basé sur les principaux risques fiscaux	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	Aucunes	CMR, GNQ, STP, CAF, COG, COD, TCD		1. Support et engagement des dirigeants 2. Appui politique	

Gestion des finances publiques - Cadre Logique de l'année fiscale 2018								
Objectif du domaine : Améliorer le cadre légal, la préparation, l'exécution du Budget et le contrôle de l'exécution du budget.								
Objectif 1 : Améliorer le cadre légal des finances publiques								
Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapas intermédiaires	Pays / Région	Risques	Commentaires
Harmoniser le cadre des finances publiques des pays de la CEMAC Participer aux séminaires de la CEMAC	Appui à l'avis de conformité de la CEMAC	Les textes adoptés sont alignés sur les directives et conformes aux spécificités des états membres.	Délais et qualité des avis de conformités délivrés par la C/CEMAC		Lettre transmettant les observations sur les projets de textes assortis des propositions d'amélioration Compte rendu des séminaires CEMAC	CEMAC	Transmission des Projets de texte	
Favoriser les Echanges sur les Meilleures Pratiques	Appui à l'organisation de la fonction budgétaire					INTER-REGIONAL		
Favoriser les Echanges sur les Meilleures Pratiques	FOHBAC Réformes de 2 ^{de} génération et Réorganisation des services Budgétaires	Impulsion des Reformes organisationnelles des services budgétaires	Nombre de pays ayant adapté l'organisation des services budgétaires		Identification et justification des Grandes fonctions des services budgétaires	REGIONAL	Disponibilité du pays d'accueil	
	Visite exploratoire en prévision de l'intégration à AFC					STP	Disponibilité et engagement des autorités	
Objectif 2 : Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus lisible et plus exhaustif								
Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Intégration des opérations sur ressources affectées dans la loi de finances	Identification des opérations sur ressources affectées dans la loi de finances et respect des procédures par rapport à leur utilisation	Documentation budgétaire conforme à la loi relative à la loi de finances		Amélioration de la présentation de la loi de finances et ses annexes	RDC	Situation Politique	
Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Elargissement de la couverture du budget au fonds affectés et amélioration de la tutelle financière des organismes publics	Inventaire des recettes affectées non retracées dans la loi de finances et propositions de rebudgetisation	Amélioration de la documentation budgétaire		Présentation de la loi de finances et de ses annexes	TCD	Situation Politique	

Gestion des finances publiques - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif 2 : Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus lisible et plus exhaustif

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapas intermédiaires	Pays / Région	Risques	Commentaires
Respecter les normes de qualité du processus et des documents budgétaires	Pilotage de la préparation et de l'exécution du budget et les documents budgétaires	Fixation des Macro processus et des formats des documents budgétaires	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire		Disponibilité des instruments de pilotage de la préparation et de l'exécution du budget	CAF	Situation Politique	
Améliorer la qualité des documents budgétaires	Production des documents budgétaires conformes à la loi	Fixation des Macro processus et des formats des documents budgétaires	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire		Amélioration de la documentation budgétaire	COG	Situation Politique	
Rendre disponible une documentation budgétaire conforme à la Directive CEMAC 2011 relative à la loi de Finances	Appui à la préparation du budget	Plan d'action pour l'amélioration de la documentation budgétaire	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire		Le projet de loi de finances et ses annexes	GNQ	Disponibilité des autorités	
Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Dernière mission sur les opérations financières sur les ressources affectées et la tutelle des Etablissements Publics	Inventaire des affectations non intégrées dans la loi de finances et propositions de prise en charge	Amélioration de la documentation budgétaire		Amélioration de la présentation de la loi de finances et de ses annexes	GAB	Situation Politique	

Objectif 3 : Améliorer l'exécution budgétaire et comptable et le Contrôle

Améliorer le suivi de l'exécution du budget et de la chaîne de la dépense et de la dette	Séminaire sur le suivi l'exécution budgétaire et comptable	Sensibilisation des acteurs en charge du suivi budgétaire et comptable et de la dette	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2017-18		Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	REGIONAL	Aucun	
Atténuer les risques liés à la déconcentration de la fonction d'ordonnement	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères ordonnateurs de budgets	Mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères Prioritaires	Institution du contrôle interne		Plan d'action Ministériel	BDI	Situation politique	

Gestion des finances publiques - Cadre Logique de l'année fiscale 2018								
Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Risques	Commentaires
Objectif 3 : Améliorer l'exécution budgétaire et comptable et le Contrôle								
Améliorer la chaîne de la dépense et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Atelier de renforcement capacités sur la comptabilité générale de l'Etat	Fiabilisation des documents comptables (Balance) mise en place d'un plan de trésorerie	Amélioration de la gestion de trésorerie		Production des documents comptables de base, meilleure maîtrise du suivi de la trésorerie	BDI	Situation politique	
Atténuer les risques liés à la déconcentration de la fonction d'ordonnement	Appui à la mise en place du contrôle budgétaire dans le cadre de la déconcentration de l'ordonnement	Plan d'action Ministériel	Mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères Prioritaires		Mise en place du contrôle interne	CMR	Situation Politique	
Régulariser et apurer les comptes d'attente et financiers	Amélioration et fiabilisation des comptes	Plan d'apurement des CIP en 2017	Automatiser l'apurement des opérations anciennes		Les opérations susceptibles d'être prescrites sont régularisées	CMR	Situation Politique	
Améliorer la chaîne de la dépense et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Atelier de renforcement capacités sur la comptabilité générale de l'Etat	Les communications délivrées et les recommandations de l'atelier	Les capacités des participants sont renforcées en matière de comptabilité générale		Production des balances et documents comptables	GNQ	Disponibilité des autorités	
Améliorer l'image fidèle comptable et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Atelier comptabilité - Poursuite des travaux de fiabilisation de la balance des comptes : suivi des instances de paiement	Suivi du plan d'action de fiabilisation de la comptabilité de l'Etat - méthodologie et outils de suivi des arriérés de paiement	Automatiser et fiabiliser les comptes de l'Etat pour une meilleure qualité comptable		Amélioration du niveau des indicateurs de qualité de la balance générale et de la documentation comptable	TCD	Situation Politique	
Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Production des états comptables	Plan d'action prioritaire sur la comptabilité et la gestion de la trésorerie	Restauration progressive des fondamentaux de la comptabilité et gestion de la trésorerie		Plan d'action comptabilité et gestion trésorerie validé	COG	Situation Politique	
Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable	Suivi du plan d'actions sur la gestion budgétaire - Documents budgétaires type élaborés	Le rétablissement progressif de la fonction budgétaire e l'Etat s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action adopté par les autorités		Taux de mise en œuvre du plan d'action	RCA	Situation Politique	

Analyse macroéconomique et budgétaire - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif du domaine : Améliorer la gestion des finances publiques en renforçant les capacités en matière d'analyse budgétaire, de budgétisation et de prévision.

Objectif 1 : Rationalisation des dépenses en tenant compte des contraintes sociales et économiques

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapas intermédiaires	Pays / Région	Période	Risques	Commentaires
Rationaliser les dépenses à court terme	Mise en place du volet analyse macroéconomique et budgétaire	Les salaires et les effectifs sont compatibles avec les contraintes financières Les dépenses sociales s'améliorent	Masse salariale/PIB Effectifs de la fonction publique/Population Les dépenses d'Education sur le PIB Les dépenses de santé sur PIB		Missions exploratoires	TCD, RCA et 2 pays nouvellement sous-programme	T3 et T4	Aucun	

Objectif 2 : Amélioration de la préparation du budget

Rendre le budget plus crédible	Séminaire régional	Les prévisions macro budgétaires sont plus crédibles	PEFA PI-1-Dépenses effectives totales PI-2-Composition effective des dépenses PI-3-Recettes effectives			Pays membres d'AFC	T3 à T4	Aucun	
--------------------------------	--------------------	--	---	--	--	--------------------	---------	-------	--

Statistiques Macroéconomiques - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif du domaine : Les comptes nationaux annuels sont à jour et diffusés.

Objectif 1 : Les comptes nationaux annuels au moins conformes au SCN 1993 sont à jour et régulièrement publiés pour tous les pays.

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapas intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Les comptes nationaux au moins conformes au SCN 1993 sont à jour et publiés	Missions ponctuelles de soutien technique	Les comptes nationaux sont à jour et publiés à temps.	Les comptes définitifs N-2 et provisoires N-1 sont disponibles et publiés en N	Les comptes nationaux ne sont pas à jour. Retards de deux à six ans	Les comptes nationaux sont presque à jour mais leur soutenabilité pose des problèmes	BDI, COG, COD, GAB, GNQ, CAR, TCD	AFRISTAT / WB / BAD	Non disponibilité des comptes nationaux et des données de base	
Objectif 2 : Le système des comptes nationaux trimestriels est mis en place pour deux pays sur huit.									
La mise en place de comptes nationaux trimestriels / Indicateurs économiques infra annuels	Missions ponctuelles de soutien technique	Les comptes nationaux trimestriels / indicateurs économiques infra annuels sont disponibles	-Deux pays sur huit disposent de comptes nationaux trimestriels. -Deux autres pays disposent d'indicateurs économiques infra annuels	-Deux pays sur huit disposent de comptes nationaux trimestriels -Des indicateurs infra annuels font défaut	Deux autres pays disposent d'indicateurs infra annuels	BDI, CMR, COG, COD, GAB, GNQ, CAR, TCD		Non disponibilité des comptes nationaux et des données de base	

Statistiques Macroéconomiques - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif 3 : Le renforcement des capacités, le partage d'expérience et les bonnes pratiques régionales et internationales en matière d'élaboration des comptes nationaux et des statistiques soutenant les travaux de comptabilité nationale.

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Étapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Renforcer la capacité des comptables nationaux à élaborer les comptes nationaux.	Séminaire	La compréhension du système de comptabilité nationale par les cadres nationaux est renforcée	L'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants			BDI, CMR, COG, COD, GAB, GNQ, CAR, TCD, STP		Non disponibilité des comptables nationaux	

Statistiques des finances publiques - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif du domaine : Renforcer l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise des décisions et appuyer les pays AFC à améliorer la transparence des statistiques financières, en participant au Système Général de Diffusion des Données du FMI (GDSDS en Anglais)

Objectif 1 : Renforcer l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise des décisions

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Améliorer le cadre juridique et institutionnel des SFP aux normes statistiques	Les pays de l'espace CEMAC sont entrain de transposer la Directive CEMAC du TOFE dans leurs lois nationales ; Les pays non-CEMAC se serviront des arrêtés ministériels pour régir le TOFE	Décrets-lois ou Arrêtés ministériels régissant la collecte des données-source et l'élaboration des SFP	Chaque pays-membre d'AFC a une législation garantissant la collecte des données-source et l'élaboration des SFP	Les cadres juridiques de gestion des finances publiques existent.	RDC ; R. du Congo ; Cameroun ; Guinée Equatoriale ; RCA ; Sao Tomé et Principe	Cadres des Ministère des Finances et/ou du Budget des pays-membres ; Cadres de la CEMAC (Finances Publiques)	<p>A. De faibles capacités en SFP des cadres des pays-membres ;</p> <p>B. Des réformes en comptabilité publique moins avancées</p> <p>C. Moins de volonté politique pour adopter une gestion des finances publiques plus sophistiquée (dont la base des droits constatés)</p>	
Améliorer la capacité du personnel sur le retraitement des données de source, les méthodes de compilation et de diffusion des SFP	Les données-source aux SFP devraient une balance générale des comptes, et au cas échéant, des exécutions budgétaires et autres comptabilités auxiliaires (sur une base des droits constatés)	Des appuis et formations sur place ou séminaires régionaux des cadres en charge de l'élaboration des SFP	Le nombre des cadres des pays-membre sont à même de produire des données-source fiables et vérifiables	Les cadres des pays-membres qui sont généralement des comptables ou économistes qualifiés	Tous les pays-membres			
Compiler les SFP en utilisant la classification, la couverture et le champ, la sectorisation et la base d'enregistrement appropriée et conforme au <i>MSFP 2014</i>	La méthodologie du <i>MSFP 2014</i> vise à harmoniser les SFP produites par chaque pays (en termes de procédure d'élaboration et formats) afin de pouvoir les comparer		Les TOFE des pays-membres sont élaborés selon méthodologie du <i>MSFP 2014</i>	Le TOFE actuel sur base du <i>MSFP 2014</i> , et ne couvrant que l'Administration Centrale Budgétaire dans la plupart des cas				
Compiler et diffuser les statistiques à fréquence infra-annuelle en interne et/ou au grand public	Les SFP produites devraient être publiées pour servir non seulement aux analyses au sein du Ministère, mais aussi aux fins de transparence envers le grand public				Les TOFE actuels (base infra-annuelle ou annuelle) ne sont pas diffusés			

Statistiques des finances publiques - Cadre Logique de l'année fiscale 2018								
Objectif 1 : Renforcer l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise des décisions								
Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Documenter les procédures opérationnelles de la compilation et/ou la diffusion des SFP	La procédure de collecte et d'élaboration du TOFE devrait être documentée pour servir à tous ceux qui sont impliqués.		Des manuels de procédures-guide de collecte et d'élaboration du TOFE	Le seul guide est actuellement le <i>MSFP 1986</i> .				
Compiler et diffuser les statistiques à fréquence infra-annuelle en interne et/ou au grand public	Les SFP produites devraient être publiées pour servir non seulement aux analyses au sein du Ministère, mais aussi aux fins de transparence envers le grand public	Des appuis et formations sur place ou séminaires régionaux des cadres en charge de l'élaboration des SFP	Les TOFE des pays-membres sont élaborés selon méthodologie du <i>MSFP 2014</i>	Les TOFE actuels (base infra-annuelle ou annuelle) ne sont pas diffusés	Tous les pays-membres	Cadres des Ministères des Finances et/ou du Budget des pays-membres ; Cadres de la CEMAC (Finances Publiques)		
Documenter les procédures opérationnelles de la compilation et/ou la diffusion des SFP	La procédure de collecte et d'élaboration du TOFE devrait être documentée pour servir à tous ceux qui sont impliqués.	Des appuis et formations sur place ou séminaires régionaux des cadres en charge de l'élaboration des SFP	Des manuels de procédures-guide de collecte et d'élaboration du TOFE	Le seul guide est actuellement le <i>MSFP 1986</i> .	Tous les pays-membres	Cadres des Ministères des Finances et/ou du Budget des pays-membres ; Cadres de la CEMAC (Finances Publiques)		
Objectif 2 : Appuyer les pays AFC à améliorer la transparence des statistiques financières, en participant au Système Général de Diffusion des Données du FMI (GDSS en Anglais)								
Appuyer les pays-membres à participer au GDSS (ou à mettre à jour les métadonnées GDSS).	GDSS vise à encourager les pays-membres à diffuser au public des statistiques financières complètes, accessibles et fiables	Des métadonnées actualisées, pour la participation au GDSS	Au moins trois des 9 pays-membres participent au GDSS	Actuellement aucun pays-membre ne participe au GDSS (SFP).	Burundi, Gabon, R. Congo	Cadres des Ministères des Finances et/ou du Budget des pays-membres ; Département des Statistiques du FMI	La disponibilité des données-source fiables	

Gestion de la Dette Publique - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif du domaine : Réduire le coût et le risque de la dette publique, développer le marché intérieur des titres publics et améliorer l'accès au financement de long terme

Objectif 1 : Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT)

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Étapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Formuler et appuyer la mise en œuvre d'une SDMT qui favorise un financement durable et améliore la qualité du portefeuille de prêts.	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de stratégie à moyen terme pour la gestion de la dette et le choix des instruments de financement ; - Le suivi du portefeuille de prêts n'est pas exprimé à travers des indicateurs standards ; 	1.1. Renforcer les capacités des gestionnaires de la dette sur le cadre et l'outil quantitatif SDMT qui prépare les gestionnaires de la dette à mieux identifier et gérer les risques liés à la dette.	<ul style="list-style-type: none"> - Préparer l'exportation de la base de données des prêts vers l'outil MTDS ; - Calculer les indicateurs standards du portefeuille de dette ; - Maitriser les 8 étapes recommandées pour la SDMT ; 	Rapports d'AT, Règlement CEAC sur la politique d'endettement et directives FMI/BM pour la gestion de la dette publique	Base de données fiable	Burundi, Congo, RDC, Tchad	-	Risque lié à l'inadéquation des ressources humaines allouées au projet	

Gestion de la Dette Publique - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif 2 : Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Développer l'analyse des risques liés au portefeuille de la dette dans les activités périodiques réalisées par les gestionnaires de la dette ;	La gestion des risques liés au portefeuille de dette n'est pas intégrée dans les activités courantes de la dette ;	2.1. Mettre en place un cadre efficace d'analyse des risques ;	Utilisation effective du cadre de gestion des risques et suivi des résultats obtenus ;	Rapports d'AT, et directives FMI/BM pour la gestion de la dette publique	Base de données fiables	Cameroun et RCA	-	Risque lié à l'inadéquation des ressources humaines allouées au projet	
AT sur le reporting de la dette	Le rapport annuel de la dette n'est pas produit ou il est de mauvaise qualité	2.2. Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	- Production d'un rapport annuel de la dette - Production de bulletin trimestriel de la dette	Rapports d'AT	Base de données de la dette fiable	Burundi, Tchad, RCA, RDC	CNUCED	Risque lié à l'inadéquation des ressources humaines allouées au projet	

Objectif 3 : Renforcer les capacités analytiques des gestionnaires de la dette en AVD

Renforcer les capacités analytiques des gestionnaires de la dette dans le domaine de l'AVD	Absence d'AVD réalisée de manière autonome par les autorités	3.1. Assister les agents à s'approprier les fondements théoriques sous-tendant l'AVD et l'utilisation de l'outil AVD.	Produire de manière autonome et au moins une fois par an une AVD ;	Rapports d'AT	Base de données de la dette fiable	Régional, Gabon	Division SPR au siège	- Soutien et engagement du personnel - Risque lié à l'inadéquation des ressources humaines allouées au projet	
--	--	---	--	---------------	------------------------------------	-----------------	-----------------------	--	--

Gestion de la Dette Publique - Cadre Logique de l'année fiscale 2018									
Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes inter-médiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Objectif 4 : Développer le marché domestique de la dette intérieure									
Développer le marché intérieur de la dette dans la zone CEMAC	- Le marché intérieur n'est pas profond ; - Le marché secondaire est inexistant ;	4.1. Développement du marché secondaire	Elaborer le cadre juridique de la titrisation de la dette	Demande des autorités et rapport d'AT	-	BEAC		Risque politique : volonté des autorités de la CEMAC à mettre en place les réformes identifiées	
Objectif 4 : Développer le marché domestique de la dette intérieure									
Lancer le marché intérieur des titres publics en RDC et assurer son développement	Le marché intérieur de la dette est inexistant ;	4.2. Standardisation des instruments et des pratiques d'émission des titres publics ; 4.3. Mise en œuvre du processus d'émission des titres publics ;	Un mode opératoire pour le fonctionnement du marché est élaboré en 2017 ; Les règles de fonctionnement du marché primaire sont mises en œuvre en 2017 ;	Demande des autorités et dispositions de la LF 2016	-	RDC	BCC	Risque politique : volonté des autorités de la RDC à publier les textes préparés	

Gestion de la Dette Publique - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif 5 : Accompagner les autorités dans le développement du marché des Sukuk

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Accompagner les autorités tchadiennes dans le processus d'émission des Sukuk	- Les Sukuk ne sont pas utilisés comme instrument de mobilisation des financements de long terme ; - Absence de cadre juridique pour l'émission des Sukuk	5.1. Elaborer une feuille de route conduisant à l'émission des Sukuk	- Identification et hiérarchisation des projets de développement du gouvernement sur une période de trois à cinq ans - Description des actifs publics existants pouvant servir de sous-jacent pour Sukuk	Orientations des autorités pour développer la finance islamique	-	Tchad		Risque politique : volonté des autorités tchadiennes à mettre en place la feuille de route préparée ;	

Objectif 6 : Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Moderniser le cadre juridique, organisationnel et institutionnel de gestion de la dette	L'autorité unique n'est pas instaurée ; Absence d'une structure de coordination des activités de la dette ; Les services de gestion de	6.1. Réviser le cadre juridique de la dette ;	Etablir un plan d'action pour la réforme du cadre juridique, organisationnel et institutionnel de gestion de la dette	Demande des autorités ; Rapport d'AT de septembre 2015	-	RCA	-	Risque politique : volonté des autorités à mettre en place le plan d'action des réformes préparées ;	
		6.2. Moderniser le cadre organisationnel et institutionnel de la dette et							
		6.3. Dynamiser le comité de	- Réduire la fragmentation	Rapport d'AT	-		Risque politique : volonté des autorités à mettre en		

<i>Gestion de la Dette Publique - Cadre Logique de l'année fiscale 2018</i>									
	la dette ne sont pas organisés sur une base fonctionnelle ; Absence d'un manuel de procédures de gestion de la dette ;	coordination des activités de la dette ;	de la gestion de la dette ; - Créer et opérationnaliser la structure de coordination de la dette ;			Congo	-	place les recommandations de la mission ;	
Evaluer les besoins d'assistance technique en gestion de la dette	STP sera couvert par l'AFC à partir de 2018	7.1. Evaluer les procédures de gestion de la dette	Etablir un plan d'action pour les réformes à mettre en place ;	Décision du CDO d'AFC (18 ^{ème} réunion)	-	STP	-	- Soutien et engagement du personnel ;	
		7.2. Evaluer les besoins en AT	Identifier l'AT à fournir par l'AFC						

Régulation et supervision bancaire - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif du domaine : Améliorer le cadre réglementaire et prudentiel de la supervision bancaire, renforcer les capacités de mise en œuvre de la supervision basée sur les risques, promouvoir la mise en application de Bâle II/Bâle III et la comptabilisation en normes IFRS des créances improductives, afin de renforcer la surveillance du secteur financier.

Objectif spécifique 1 : Mettre à niveau le cadre réglementaire et prudentiel de la supervision bancaire conformément aux normes internationales.

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires.	Détermination des travaux d'assistance technique à effectuer, planification du projet	La COBAC dispose d'une vision claire des enjeux et des étapes du projet.	Rapport de mission, programme détaillé du projet		1 ^e étape 05/2017	CEMAC	COBAC	Complexité du projet. Possible manque de disponibilité de la COBAC. Indisponibilité du STX	Projet pluriannuel STX
Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires.	(iii) Formation des superviseurs au contrôle consolidé.	Les superviseurs de la COBAC sont formés à la supervision sur base consolidée, selon le référentiel IFRS applicable aux groupes bancaires. Projet à poursuivre en FY 2019	Rapport de mission, supports de formation		2 ^e étape 1/2018	CEMAC	COBAC	Complexité du projet. Possible manque de disponibilité de la COBAC. Indisponibilité du STX	Projet pluriannuel STX

Régulation et supervision bancaire - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif spécifique 1 : Mettre à niveau le cadre réglementaire et prudentiel de la supervision bancaire conformément aux normes internationales.

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Renforcer les capacités du département juridique et la maîtrise des risques juridiques	(i) Proposer un cadre de renforcement de la fonction de veille réglementaire. (ii) Proposer un cadre de gestion rénové des textes réglementaires relatifs à la supervision bancaire (iii) Etablir le cahier des charges d'un contrat de prestation de services avec un avocat-conseil	La fonction juridique de la COBAC (DAJ) dispose d'une feuille de route pour renforcer la rigueur de ses processus internes de gestion.	Rapport de mission, canevas de préconisations pour la veille réglementaire et la gestion des textes réglementaires, canevas de cahier des charges (à finaliser par la COBAC)		1 ^e étape 07/2017	CEMAC	COBAC	Possible manque de disponibilité de la COBAC. Indisponibilité du STX	Projet pluriannuel STX

Régulation et supervision bancaire - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif spécifique 1 : Mettre à niveau le cadre réglementaire et prudentiel de la supervision bancaire conformément aux normes internationales.

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Renforcer les capacités du département juridique et la maîtrise des risques juridiques	(iv) Proposer un canevas de procédures internes régissant le fonctionnement du collège de la COBAC, notamment le processus de décision portant sur le traitement des situations individuelles des établissements en difficulté.	La fonction juridique de la COBAC (DAJ) est en mesure de finaliser la procédure interne relative au secrétariat du collège de la COBAC. Projet à poursuivre en FY2019	Rapport de mission, canevas de procédure (à finaliser par la COBAC)		2 ^e étape 03/2018	CEMAC	COBAC	Possible manque de disponibilité de la COBAC. Indisponibilité du STX	Projet pluriannuel STX

Régulation et supervision bancaire - Cadre Logique de l'année fiscale 2018									
Objectif spécifique 1 : Mettre à niveau le cadre réglementaire et prudentiel de la supervision bancaire conformément aux normes internationales.									
Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Renforcer la supervision des émetteurs de monnaie électronique et des transactions par téléphone mobile	(i) Faire un diagnostic des activités innovantes et des enjeux liés à l'usage des nouveaux moyens de paiement. (ii) Proposer un nouveau cadre d'agrément pour la nouvelle catégorie d'établissements de paiement	Le diagnostic des besoins d'AT est effectué. Une révision du cadre d'agrément pour la nouvelle catégorie d'établissements est proposée. Les étapes suivantes du projet sont programmées. Projet à poursuivre en FY 2019	Rapport de mission. Proposition d'adaptation du règlement relatif à l'agrément, clarification des étapes suivantes du projet (à finaliser par la COBAC).		1 ^e étape 10/2017	CEMAC	COBAC	Possible manque de disponibilité de la COBAC. Indisponibilité du STX	Projet plurianuel STX
Révision de la réglementation prudentielle relative aux établissements de microfinance	Réviser la réglementation existante et proposer des évolutions réglementaires adaptées au profil de risque des établissements de microfinance	Un canevas est proposé à la COBAC pour aménager le cadre réglementaire de la supervision prudentielle du secteur de la microfinance	Rapport de mission. Propositions de modifications réglementaires (à finaliser par la COBAC)		08/2017	CEMAC	COBAC	Possible manque de disponibilité de la COBAC.	LTX solo

Régulation et supervision bancaire - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif spécifique 1 : Mettre à niveau le cadre réglementaire et prudentiel de la supervision bancaire conformément aux normes internationales.

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Révision de la réglementation relative à l'agrément des établissements, des dirigeants et des commissaires aux comptes	Première mission (sur deux). Revue de la réglementation existante, Proposition de modifications du cadre réglementaire relatif à l'agrément	La BCC peut finaliser les évolutions réglementaires relatives à l'agrément	Rapport de mission. Relevé des propositions de modification de la réglementation		03/2018	RDC	BCC	Possible manque de disponibilité de la BCC. Levée de la suspension des missions sur place	Projet pluriannuel. STX
Prendre contact avec la banque centrale de STP pour engager la stratégie d'assistance technique de l'AFC à l'égard de ce pays nouvellement rattaché	Evaluer les besoins d'assistance technique en régulation et supervision bancaire, de façon à proposer un programme pluri-annuel sous l'égide de l'AFC	Evaluation des enjeux pour la supervision. Identification des thématiques devant faire l'objet d'une AT.	Rapport de mission		12/2017	SAO TOME E PRINCIPE	BCSTP	Possible manque de disponibilité de la BCSTP. Difficulté de communication et d'analyse de l'information (langue officielle : portugais)	Mission de lancement de deux semaines. STP sera rattaché à l'AFC à partir de 11/2017 (phase III) LTX solo

Régulation et supervision bancaire - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif spécifique 2 : Renforcer les capacités de mise en œuvre de la supervision basée sur les risques, afin d'accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision pour mieux superviser les principaux risques du système bancaire.

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Etapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Séminaire régional méthodologique sur le contrôle des dispositifs de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme dans les banques (ou un autre sujet relatif à la SBR)	Présenter les orientations pratiques de la supervision basée sur les risques de la LCB-FT, adaptées pour l'Afrique centrale à partir des recommandations récentes du GAFI (autre sujet possible)	Définition d'une "feuille de route" générale pour l'ajustement des modalités de supervision des autorités	Support de présentation, rapport de mission		05/2017	CEMAC BURUNDI RDC	COBAC BRB BCC	Indisponibilité du STX	Avis préalable de LEG à obtenir STX
Séminaire inter-régional commun avec AFW sur la méthodologie de supervision basée sur les risques en matière de risque de crédit	Présenter les standards actuels d'évaluation du risque de crédit et les orientations méthodologiques de supervision et de contrôle	Définition d'une "feuille de route" générale pour l'ajustement des modalités de travail des autorités	Support de présentation, rapport de mission		01/2018	CEMAC BURUNDI RDC	COBAC BRB BCC	Indisponibilité du STX	STX

Régulation et supervision bancaire - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif spécifique 2 : Renforcer les capacités de mise en œuvre de la supervision basée sur les risques, afin d'accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision pour mieux superviser les principaux risques du système bancaire.

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Étapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Développer la méthodologie du contrôle sur pièces	Evaluer les pratiques en place au DCP et au DMF afin de proposer des orientations pour optimiser la qualité des processus opérationnels d'analyse des situations individuelles et de formalisation des études et des propositions de décisions à l'attention du SG-COBAC.	Les superviseurs en charge du contrôle sur pièces de la COBAC (DCP, DMF) ont une capacité renforcée pour mieux exploiter les informations et formaliser des analyses plus réactives et pertinentes, selon une approche de la supervision basée sur les risques. Au besoin, l'AT devrait se poursuivre en FY 2019.	Rapport de mission, recommandations		04/2018	CEMAC	COBAC	Possible manque de disponibilité de la COBAC. Indisponibilité du STX	Projet pluriannuel STX

Régulation et supervision bancaire - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif spécifique 2 : Renforcer les capacités de mise en œuvre de la supervision basée sur les risques, afin d'accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision pour mieux superviser les principaux risques du système bancaire.

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Étapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Formation des superviseurs nouvellement recrutés à la supervision basée sur les risques	Formation de base couvrant (i) les principes fondamentaux du Comité de Bâle (l'approche de supervision basée sur les risques) et (ii) le contrôle du risque de crédit et du risque opérationnel	Les nouveaux superviseurs de la BCC ont reçu une formation adaptée à la supervision basée sur les risques	Rapport de mission, support de formation		07/2017	RDC	BCC	Possible manque de disponibilité de la BCC. Indisponibilité du STX. Levée de la suspension des missions sur place	Mission pouvant en partie être délocalisée à Libreville, Gabon, pour compenser la suspension des missions sur place en RDC (une semaine, sur les BCP). STX

Objectif spécifique 3 : Promouvoir la mise en application de Bâle II/Bâle III, afin d'assurer que les banques disposent de fonds propres et de liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier.

Réformer la réglementation relative à la liquidité (transposer Bâle III)	Finaliser le projet de LCR engagé en FY 2017 (prise en compte de l'étude d'impact). Prolonger le projet "liquidité Bâle III" : élaborer un ratio prudentiel relatif à la transformation, à partir du NSFR	Nouvelle réglementation prête à être finalisée par la BRB	Rapport de mission, canevans de règlement (à finaliser par la BRB)		09/2017	BURUNDI	BRB	Possible manque de disponibilité de la BRB. Indisponibilité du STX. Levée de la suspension des missions sur place.	Mission pouvant être remplacée par un atelier d'une semaine délocalisé à Libreville, Gabon, pour compenser la suspension des missions sur place au Burundi
--	---	---	--	--	---------	---------	-----	--	--

Régulation et supervision bancaire - Cadre Logique de l'année fiscale 2018

Objectif spécifique 3 : Promouvoir la mise en application de Bâle II/Bâle III, afin d'assurer que les banques disposent de fonds propres et de liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier.

Objectifs	Logique d'intervention	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Indicateurs de base	Étapes intermédiaires	Pays / Région	Principaux Partenaires	Risques	Commentaires
Réformer la réglementation relative à la liquidité (transposer Bâle III)	2 ^{ème} mission. Finaliser le NSFR. Réviser les règles de gestion du risque de liquidité. Former les superviseurs.	Nouvelle réglementation prête à être finalisée par la BRB. Superviseurs formés	Rapport de mission. Canevras d'un nouveau projet de règlement (à finaliser par la BRB)		02/2018	BURUNDI	BRB	Possible manque de disponibilité de la BRB. Indisponibilité du STX. Levée de la suspension des missions sur place.	Mission pouvant être remplacée par un atelier d'une semaine délocalisé à Libreville, Gabon, pour compenser la suspension des missions sur place au Burundi STX

Objectif spécifique 4 : Promouvoir la comptabilisation en normes IFRS des créances improductives, afin d'améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement.

Convertir les états comptables et prudentiels remis par les banques aux normes IFRS	Achever le projet réactivé en 2016 par l'AFC en recentrant l'assistance technique (i) sur la norme IFRS 9 relative aux créances compromises et (ii) sur la méthodologie de supervision des états comptables et prudentiels en IFRS.	La BCC est formée aux enjeux du passage aux IFRS spécifiques au risque de crédit. La capacité d'analyse des états en IFRS par les superviseurs est renforcée.	Rapport de mission, support de présentation, recommandations		10/2017	RDC	BCC	Complexité du projet. Risque de manque de disponibilité de la BCC. Indisponibilité du STX. Levée de la suspension des missions sur place.	Mission pouvant être en partie remplacée par un atelier d'une semaine organisé à Libreville, Gabon, pour compenser la suspension des missions sur place en RDC. STX
---	---	---	--	--	---------	-----	-----	---	---



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)
ANNEXE 2 : PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018 PAR DOMAINE
(EN PERSONNES/SEMAINES, DE MAI 2017-AVRIL 2018)



Domaines d'intervention / Zone	Ressources programmées				Ressources utilisées au 04/30/2018			
	Année Fiscale 2018				Année Fiscale 2018			
	Conseillers		Experts CT	Total Année Fiscale	Conseillers		Experts CT	Total Ressources utilisées
Siège	Site	Siège			Site			
I - MISSIONS CONSEILLERS ET EXPERTS COURT TERME								
Administration douanière	6,0	0,0	24,0	30,0				
BURUNDI	0,5	0,0	2,0	2,5				
CAMEROUN	0,5	0,0	2,0	2,5				
CONGO	0,5	0,0	2,0	2,5				
GABON	0,5	0,0	2,0	2,5				
GUINEE-EQUATORIALE	0,5	0,0	2,0	2,5				
RCA	0,5	0,0	4,0	4,5				
RDC	0,5	0,0	2,0	2,5				
SAO TOME-ET-PRINCIPE	0,5	0,0	2,0	2,5				
TCHAD	1,0	0,0	4,0	5,0				
CEMAC	1,0	0,0	2,0	3,0				
Administration fiscale	12,0	17,0	12,0	41,0				
BURUNDI	0,5	2,0	0,0	2,5				
CAMEROUN	1,0	2,0	2,0	5,0				
CONGO	0,5	2,0	0,0	2,5				
GABON	4,5	0,0	2,0	6,5				
GUINEE-EQUATORIALE	0,5	1,0	0,0	1,5				
RCA	2,0	4,0	4,0	10,0				
RDC	0,5	2,0	0,0	2,5				
SAO TOME-ET-PRINCIPE	1,0	2,0	2,0	5,0				
TCHAD	0,5	2,0	0,0	2,5				
CEMAC	1,0	0,0	2,0	3,0				
Gestion des finances publiques	33,0	31,0	19,0	83,0				
BURUNDI	4,0	3,0	3,0	10,0				
CAMEROUN	2,0	2,0	2,0	6,0				
CONGO	4,0	4,0	1,0	9,0				
GABON	3,0	2,0	2,0	7,0				
GUINEE-EQUATORIALE	4,0	4,0	2,0	10,0				
RCA	4,0	4,0	4,0	12,0				
RDC	2,0	2,0	2,0	6,0				
SAO TOME-ET-PRINCIPE	2,0	2,0	0,0	4,0				
TCHAD	4,0	4,0	3,0	11,0				
CEMAC	4,0	4,0	0,0	8,0				
Analyse macroéconomique et budgétaire	8,0	8,0	8,0	24,0				
CAMEROUN	2,0	2,0	2,0	6,0				
GABON	2,0	2,0	2,0	6,0				
RCA	2,0	2,0	2,0	6,0				
TCHAD	2,0	2,0	2,0	6,0				
Statistiques macroéconomiques	21,0	20,0	20,0	61,0				
BURUNDI	3,0	2,0	4,0	9,0				
CAMEROUN	1,0	0,0	2,0	3,0				
CONGO	4,0	4,0	2,0	10,0				
GABON	2,0	2,0	2,0	6,0				
GUINEE-EQUATORIALE	1,0	2,0	0,0	3,0				
RCA	3,0	4,0	2,0	9,0				
RDC	4,0	4,0	4,0	12,0				
SAO TOME-ET-PRINCIPE	1,0	0,0	2,0	3,0				
TCHAD	2,0	2,0	2,0	6,0				
Statistiques des finances publiques	20,0	18,0	18,0	56,0				
BURUNDI	2,0	2,0	2,0	6,0				
CAMEROUN	2,0	2,0	2,0	6,0				
CONGO	3,0	2,0	2,0	7,0				
GABON	3,0	2,0	2,0	7,0				
GUINEE-EQUATORIALE	2,0	2,0	2,0	6,0				
RCA	2,0	2,0	2,0	6,0				
RDC	2,0	2,0	2,0	6,0				
SAO TOME-ET-PRINCIPE	2,0	2,0	2,0	6,0				
TCHAD	2,0	2,0	2,0	6,0				
Gestion de la dette publique	15,5	26,0	17,0	58,5				
BURUNDI	1,5	3,0	1,0	5,5				
CAMEROUN	0,5	0,0	2,0	2,5				
CONGO	2,0	4,0	0,0	6,0				
GABON	1,0	2,0	2,0	5,0				
RCA	3,0	6,0	2,0	11,0				
RDC	3,0	4,0	4,0	11,0				
SAO TOME-ET-PRINCIPE	0,5	1,0	0,0	1,5				
TCHAD	3,0	6,0	4,0	13,0				
BEAC	1,0	0,0	2,0	3,0				
Régulation et supervision bancaire	13,0	26,0	22,0	61,0				
BURUNDI	2,0	4,0	4,0	10,0				
RDC	3,0	6,0	6,0	15,0				
SAO TOME-ET-PRINCIPE	1,0	2,0	0,0	3,0				
CEMAC	7,0	14,0	12,0	33,0				
Total I	128,5	146,0	140,0	414,5				
Domaines d'intervention / Zone	Ressources programmées				Ressources utilisées au 04/30/2018			
	Année Fiscale 2018				Année Fiscale 2018			
	Conseillers		Experts CT	Total Année Fiscale	Conseillers		Experts CT	Total Ressources utilisées
Siège	Site	Siège			Site			
II - SEMINAIRES ET ATELIERS REGIONAUX								
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5				
Administration fiscale	0,5	1,0	2,0	3,5				
Gestion des finances publiques	8,0	6,0	3,0	17,0				
Analyse macroéconomique et budgétaire	2,0	1,0	1,0	4,0				
Statistiques macroéconomiques	3,0	3,0	3,0	9,0				
Statistiques des finances publiques	5,0	1,0	1,0	7,0				
Gestion de la dette publique	2,5	1,0	1,5	5,0				
Régulation et supervision bancaire	2,0	2,0	4,0	8,0				
Total II	23,5	15,0	17,5	56,0				
TOTAL MISSIONS ET SEMINAIRES / ATELIERS (I+II)	152,0	161,0	157,5	470,5				



ANNEXE 2 : PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018 PAR DOMAINE

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)						Résultats atteints / Commentaires
							Prévues			Utilisées			
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		
Bureau	Site	Bureau	Site										
AFRITAC Centre - Administration douanière - Programme de travail du 1er mai 2017 au 30 avril 2018													
Objectif 1 : Modernisation des cadres institutionnel et organisationnel des administrations douanières													
Résultats attendus : Les procédures administratives douanières modernes sont légalement établies													
CEMAC	Mission STX d'appui à la rédaction des textes d'application du code des douanes	Modernisation du cadre institutionnel des administrations douanières	Projet de textes d'application du nouveau code des douanes CEMAC	Les procédures administratives douanières sont légalement établies	Le nouveau code douanes CEMAC est adopté, diffusé et effectivement appliqué par tous les pays membres	T2	0,5	0,0	1,0	1,5			
CEMAC	Mission STX d'appui à la vulgarisation du code des douanes et de ses textes d'application.	Modernisation du cadre institutionnel des administrations douanières	Outils didactiques et plan de diffusion du code des douanes et des textes d'application CEMAC	Les procédures administratives douanières sont légalement établies	Le nouveau code douanes CEMAC est adopté, diffusé et effectivement appliqué par tous les pays membres	T4	0,5	0,0	1,0	1,5			
Objectif 2 : Renforcement des principales fonctions des administrations douanières													
Résultats attendus 1 : Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement													
GUINEE- EQUATORIALE	Missions STX d'appui à la modernisation des procédures douanières	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Nouvelles procédures douanières modernes adoptées, largement diffusées et utilisées par l'administration	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures douanières (y.c. le transit) sont en ligne avec les meilleures pratiques internationales et contribuent à promouvoir l'intégration régionale	T2	0,5	0,0	2,0	2,5			
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Missions STX d'appui à la modernisation des procédures douanières	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Nouvelles procédures douanières modernes adoptées, largement diffusées et utilisées par l'administration	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures douanières (y.c. le transit) sont en ligne avec les meilleures pratiques internationales et contribuent à promouvoir l'intégration régionale	T1	0,5	0,0	2,0	2,5			
Objectif 2 : Renforcement des principales fonctions des administrations douanières													
Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers													
REGIONAL	Séminaire sur le suivi des transit et le contrôle à destination des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Guide pratique de suivi des régimes temporaires et de contrôle des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	0,5	0,0	2,0	2,5			
BURUNDI	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	0,5	0,0	2,0	2,5			
CAMEROUN	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	0,5	0,0	2,0	2,5			
RCA	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	0,3	0,0	2,0	2,3			

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
							Bureau	Site			Bureau	Site			
AFRITAC Centre - Administration douanière - Programme de travail du 1er mai 2017 au 30 avril 2018															
RCA	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement	T3	0,3	0,0	2,0	2,3					
CONGO	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle a destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T1	0,5	0,0	2,0	2,5					
GABON	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle a posteriori et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement	T4	0,5	0,0	2,0	2,5					
RDC	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle a destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	0,5	0,0	2,0	2,5					
TCHAD	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle a destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T1	0,5	0,0	2,0	2,5					
TCHAD	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement	T3	0,5	0,0	2,0	2,5					

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Administration fiscale - Programme de travail du 1er mai 2017 au 30 avril 2018															
Objectif 3 :		Modernisation des cadres institutionnel et organisationnel des administrations fiscales													
Résultats attendus :		Les procédures administratives fiscales modernes sont légalement établies													
CEMAC	Mission STX d'appui à la rédaction des directives communautaires	Modernisation du cadre institutionnel des administrations fiscales	Outils didactiques et plan de diffusion des nouvelles directives fiscales CEMAC	Les procédures administratives fiscales modernes sont légalement établies	Les pays membres appliquent effectivement et uniformément les dispositions de la directive CEMAC TVA/DA	T2	0,5	0,0	1,0	1,5					
CEMAC	Mission STX d'appui à la vulgarisation des réglementations communautaires	Modernisation du cadre institutionnel des administrations fiscales	Projet de textes d'application des directives CEMAC sur la TVA/DA	Les procédures administratives fiscales modernes sont légalement établies	Les pays membres appliquent effectivement et uniformément les dispositions de la directive CEMAC TVA/DA	T4	0,5	0,0	1,0	1,5					
Objectif 4 :		Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales													
Résultats attendus 1 :		Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement													
GUINEE EQUATORIALE	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T1	0,5	2,0	0,0	2,5					
RCA	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T2	0,5	2,0	0,0	2,5					
RCA	Mission STX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T3	0,5	0,0	2,0	2,5					
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T1	0,5	2,0	0,0	2,5					
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Mission STX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T3	0,5	0,0	2,0	2,5					
TCHAD	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T3	0,5	2,0	0,0	2,5					
Résultats attendus 2 :		Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques													

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
							Bureau	Site			Bureau	Site			
AFRITAC Centre - Administration fiscale - Programme de travail du 1er mai 2017 au 30 avril 2018															
REGIONAL	Séminaire sur le renforcement de la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières et fiscales	Programmes de contrôles basés sur les principaux risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles douaniers et fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	0,5	1,0	2,0	3,5					
RCA	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	0,5	2,0	0,0	2,5					
RCA	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	0,5	0,0	2,0	2,5					
RDC	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T1	0,5	2,0	0,0	2,5					
BURUNDI	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T1	0,5	2,0	0,0	2,5					
CONGO	Mission LTX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	0,5	2,0	0,0	2,5					
GABON	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T1	0,5	0,0	2,0	2,5					
GABON	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T1	1,0	0,0	0,0	1,0					
GABON	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T2	1,0	0,0	0,0	1,0					
GABON	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	1,0	0,0	0,0	1,0					

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Administration fiscale - Programme de travail du 1er mai 2017 au 30 avril 2018															
GABON	Mission LTX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	1,0	0,0	0,0	1,0					
CAMEROUN	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T2	0,5	2,0	0,0	2,5					
CAMEROUN	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	0,5	0,0	2,0	2,5					

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Gestion des finances publiques - Programme de Travail du 1er Mai 2017 au 30 Avril 2018															
Objectif 1 : Améliorer le cadre légal des finances publiques															
INTER-REGIONAL	Appui à l'organisation de la fonction budgétaire et comptable	Harmoniser les échanges et expériences pays sur les meilleures pratiques	Recommandations	Impulsion ddes réformes organisationnelles		T4	2,0	2,0	1,0	5,0					
REGIONAL	FOHBAC Réformes de 2nde génération et Réorganisation des services Budgétaires	Favoriser les Echanges sur les Meilleures Pratiques	Identification et justification des Grandes fonctions des services budgétaires	Impulsion des Reformes organisationnelles des services budgétaires	Nombre de pays ayant adapté l'organisation des services budgétaires	T4	2,0	2,0	1,0	5,0					
CEMAC	1 - Appui à l'avis de conformité de la CEMAC	Harmoniser le cadre des finances publiques des pays de la CEMAC Participer aux séminaires de la CEMAC	Lettre transmettant les observations sur les projets de textes assortis des propositions d'amélioration rendu des séminaires CEMAC	Les textes adoptés sont alignés sur les directives et conformes aux spécificités des états membres.	Délais et qualité des avis de conformités délivrés par la C/CEMAC	T1 à T4	4,0	4,0	0,0	8,0				Observations Textes Guinée Equatoriale	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Visite exploratoire en prévision de l'intégration à AFC					T2	2,0	2,0	0,0	4,0					
Objectif 2 : Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus lisible et plus exhaustif															
RDC	Intégration des opérations sur ressources affectées dans la loi de finances	Présenter le les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Identification des opérations sur ressources affectées dans la loi de finances et respect des procédures par rapport à leur utilisation	Documentation budgétaire conforme à la loi relative à la loi de finances	Amélioration de la présentation de la loi de finances et ses annexes	T3	2,0	2,0	2,0	6,0					
TCHAD	Elargissement de la couverture du budget au fonds affectés et amélioration de la tutelle financière des organismes publics	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Inventaire des recettes affectées non retracées dans la loi de finances et propositions de rebudgetisation	Amélioration de la documentation budgétaire	Présentation de la loi de finances et de ses annexes	T1	2,0	2,0	2,0	6,0					
RCA	Pilotage de la préparation et de l'exécution du budget et les documents budgétaires	Respecter les normes de qualité du processus et des documents budgétaires	Fixation des Macro processus et des formats des documents budgétaires	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire	Disponibilité des instruments de pilotage de la préparation et de l'exécution du budget	T4	2,0	2,0	2,0	6,0					
CONGO	Production des documents budgétaires conformes à la loi	Améliorer la qualité des documents budgétaires	Fixation des Macro processus et des formats des documents budgétaires	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire	Amélioration de la documentation budgétaire	T2	2,0	2,0	0,0	4,0					
GUINEE-EQUATORIALE	Appui à la préparation du budget	Rendre disponible une documentation budgétaire conforme à la Directive CEMAC 2011 relative à la loi de Finances	Plan d'action pour l'amélioration de la documentation budgétaire	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire	Le projet de loi de finances et ses annexes	T3	2,0	2,0	2,0	6,0					
GABON	Dernière mission sur les opérations financières sur les ressources affectées et la tutelle des Etablissements Publics	Présenter le les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Inventaire des affectations non intégrées dans la loi de finances et propositions de prise en charge	Amélioration de la documentation budgétaire	Amélioration de la présentation de la loi de finances et de ses annexes	T1	3,0	2,0	2,0	7,0					
Objectif 3 : Améliorer l'exécution budgétaire et comptable et le Contrôle															

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
							Bureau	Site			Bureau	Site			
AFRITAC Centre - Gestion des finances publiques - Programme de Travail du 1er Mai 2017 au 30 Avril 2018															
REGIONAL	Séminaire sur le suivi des l'exécution budgétaire et comptable	Améliorer le suivi de l'exécution du budget et de la chaîne de la dépense et de la dette	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des acteurs en charge du suivi budgétaire et comptable et de la dette	Taux de satisfaction des participants supérieur a 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au	T2	4,0	2,0	1,0	7,0					
BURUNDI	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères ordonnateurs de budgets	Attenuer les risques liés à la déconcentration de la fonction d'ordonnement	Plan d'action Ministériel	Mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères Prioritaires	Institution du contrôle interne	T1	2,0	2,0	2,0	6,0					
BURUNDI	Atelier de renforcement capacités sur la comptabilité générale de l'Etat	Améliorer la chaîne de la dépense et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Production des documents comptables de base, meilleure maitrise du suivi de la trésorerie	Fiabilisation des documents comptables (Balance) mise en place d'un plan de trésorerie	Amélioration de la gestion de trésorerie	T1	2,0	1,0	1,0	4,0					
CAMEROUN	Amélioration et fiabilisation des comptes	Regulariser et apurer les comptes d'attente et financiers	Pland'apurement des CIP en 2017	Automatiser l'apurement des opérations anciennes	Les opérations susceptibles d'être prescrites sont régularisées	T3	2,0	2,0	2,0	6,0					
GUINEE-EQUATORIALE	Atelier de renforcement capacités sur la comptabilité générale de l'Etat	Améliorer la chaîne de la dépense et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Les communications délivrées et les recommandations de l'atelier	Les capacités des participants sont renforcées en matière de comptabilité	Production des balances et documents comptables	T3	2,0	2,0	0,0	4,0					
TCHAD	Atelier comptabilité - Poursuite des travaux de fiabilisation de la balance des comptes : suivi des instances de paiement	Améliorer l'image fidèle comptable et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Suivi du plan d'action de fiabilisation de la comptabilité de l'Etat - methodologie et outils de suivi des arriérés de paiement	Automatiser et fiabiliser les comptes de l'Etat pour une meilleure qualité comptable	Amélioration du niveau des indicateurs de qualité de la balance générale et de la documentation comptable	T1	2,0	2,0	1,0	5,0					
CONGO	Production des états comptables	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Plan d'action prioritaire sur la comptabilité et la gestion de la trésorerie	Restauration progressive des fondamentaux de la comptabilité et gestion de la trésorerie	Plan d'action comptabilité et gestion trésorerie validé	T2	2,0	2,0	1,0	5,0					
RCA	Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Suivi du plan d'actions sur la gestion budgétaire - Documents budgétaires type élaborés	Le rétablissement progressif de la fonction budgétaire e l'Etat s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action adopté par les autorités	Taux de mise en œuvre du plan d'action	T4	2,0	2,0	2,0	6,0					

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Analyse macroéconomique et budgétaire - Programme de travail du 1er mai 2017 au 30 avril 2018															
Objectif 1 :		Rationaliser les dépenses en tenant compte des contraintes sociales et économiques financières													
Résultats attendus :		Les dépenses sociales s'améliorent et les budgets sont plus crédibles													
CAMEROUN	Appui à la préparation du budget	Rationaliser les dépenses	Méthodologie de prévision des dépenses	Une meilleure allocation des ressources aux secteurs sociaux	Les dépenses d'éducation et de santé sur PIB	T3	2,0	2,0	2,0	6,0					
GABON	Appui à la préparation du budget	Rationaliser les dépenses	Méthodologie de prévision des dépenses	Une meilleure allocation des ressources aux secteurs sociaux	Les dépenses d'éducation et de santé sur PIB	T3	2,0	2,0	2,0	6,0					
RCA	Appui à la préparation du budget	Rationaliser les dépenses	Méthodologie de prévision des dépenses	Une meilleure allocation des ressources aux secteurs sociaux	Les dépenses d'éducation et de santé sur PIB	T4	2,0	2,0	2,0	6,0					
TCHAD	Appui à la préparation du budget	Rationaliser les dépenses	Méthodologie de prévision des dépenses	Une meilleure allocation des ressources aux secteurs sociaux	Les dépenses d'éducation et de santé sur PIB	T4	2,0	2,0	2,0	6,0					
Objectif 2 :		Amélioration de la préparation du budget													
Résultats attendus :		Capacités des participants renforcées													
REGIONAL	Séminaire sur le cadrage budgétaire à Moyen terme	Rendre le budget plus crédible	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Les capacités des participants sont renforcés	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2017-18	T3	2,0	1,0	1,0	4,0					

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Statistiques macroéconomiques - Programme de travail du 1er mai 2017 au 30 avril 2018															
Objectif 1 :		Les comptes nationaux annuels													
Résultats attendus :		Des comptes nationaux à jour													
BURUNDI	Appui à la préparation des burundais en vue du passage au SCN 2008	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, modes de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées aux comptes	T3	2,0	2,0	2,0	6,0					
CONGO	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1.	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0					
CONGO	Appui aux travaux des comptes définitifs 2014	Suivi des travaux	Comptes définitifs 2014 - Tableau des ressources et des emplois (TRE)	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T2	1,0	0,0	2,0	3,0					
CONGO	Travaux préliminaires de passage au SCN 2008; formation au SCN 2008 liée aux nomenclatures	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, modes de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T3	2,0	2,0	0,0	4,0					
GABON	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié d'élaboration de comptes nationaux est disponible	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T2	1,0	2,0	0,0	3,0					
GABON	Calcul des indicateurs économiques IPI, IPP, etc.	Mise en place des indicateurs économiques pour les comptes nationaux	indicateurs IPI, IPP etc.	Reprise du calcul de l'IPI et IPP	Nombre de personnes formées	T3	1,0	0,0	2,0	3,0					
GUINEE-EQUATORIALE	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1.	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0					
RCA	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié d'élaboration de comptes nationaux est disponible	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T3	1,0	2,0	0,0	3,0					
RCA	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisoires et formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2013-2015 sont disponibles	Les comptes nationaux maîtrisent la méthode des comptes provisoires et sont formés au SCN 2008	Nombre de personnes formées	T3	2,0	2,0	2,0	6,0					
RCA	Revue de l'IPI, IPP	Mise à jour du calcul des indicateurs	indicateurs IPI, IPP etc.	Reprise du calcul de l'IPI et IPP	Nombre de personnes formées	T4	0,0	0,0	0,0	0,0			0	Reserve	
RDC	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1.	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0					
RDC	Appui aux travaux des comptes définitifs 2014	Suivi des travaux	Comptes définitifs 2014 - Tableau des ressources et des emplois (TRE)	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T2	1,0	0,0	2,0	3,0					
RDC	Travaux préliminaires de passage au SCN 2008; formation au SCN 2008 liée aux nomenclatures	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, modes de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T3	2,0	2,0	2,0	6,0					
TCHAD	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0					

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Statistiques macroéconomiques - Programme de travail du 1er mai 2017 au 30 avril 2018															
TCHAD	Travaux préliminaires de passage au SCN 2008; formation au SCN 2008 liée aux nomenclatures	Mise en place des nomenclatures et tables de passage	Nomenclatures, tables de passage, modèles de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T3	1,0	0,0	2,0	3,0					
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Compilation des nationaux	Mission diagnostique sur les comptes nationaux	feuille de route pour les activités en comptabilité nationale	Programme de travail	Rapport de mission	T3	1,0	0,0	2,0	3,0					
Objectif 2 :		Comptes nationaux trimestriels													
Résultats attendus :		Mise en place des indicateurs - esquisses de comptes trimestriels pour les années passées													
BURUNDI	Comptes nationaux trimestriels.	Finalisation des comptes nationaux trimestriels aux prix courants (optique demande) ; T1 2005 - T4 2015	Une série de comptes nationaux trimestriels est disponible	Les comptes nationaux sont formés à la méthode retenue	Nombre de personnes formées	T4	1,0	0,0	2,0	3,0					
CAMEROUN	Finalisation des travaux sur les indicateurs / Travaux améliorant les comptes nationaux	Fiabiliser les données de comptabilité nationale	Publications à jour	Comptes nationaux à jour	Nombre de personnes formées aux comptes	T4	1,0	0,0	2,0	3,0				Réserve	
Objectif 3 :		Renforcement des capacités													
Résultats attendus :		Formation des cadres aux travaux de comptabilité nationale													
REGIONAL	Atelier d'AFRISTAT en comptabilité nationale	Renforcer les capacités et coordonner l'assistance technique	Programme coordonné d'assistance technique	Echanges d'information sur les programmes des uns et des autres	l'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T2	0,5	1,0	0,0	1,5					
REGIONAL	Séminaire formation au SCN 2008 : - Nomenclatures, Collecte et modèles de traitement des sources	Renforcer la capacité des comptables nationaux à élaborer les comptes nationaux.	Modèle de nomenclatures, Méthodes de traitement	La compréhension du système de comptabilité nationale par les cadres nationaux est renforcée	l'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T1	2,0	1,0	3,0	6,0					
REGIONAL	Séminaire CEMAC / CEEAC	Participation du Conseiller	Coordination		l'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T3	0,5	1,0	0,0	1,5					

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Statistiques des finances publiques Programme de travail du 1er mai 2017 au 30 avril 2018															
Objectif 1 : Renforcer l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise des décisions															
TCHAD	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T1	2,0	2,0	2,0	6,0					
CAMEROUN	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T3	2,0	2,0	2,0	6,0					
GUINEE-EQUATORIALE	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	1) Etat des lieux des SFPs base MSFP 2014 - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en oeuvre du MSFP 2014	Un tableau de passage et un fichier-Assistant a l'élaboration des SFP base MSFP 2014	T4	2,0	2,0	2,0	6,0					
RCA	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire, et adhésion au SGDD	T4	2,0	2,0	2,0	6,0					
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	1) Etat des lieux des SFPs base MSFP 2014 - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en oeuvre du MSFP 2014	Un tableau de passage et un fichier-Assistant a l'élaboration des SFP base MSFP 2014	T1	2,0	2,0	2,0	6,0					
RDC	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T1	2,0	2,0	2,0	6,0					
REGIONAL	Séminaire régional	Appui à la mise en oeuvre du nouveau cadre d'analyse minimum de la Directive No. 5 du TOFE de la CEMAC; Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014 par le Burundi & la RDC	Des cas pratiques portant sur des parties du TOFE; Actualisation des plans d'action d'adoption du MSFP 2014	Discussion entre les participants et un niveau plus approfondi de maitrise de la méthodologie du MSFP 2014	Plan d'actions actualisé; TOFE experimental par pays	T4	5,0	1,0	1,0	7,0					
RDC	Objectif 1. Renforcer l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise des décisions														
	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	TOFEs des exercices 2013-15, incluant sous-secteurs des extrabudgétaires/ sécurité sociale et collectivités locales	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2013-2015	TOFEs 2013-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire										
	Objectif 2. Appuyer les pays de l'AFC à l'amélioration de la transparence des statistiques financières, en participant au Système Général de Diffusion des Données du FMI (e-GDDS en Anglais)					T2	3,0	2,0	2,0	7,0					
	Amélioration de la transparence des statistiques financières, en participant au Système Général de Diffusion des Données du FMI (e-GDDS en Anglais)	Appuyer les pays de l'AFC à l'amélioration de la transparence des statistiques financières	Le fichier projet des métadonnées d'E-GDDS pour 4 catégories principales	La Rép. du Congo commence à participer au E-GDDS	Les métadonnées d'E-GDDS sont complètes au moins pour 4 catégories principales										

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Statistiques des finances publiques															
Programme de travail du 1er mai 2017 au 30 avril 2018															
GABON	Objectif 1. Renforcer l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise des décisions														
	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	TOFEs des exercices 2013-15, incluant sous-secteurs des extrabudgétaires/ sécurité sociale et collectivités locales	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T3	3,0	2,0	2,0	7,0					
GABON	Objectif 2. Appuyer les pays de l'AFC à l'amélioration de la transparence des statistiques financières, en participant au Système Général de Diffusion des Données du FMI (e-GDDS en Anglais)														
	Amélioration de la transparence des statistiques financières, en participant au Système Général de Diffusion des Données du FMI (e-GDDS en Anglais)	Appuyer les pays de l'AFC à l'amélioration de la transparence des statistiques financières	Le fichier projet des métadonnées d'E-GDDS pour 4 catégories principales	Le Gabon commence à participer au E-GDDS	Les métadonnées d'E-GDDS sont complètes au moins pour 4 catégories principales										
BURUNDI	Objectif 1. Renforcer l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise des décisions														
	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T2	2,0	2,0	2,0	6,0					
BURUNDI	Objectif 2. Appuyer les pays de l'AFC à l'amélioration de la transparence des statistiques financières, en participant au Système Général de Diffusion des Données du FMI (e-GDDS en Anglais)														
	Amélioration de la transparence des statistiques financières, en participant au Système Général de Diffusion des Données du FMI (e-GDDS en Anglais)	Appuyer les pays de l'AFC à l'amélioration de la transparence des statistiques financières	Le fichier projet des métadonnées d'E-GDDS pour 4 catégories principales	Le Burundi commence à participer au E-GDDS	Les métadonnées d'E-GDDS sont complètes au moins pour 4 catégories principales										

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Gestion de la dette publique - Programme de travail du 1er mai 2017 au 30 avril 2018															
Objectif 1 : Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT)															
BURUNDI	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T1	1,0	1,0	1,0	3,0				Atelier à organiser le cas échéant à AFC au profit de 6 cadres: Equivalent 1/2 STX	
CONGO	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Support de formation	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document de SDMT pays.	T2	1,0	2,0	0,0	3,0					
RDC	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T1	1,0	2,0	2,0	5,0					
TCHAD	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T4	1,0	2,0	2,0	5,0					
Objectif 2 : Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette															
CAMEROUN	Assistance/formation sur l'utilisation des produits dérivés	Renforcement des capacités des agents de gestion de la dette sur l'utilisation des produits dérivés dans la couverture des risques financiers liés au portefeuille de la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les agents sont formés sur les préalables à l'utilisation des produits dérivés en gestion de la dette ainsi que les mécanismes et les enjeux liés à leur utilisation.	Préalables identifiés et nombre de cadres formés.	T4	0,5	0,0	2,0	2,5					
RCA	Formation sur l'identification et la gestion des sources de vulnérabilité d'un portefeuille de dette	Appropriation des techniques d'évaluation et de gestion des risques d'un portefeuille de dette	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables d'identifier et mesurer les différents risques d'un portefeuille de dette et proposer des mesures pour atténuer ces risques	Le nombre de cadres formés	T2	1,0	2,0	0,0	3,0					
BURUNDI	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent les premiers bulletin et rapport de la dette	T4	0,5	2,0	0,0	2,5					

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
							Bureau	Site			Bureau	Site			
AFRITAC Centre - Gestion de la dette publique - Programme de travail du 1er mai 2017 au 30 avril 2018															
RCA	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent le premier bulletin et rapport de la dette	T4	1,0	2,0	0,0	3,0					
RDC	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent le premier bulletin et rapport de la dette	T4	1,0	2,0	0,0	3,0					
TCHAD	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent les premiers bulletin périodique et rapport annuel de la dette	T2	1,0	2,0	0,0	3,0					
Objectif 3 : Renforcer les capacités en termes d'Analyse de Viabilité de la Dette															
REGIONAL	Atelier régional sur l'analyse de viabilité de la dette, organisé en collaboration avec le siège (département SPR).	Renforcer les capacités et les connaissances des agents en matière d'AVD et des nouvelles directives du FMI en matière de limites d'endettement public.	Support de formation sur les concepts d'AVD et cas pratiques	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont sensibilisés sur les nouvelles directives du FMI en matière de limites d'endettement public.	Nombre des agents formés et évaluation de l'atelier.	T1	2,5	1,0	1,5	5,0					
GABON	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette MAC-DSA	Assister les agents à s'approprier les fondements théoriques sous-tendant l'AVD et l'utilisation de l'outil MAC-DSA. Sensibiliser les agents à l'importance de l'AVD dans les politiques budgétaire et de gestion de la dette;	Support de formation sur les concepts et l'outil d'AVD;	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Le nombre de cadres formés	T3	1,0	2,0	2,0	5,0					

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Gestion de la dette publique - Programme de travail du 1er mai 2017 au 30 avril 2018															
Objectif 4 : Développer le marché domestique de la dette intérieure															
BEAC	Titrisation de la dette publique intérieure.	Appuyer la BEAC à établir le cadre juridique et les procédures et conditions de titrisation de la dette publique intérieure, y compris la dette des pays vis-à-vis la BEAC	Rapport de mission	un projet de texte est élaboré et un plan d'action est proposé.	présentation d'un projet de texte sur la titrisation	T4	1,0	0,0	2,0	3,0					
RDC	Appui à l'élaboration du cadre juridique du marché des titres de l'Etat	Appuyer les autorités à compléter les différents textes juridiques et réglementaires nécessaires pour le lancement et bon fonctionnement du marché des titres de l'Etat.	Projet de textes et rapport de mission	Le cadre juridique du marché est élaboré	Adoption des textes par les autorités et lancement du marché des titres de l'Etat.	T1	1,0		2,0	3,0					
Objectif 5 : Accompagner les pays dans le développement du marché des Sukuk															
TCHAD	AT sur l'identification des préalables pour l'émission des SUKUK	Assister les autorités à identifier les préalables réglementaires, institutionnels et techniques pour l'émission des SUKUK. Former le personnel sur la structuration et la gestion de ces émissions.	Rapport de mission et support de formation;	Les préalables sont identifiés, un plan d'action est élaboré et les agents se sont familiarisés au processus d'émission des SUKUK;	Un plan d'action est élaboré	T3	1,0	2,0	2,0	5,0					
Objectif 6 : Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette															
RCA	Réforme du cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette publique	Appuyer les autorités à moderniser le cadre juridique et institutionnel de la dette pour le rendre conforme aux meilleures pratiques internationales.	Rapport de mission incluant le projet de textes des réformes	Le plan d'action identifié est mis en application et les textes des réformes sont élaborés.	les réformes sont approuvées et mises en place par les autorités	T3	1,0	2,0	2,0	5,0					
CONGO	Appui à la dynamisation du comité de coordination des activités de la dette.	Réviser le texte régissant l'organisation, la composition et la mission du CNDP et proposer des mesures capables de le rendre opérationnel;	Un nouveau projet de texte sur le CNDP	Les autorités sont sensibilisées sur l'importance du CNDP dans le processus d'endettement;	le texte sur le CNDP est révisé et le CNDP devient opérationnel;	T1	1,0	2,0	0,0	3,0					
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Evaluation des besoins d'assistance technique en gestion de la dette	Procéder à l'état des lieux de la situation de la dette; évaluer les besoins en assistance technique et élaborer un programme d'activité pour répondre à ces besoins	Rapport de mission	Programme d'activité de l'assistance technique qui sera fournie par AFC	Le programme d'assistance technique est élaboré	T1	0,5	1,0	0,0	1,5					

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Régulation et Supervision Bancaire - Programme de Travail du 1er Mai 2017 au 30 Avril 2018															
Objectif 1 :		Le cadre réglementaire et prudentiel													
Résultats attendus :		Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales													
CEMAC	Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires (1)	1e étape (i) Faire une étude d'impact du passage aux IFRS pour la supervision des groupes. (ii) Planification du projet	Rapport de mission, étude d'impact du passage aux IFRS, programme détaillé du projet	La COBAC dispose d'une vision claire des enjeux et des étapes du projet.	Rapport de mission, étude d'impact du passage aux IFRS, programme détaillé du projet	T1	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
CEMAC	Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires (2)	2e étape (ii) Formation des superviseurs au contrôle consolidé et aux normes IFRS pertinentes.	Rapport de mission, supports de formation	Les superviseurs de la COBAC sont formés à la supervision sur base consolidée, selon le référentiel IFRS applicable aux groupes bancaires. Projet à poursuivre en FY 2019	Rapport de mission, supports de formation	T3	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
CEMAC	Renforcer les capacités du département juridique et la maîtrise des risques juridiques (1)	1e étape (i) Proposer un cadre de renforcement de la fonction de veille réglementaire. (ii) Proposer un cadre de gestion rénové des textes réglementaires relatifs à la supervision bancaire (iii) Etablir le cahier des charges d'un contrat de prestation de services avec un avocat-conseil	Rapport de mission, canevas de préconisations pour la veille réglementaire et la gestion des textes réglementaires, canevas de cahier des charges (à finaliser par la COBAC)	La fonction juridique de la COBAC (DAJ) dispose d'une feuille de route pour renforcer la rigueur de ses processus internes de gestion.	Rapport de mission, canevas de préconisations pour la veille réglementaire et la gestion des textes réglementaires, canevas de cahier des charges (à finaliser par la COBAC)	T1	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX Sous réserve de l'avis de LEG.
CEMAC	Renforcer les capacités du département juridique et la maîtrise des risques juridiques (2)	2e étape (iv) Proposer un canevas de procédures internes régissant le fonctionnement du collège de la COBAC, notamment le processus de décision portant sur le traitement des situations individuelles des établissements en difficulté. (v) Proposer une restructuration du processus interne d'élaboration des réglementations prudentielles.	Rapport de mission, canevas de procédure	La fonction juridique de la COBAC (DAJ) est en mesure de finaliser la procédure interne relative au secrétariat du collège de la COBAC, ainsi que le processus de décision portant sur le traitement des situations individuelles des établissements en difficulté. La fonction juridique de la COBAC (DAJ) est en mesure de finaliser la procédure interne relative au secrétariat du collège de la COBAC, ainsi que le processus de décision portant sur le traitement des situations individuelles des établissements en difficulté.	Rapport de mission, canevas de procédure	T4	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX Sous réserve de l'avis de LEG.

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Régulation et Supervision Bancaire - Programme de Travail du 1er Mai 2017 au 30 Avril 2018															
CEMAC	Renforcer la supervision des émetteurs de monnaie électronique et des transactions par téléphone mobile (1)	1e étape (i) Faire un diagnostic des activités innovantes et des enjeux liés à l'usage des nouveaux moyens de paiement. (ii) Proposer un nouveau cadre de supervision pour la nouvelle catégorie d'établissements agréés	Rapport de mission, canevas de proposition d'adaptation du règlement relatif à l'agrément, clarification des étapes suivantes du projet.	Une nouvelle catégorie d'établissement est instituée. Les étapes suivantes du projet sont programmées. Projet à poursuivre en FY 2019.	Rapport de mission, canevas de proposition d'adaptation du règlement relatif à l'agrément, clarification des étapes suivantes du projet.	T2	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
RDC	Refondre la réglementation prudentielle relative à l'agrément des établissements, des dirigeants et des commissaires aux comptes	1e étape : revue de l'existant, détermination des dispositions à modifier ou à compléter, élaboration des canevas détaillés des nouveaux règlements. Projet à poursuivre en FY 2019 (dossier d'agrément, méthodologie)	Rapport de mission, canevas des règlements actualisés	Les nouveaux règlements sont prêts à être finalisés par la BCC	Rapport de mission, canevas des règlements actualisés	T4	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la BCC. LTX + STX
CEMAC	Adapter la réglementation prudentielle au profil de risque des établissements de microfinance	Revue du cadre prudentiel applicable spécifiquement aux EMF. Suggestion d'ajustement des ratios prudentiels et des autres exigences réglementaires.	Rapport de mission. Recommandations détaillées de modifications réglementaires	Le service de contrôle des EMF de la COBAC (DMF) dispose d'un cadre prudentiel applicable aux EMF plus en phase avec le profil de risque spécifique des EMF, lui permettant mieux de prévenir les difficultés individuelles.	Rapport de mission. Recommandations détaillées de modifications réglementaires	T2	1,0	2,0	0,0	3,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX solo
SAO TOME ET PRINCIPE	Prendre contact avec la banque centrale de STP pour engager la stratégie d'assistance technique de l'AFC à l'égard de ce pays nouvellement rattaché	Evaluer les besoins d'assistance technique en régulation et supervision bancaire, de façon à proposer un programme pluri-annuel sous l'égide de l'AFC	Rapport de mission	Identification des thématiques devant faire l'objet d'une AT.	Rapport de mission	T3	1,0	2,0	0,0	3,0					Mission de "reconnaissance" de deux semaines. LTX solo
Objectif 2 :		Cadre de la supervision basée sur les risques et des autres processus de supervision													
Résultats attendus 1 :		Favoriser les échanges de bonnes pratiques sur un thème d'intérêt commun													
REGIONAL	Séminaire régional méthodologique sur le contrôle des dispositifs de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme dans les banques	Présenter les orientations pratiques de la supervision de la LCB-FT adaptées pour l'Afrique centrale à partir des recommandations récentes du GAFI	Support de présentation, rapport de mission	Définition d'une "feuille de route" pour l'ajustement des modalités de travail des autorités	Recommandations du rapport, évaluations des participants	T1	1,0	1,0	2,0	4,0					Séminaire d'une semaine à organiser à Libreville, Gabon LTX + STX Sous réserve de l'accord de LEG
INTER-REGIONAL	Séminaire inter-régional commun avec AFW sur la méthodologie de supervision du risque de crédit	Présenter les standards actuels d'évaluation du risque de crédit et les orientations méthodologiques de supervision et de contrôle	Support de présentation, rapport de mission	Définition d'une "feuille de route" pour l'ajustement des modalités de travail des autorités	Recommandations du rapport, évaluations des participants	T3	1,0	1,0	2,0	4,0					Séminaire d'une semaine à organiser en liaison avec AFW (en Afrique ou à Paris) LTX + STX Sous réserve de confirmation par AFW

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
							Bureau	Site			Bureau	Site			
AFRITAC Centre - Régulation et Supervision Bancaire - Programme de Travail du 1er Mai 2017 au 30 Avril 2018															
Objectif 2 :		Cadre de la supervision basée sur les risques et des autres processus de supervision													
Résultats attendus 2 :		Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens dédiés à la supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire													
CEMAC	Développer la méthodologie du contrôle sur pièces	Evaluer les pratiques en place au DCP et au DMF afin de proposer des orientations pour optimiser la qualité des processus opérationnels d'analyse des situations individuelles et de formalisation des études et des propositions de décisions à l'attention du SG-COBAC.	Rapport de mission, recommandations	Les superviseurs en charge du contrôle sur pièces de la COBAC (DCP, DMF) ont une capacité renforcée pour mieux exploiter les informations et formaliser des analyses plus réactives et pertinentes, selon une approche de la supervision basée sur les risques. Au besoin, l'AT devrait se poursuivre en FY 2019	Rapport de mission, recommandations	T4	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
RDC	Formation des superviseurs nouvellement recrutés à la supervision basée sur les risques (BCP) et au contrôle du risque de crédit et du risque opérationnel	Formation de base couvrant (i) les principes fondamentaux du Comité de Bâle, (ii) les processus de contrôle sur pièces et de contrôle sur place, (iii) l'approche de supervision basée sur les risques, (iv) le contrôle du risque de crédit et du risque opérationnel	Rapport de mission, support de formation	Les nouveaux superviseurs de la BCC ont reçu une formation adaptée aux BCP, à la supervision basée sur les risques et au contrôle du risque de crédit et du risque opérationnel	Rapport de mission, support de formation	T1	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission de deux semaines à la BCC. LTX + STX

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Régulation et Supervision Bancaire - Programme de Travail du 1er Mai 2017 au 30 Avril 2018															
Objectif 3 :		Cadre de la mise en application de Bâle II/III													
Résultats attendus :		Assurer que les banques disposent de fonds propres et d'une situation de liquidité solide, pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuer à la stabilité du système financier													
BURUNDI	Réformer la réglementation relative à la liquidité	Suite du projet engagé en FY 2017 (LCR/Bâle III). (i) Achever la transposition du LCR : finaliser le projet de ratio (prise en compte de l'étude d'impact). (ii) Engager la révision du ratio de transformation (NSFR/Bâle III).	Rapport de mission. Canevas d'un nouveau projet de règlement prudentiel sur le ratio de liquidité à court terme. Plan de travail pour le futur NSFR	Nouvelle réglementation prête à être finalisée par la BRB	Rapport de mission. Canevas d'un nouveau projet de règlement prudentiel sur le ratio de liquidité à court terme. Plan de travail pour le futur NSFR	T2	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission de deux semaines à la BRB. LTX + STX
BURUNDI	Réformer la réglementation relative à la liquidité	2e mission. (i) Finaliser le projet de ratio NSFR. (ii) Compléter la réforme réglementaire (Bâle III) avec les dispositions relatives à la gestion et la maîtrise du risque de liquidité	Rapport de mission. Canevas d'un nouveau projet de règlement prudentiel sur le ratio de transformation à long terme et les règles de gestion du risque de liquidité	Nouvelle réglementation prête à être finalisée par la BRB	Rapport de mission. Canevas d'un nouveau projet de règlement prudentiel sur le ratio de transformation à long terme et les règles de gestion du risque de liquidité	T4	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission de deux semaines à la BRB. LTX + STX
Objectif 4 :		Cadre comptable et des normes IFRS lié aux créances improductives													
Résultats attendus :		Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement													
RDC	Former les superviseurs de la BCC à la supervision des banques en normes IFRS	Achever le projet réactif en 2016 par l'AFC en recentrant l'assistance technique (i) sur la norme IFRS 9 relative aux créances compromises et (ii) sur la méthodologie de supervision des états comptables et prudentiels en IFRS.	Support de présentation, rapport de mission, recommandations	La BCC est formée aux enjeux du passage aux IFRS spécifiques au risque de crédit. La capacité d'analyse des états en IFRS par les superviseurs est renforcée.	Rapport de mission, support de présentation, recommandations	T2	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la BCC. LTX + STX

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
							Bureau	Site			Bureau	Site			
AFRITAC Centre - Institut de Formation du FMI (ICD) et Institut de Formation pour l'Afrique (IFA) - Programme de Travail du 1er Mai 2017 au 30 Avril 2018															
REGIONAL	Cours régional (ICD) sur la gestion macroéconomique	Renforcer la capacité des cadres régionaux en matière de gestion macroéconomique	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	T4	0,0	0,0	0,0	0,0					



ANNEXE 2 : PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018 PAR DOMAINE

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)						Résultats atteints / Commentaires
							Prévues			Utilisées			
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		
Bureau	Site	Bureau	Site										
AFRITAC Centre - Administration douanière - Programme de travail du 1er mai 2017 au 30 avril 2018													
Objectif 1 : Modernisation des cadres institutionnel et organisationnel des administrations douanières													
Résultats attendus : Les procédures administratives douanières modernes sont légalement établies													
CEMAC	Mission STX d'appui à la rédaction des textes d'application du code des douanes	Modernisation du cadre institutionnel des administrations douanières	Projet de textes d'application du nouveau code des douanes CEMAC	Les procédures administratives douanières sont légalement établies	Le nouveau code douanes CEMAC est adopté, diffusé et effectivement appliqué par tous les pays membres	T2	0,5	0,0	1,0	1,5			
CEMAC	Mission STX d'appui à la vulgarisation du code des douanes et de ses textes d'application.	Modernisation du cadre institutionnel des administrations douanières	Outils didactiques et plan de diffusion du code des douanes et de ses textes d'application CEMAC	Les procédures administratives douanières sont légalement établies	Le nouveau code douanes CEMAC est adopté, diffusé et effectivement appliqué par tous les pays membres	T4	0,5	0,0	1,0	1,5			
Objectif 2 : Renforcement des principales fonctions des administrations douanières													
Résultats attendus 1 : Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement													
GUINEE- EQUATORIALE	Missions STX d'appui à la modernisation des procédures douanières	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Nouvelles procédures douanières modernes adoptées, largement diffusées et utilisées par l'administration	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures douanières (y.c. le transit) sont en ligne avec les meilleures pratiques internationales et contribuent à promouvoir l'intégration régionale	T2	0,5	0,0	2,0	2,5			
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Missions STX d'appui à la modernisation des procédures douanières	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Nouvelles procédures douanières modernes adoptées, largement diffusées et utilisées par l'administration	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures douanières (y.c. le transit) sont en ligne avec les meilleures pratiques internationales et contribuent à promouvoir l'intégration régionale	T1	0,5	0,0	2,0	2,5			
Objectif 2 : Renforcement des principales fonctions des administrations douanières													
Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers													
REGIONAL	Séminaire sur le suivi des transit et le contrôle à destination des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Guide pratique de suivi des régimes temporaires et de contrôle des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	0,5	0,0	2,0	2,5			
BURUNDI	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	0,5	0,0	2,0	2,5			
CAMEROUN	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	0,5	0,0	2,0	2,5			
RCA	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	0,3	0,0	2,0	2,3			

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
							Bureau	Site			Bureau	Site			
AFRITAC Centre - Administration douanière - Programme de travail du 1er mai 2017 au 30 avril 2018															
RCA	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement	T3	0,3	0,0	2,0	2,3					
CONGO	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle a destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T1	0,5	0,0	2,0	2,5					
GABON	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle a posteriori et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement	T4	0,5	0,0	2,0	2,5					
RDC	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle a destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	0,5	0,0	2,0	2,5					
TCHAD	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle a destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T1	0,5	0,0	2,0	2,5					
TCHAD	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement	T3	0,5	0,0	2,0	2,5					

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Administration fiscale - Programme de travail du 1er mai 2017 au 30 avril 2018															
Objectif 3 :		Modernisation des cadres institutionnel et organisationnel des administrations fiscales													
Résultats attendus :		Les procédures administratives fiscales modernes sont légalement établies													
CEMAC	Mission STX d'appui à la rédaction des directives communautaires	Modernisation du cadre institutionnel des administrations fiscales	Outils didactiques et plan de diffusion des nouvelles directives fiscales CEMAC	Les procédures administratives fiscales modernes sont légalement établies	Les pays membres appliquent effectivement et uniformément les dispositions de la directive CEMAC TVA/DA	T2	0,5	0,0	1,0	1,5					
CEMAC	Mission STX d'appui à la vulgarisation des réglementations communautaires	Modernisation du cadre institutionnel des administrations fiscales	Projet de textes d'application des directives CEMAC sur la TVA/DA	Les procédures administratives fiscales modernes sont légalement établies	Les pays membres appliquent effectivement et uniformément les dispositions de la directive CEMAC TVA/DA	T4	0,5	0,0	1,0	1,5					
Objectif 4 :		Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales													
Résultats attendus 1 :		Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement													
GUINEE EQUATORIALE	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T1	0,5	2,0	0,0	2,5					
RCA	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T2	0,5	2,0	0,0	2,5					
RCA	Mission STX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T3	0,5	0,0	2,0	2,5					
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T1	0,5	2,0	0,0	2,5					
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Mission STX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T3	0,5	0,0	2,0	2,5					
TCHAD	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T3	0,5	2,0	0,0	2,5					
Résultats attendus 2 :		Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques													

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
							Bureau	Site			Bureau	Site			
AFRITAC Centre - Administration fiscale - Programme de travail du 1er mai 2017 au 30 avril 2018															
REGIONAL	Séminaire sur le renforcement de la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières et fiscales	Programmes de contrôles basés sur les principaux risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles douaniers et fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	0,5	1,0	2,0	3,5					
RCA	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	0,5	2,0	0,0	2,5					
RCA	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	0,5	0,0	2,0	2,5					
RDC	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T1	0,5	2,0	0,0	2,5					
BURUNDI	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T1	0,5	2,0	0,0	2,5					
CONGO	Mission LTX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	0,5	2,0	0,0	2,5					
GABON	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T1	0,5	0,0	2,0	2,5					
GABON	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T1	1,0	0,0	0,0	1,0					
GABON	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T2	1,0	0,0	0,0	1,0					
GABON	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	1,0	0,0	0,0	1,0					

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Administration fiscale - Programme de travail du 1er mai 2017 au 30 avril 2018															
GABON	Mission LTX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	1,0	0,0	0,0	1,0					
CAMEROUN	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T2	0,5	2,0	0,0	2,5					
CAMEROUN	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	0,5	0,0	2,0	2,5					

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Gestion des finances publiques - Programme de Travail du 1er Mai 2017 au 30 Avril 2018															
Objectif 1 : Améliorer le cadre légal des finances publiques															
INTER-REGIONAL	Appui à l'organisation de la fonction budgétaire et comptable	Harmoniser les échanges et expériences pays sur les meilleures pratiques	Recommandations	Impulsion ddes réformes organisationnelles		T4	2,0	2,0	1,0	5,0					
REGIONAL	FOHBAC Réformes de 2nde génération et Réorganisation des services Budgétaires	Favoriser les Echanges sur les Meilleures Pratiques	Identification et justification des Grandes fonctions des services budgétaires	Impulsion des Reformes organisationnelles des services budgétaires	Nombre de pays ayant adapté l'organisation des services budgétaires	T4	2,0	2,0	1,0	5,0					
CEMAC	1 - Appui à l'avis de conformité de la CEMAC	Harmoniser le cadre des finances publiques des pays de la CEMAC Participer aux séminaires de la CEMAC	Lettre transmettant les observations sur les projets de textes assortis des propositions d'amélioration rendu des séminaires CEMAC	Les textes adoptés sont alignés sur les directives et conformes aux spécificités des états membres.	Délais et qualité des avis de conformités délivrés par la C/CEMAC	T1 à T4	4,0	4,0	0,0	8,0				Observations Textes Guinée Equatoriale	
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Visite exploratoire en prévision de l'intégration à AFC					T2	2,0	2,0	0,0	4,0					
Objectif 2 : Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus lisible et plus exhaustif															
RDC	Intégration des opérations sur ressources affectées dans la loi de finances	Présenter le les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Identification des opérations sur ressources affectées dans la loi de finances et respect des procédures par rapport à leur utilisation	Documentation budgétaire conforme à la loi relative à la loi de finances	Amélioration de la présentation de la loi de finances et ses annexes	T3	2,0	2,0	2,0	6,0					
TCHAD	Elargissement de la couverture du budget au fonds affectés et amélioration de la tutelle financière des organismes publics	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Inventaire des recettes affectées non retracées dans la loi de finances et propositions de rebudgetisation	Amélioration de la documentation budgétaire	Présentation de la loi de finances et de ses annexes	T1	2,0	2,0	2,0	6,0					
RCA	Pilotage de la préparation et de l'exécution du budget et les documents budgétaires	Respecter les normes de qualité du processus et des documents budgétaires	Fixation des Macro processus et des formats des documents budgétaires	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire	Disponibilité des instruments de pilotage de la préparation et de l'exécution du budget	T4	2,0	2,0	2,0	6,0					
CONGO	Production des documents budgétaires conformes à la loi	Améliorer la qualité des documents budgétaires	Fixation des Macro processus et des formats des documents budgétaires	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire	Amélioration de la documentation budgétaire	T2	2,0	2,0	0,0	4,0					
GUINEE-EQUATORIALE	Appui à la préparation du budget	Rendre disponible une documentation budgétaire conforme à la Directive CEMAC 2011 relative à la loi de Finances	Plan d'action pour l'amélioration de la documentation budgétaire	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire	Le projet de loi de finances et ses annexes	T3	2,0	2,0	2,0	6,0					
GABON	Dernière mission sur les opérations financières sur les ressources affectées et la tutelle des Etablissements Publics	Présenter le les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Inventaire des affectations non intégrées dans la loi de finances et propositions de prise en charge	Amélioration de la documentation budgétaire	Amélioration de la présentation de la loi de finances et de ses annexes	T1	3,0	2,0	2,0	7,0					
Objectif 3 : Améliorer l'exécution budgétaire et comptable et le Contrôle															

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
							Bureau	Site			Bureau	Site			
AFRITAC Centre - Gestion des finances publiques - Programme de Travail du 1er Mai 2017 au 30 Avril 2018															
REGIONAL	Séminaire sur le suivi des l'exécution budgétaire et comptable	Améliorer le suivi de l'exécution du budget et de la chaîne de la dépense et de la dette	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des acteurs en charge du suivi budgétaire et comptable et de la dette	Taux de satisfaction des participants supérieur a 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au	T2	4,0	2,0	1,0	7,0					
BURUNDI	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères ordonnateurs de budgets	Attenuer les risques liés à la déconcentration de la fonction d'ordonnement	Plan d'action Ministériel	Mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères Prioritaires	Institution du contrôle interne	T1	2,0	2,0	2,0	6,0					
BURUNDI	Atelier de renforcement capacités sur la comptabilité générale de l'Etat	Améliorer la chaîne de la dépense et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Production des documents comptables de base, meilleure maitrise du suivi de la trésorerie	Fiabilisation des documents comptables (Balance) mise en place d'un plan de trésorerie	Amélioration de la gestion de trésorerie	T1	2,0	1,0	1,0	4,0					
CAMEROUN	Amélioration et fiabilisation des comptes	Regulariser et apurer les comptes d'attente et financiers	Pland'apurement des CIP en 2017	Automatiser l'apurement des opérations anciennes	Les opérations susceptibles d'être prescrites sont régularisées	T3	2,0	2,0	2,0	6,0					
GUINEE-EQUATORIALE	Atelier de renforcement capacités sur la comptabilité générale de l'Etat	Améliorer la chaîne de la dépense et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Les communications délivrées et les recommandations de l'atelier	Les capacités des participants sont renforcées en matière de comptabilité	Production des balances et documents comptables	T3	2,0	2,0	0,0	4,0					
TCHAD	Atelier comptabilité - Poursuite des travaux de fiabilisation de la balance des comptes : suivi des instances de paiement	Améliorer l'image fidèle comptable et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Suivi du plan d'action de fiabilisation de la comptabilité de l'Etat - methodologie et outils de suivi des arriérés de paiement	Automatiser et fiabiliser les comptes de l'Etat pour une meilleure qualité comptable	Amélioration du niveau des indicateurs de qualité de la balance générale et de la documentation comptable	T1	2,0	2,0	1,0	5,0					
CONGO	Production des états comptables	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Plan d'action prioritaire sur la comptabilité et la gestion de la trésorerie	Restauration progressive des fondamentaux de la comptabilité et gestion de la trésorerie	Plan d'action comptabilité et gestion trésorerie validé	T2	2,0	2,0	1,0	5,0					
RCA	Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Suivi du plan d'actions sur la gestion budgétaire - Documents budgétaires type élaborés	Le rétablissement progressif de la fonction budgétaire e l'Etat s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action adopté par les autorités	Taux de mise en œuvre du plan d'action	T4	2,0	2,0	2,0	6,0					

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Analyse macroéconomique et budgétaire - Programme de travail du 1er mai 2017 au 30 avril 2018															
Objectif 1 :		Rationaliser les dépenses en tenant compte des contraintes sociales et économiques financières													
Résultats attendus :		Les dépenses sociales s'améliorent et les budgets sont plus crédibles													
CAMEROUN	Appui à la préparation du budget	Rationaliser les dépenses	Méthodologie de prévision des dépenses	Une meilleure allocation des ressources aux secteurs sociaux	Les dépenses d'éducation et de santé sur PIB	T3	2,0	2,0	2,0	6,0					
GABON	Appui à la préparation du budget	Rationaliser les dépenses	Méthodologie de prévision des dépenses	Une meilleure allocation des ressources aux secteurs sociaux	Les dépenses d'éducation et de santé sur PIB	T3	2,0	2,0	2,0	6,0					
RCA	Appui à la préparation du budget	Rationaliser les dépenses	Méthodologie de prévision des dépenses	Une meilleure allocation des ressources aux secteurs sociaux	Les dépenses d'éducation et de santé sur PIB	T4	2,0	2,0	2,0	6,0					
TCHAD	Appui à la préparation du budget	Rationaliser les dépenses	Méthodologie de prévision des dépenses	Une meilleure allocation des ressources aux secteurs sociaux	Les dépenses d'éducation et de santé sur PIB	T4	2,0	2,0	2,0	6,0					
Objectif 2 :		Amélioration de la préparation du budget													
Résultats attendus :		Capacités des participants renforcées													
REGIONAL	Séminaire sur le cadrage budgétaire à Moyen terme	Rendre le budget plus crédible	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Les capacités des participants sont renforcés	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2017-18	T3	2,0	1,0	1,0	4,0					

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Statistiques macroéconomiques - Programme de travail du 1er mai 2017 au 30 avril 2018															
Objectif 1 :		Les comptes nationaux annuels													
Résultats attendus :		Des comptes nationaux à jour													
BURUNDI	Appui à la préparation des burundais en vue du passage au SCN 2008	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, modes de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées aux comptes	T3	2,0	2,0	2,0	6,0					
CONGO	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1.	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0					
CONGO	Appui aux travaux des comptes définitifs 2014	Suivi des travaux	Comptes définitifs 2014 - Tableau des ressources et des emplois (TRE)	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T2	1,0	0,0	2,0	3,0					
CONGO	Travaux préliminaires de passage au SCN 2008; formation au SCN 2008 liée aux nomenclatures	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, modes de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T3	2,0	2,0	0,0	4,0					
GABON	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié d'élaboration de comptes nationaux est disponible	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T2	1,0	2,0	0,0	3,0					
GABON	Calcul des indicateurs économiques IPI, IPP, etc.	Mise en place des indicateurs économiques pour les comptes nationaux	indicateurs IPI, IPP etc.	Reprise du calcul de l'IPI et IPP	Nombre de personnes formées	T3	1,0	0,0	2,0	3,0					
GUINEE-EQUATORIALE	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1.	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0					
RCA	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié d'élaboration de comptes nationaux est disponible	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T3	1,0	2,0	0,0	3,0					
RCA	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisoires et formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2013-2015 sont disponibles	Les comptes nationaux maîtrisent la méthode des comptes provisoires et sont formés au SCN 2008	Nombre de personnes formées	T3	2,0	2,0	2,0	6,0					
RCA	Revue de l'IPI, IPP	Mise à jour du calcul des indicateurs	indicateurs IPI, IPP etc.	Reprise du calcul de l'IPI et IPP	Nombre de personnes formées	T4	0,0	0,0	0,0	0,0			0	Reserve	
RDC	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1.	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0					
RDC	Appui aux travaux des comptes définitifs 2014	Suivi des travaux	Comptes définitifs 2014 - Tableau des ressources et des emplois (TRE)	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T2	1,0	0,0	2,0	3,0					
RDC	Travaux préliminaires de passage au SCN 2008; formation au SCN 2008 liée aux nomenclatures	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, modes de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T3	2,0	2,0	2,0	6,0					
TCHAD	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0					

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Statistiques macroéconomiques - Programme de travail du 1er mai 2017 au 30 avril 2018															
TCHAD	Travaux préliminaires de passage au SCN 2008; formation au SCN 2008 liée aux nomenclatures	Mise en place des nomenclatures et tables de passage	Nomenclatures, tables de passage, modèles de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T3	1,0	0,0	2,0	3,0					
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Compilation des nationaux	Mission diagnostique sur les comptes nationaux	feuille de route pour les activités en comptabilité nationale	Programme de travail	Rapport de mission	T3	1,0	0,0	2,0	3,0					
Objectif 2 :		Comptes nationaux trimestriels													
Résultats attendus :		Mise en place des indicateurs - esquisses de comptes trimestriels pour les années passées													
BURUNDI	Comptes nationaux trimestriels.	Finalisation des comptes nationaux trimestriels aux prix courants (optique demande) ; T1 2005 - T4 2015	Une série de comptes nationaux trimestriels est disponible	Les comptes nationaux sont formés à la méthode retenue	Nombre de personnes formées	T4	1,0	0,0	2,0	3,0					
CAMEROUN	Finalisation des travaux sur les indicateurs / Travaux améliorant les comptes nationaux	Fiabiliser les données de comptabilité nationale	Publications à jour	Comptes nationaux à jour	Nombre de personnes formées aux comptes	T4	1,0	0,0	2,0	3,0				Réserve	
Objectif 3 :		Renforcement des capacités													
Résultats attendus :		Formation des cadres aux travaux de comptabilité nationale													
REGIONAL	Atelier d'AFRISTAT en comptabilité nationale	Renforcer les capacités et coordonner l'assistance technique	Programme coordonné d'assistance technique	Echanges d'information sur les programmes des uns et des autres	l'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T2	0,5	1,0	0,0	1,5					
REGIONAL	Séminaire formation au SCN 2008 : - Nomenclatures, Collecte et modèles de traitement des sources	Renforcer la capacité des comptables nationaux à élaborer les comptes nationaux.	Modèle de nomenclatures, Méthodes de traitement	La compréhension du système de comptabilité nationale par les cadres nationaux est renforcée	l'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T1	2,0	1,0	3,0	6,0					
REGIONAL	Séminaire CEMAC / CEEAC	Participation du Conseiller	Coordination		l'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T3	0,5	1,0	0,0	1,5					

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Statistiques des finances publiques Programme de travail du 1er mai 2017 au 30 avril 2018															
Objectif 1 : Renforcer l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise des décisions															
TCHAD	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T1	2,0	2,0	2,0	6,0					
CAMEROUN	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T3	2,0	2,0	2,0	6,0					
GUINEE-EQUATORIALE	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	1) Etat des lieux des SFPs base MSFP 2014 - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en oeuvre du MSFP 2014	Un tableau de passage et un fichier-Assistant a l'élaboration des SFP base MSFP 2014	T4	2,0	2,0	2,0	6,0					
RCA	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire, et adhésion au SGDD	T4	2,0	2,0	2,0	6,0					
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	1) Etat des lieux des SFPs base MSFP 2014 - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en oeuvre du MSFP 2014	Un tableau de passage et un fichier-Assistant a l'élaboration des SFP base MSFP 2014	T1	2,0	2,0	2,0	6,0					
RDC	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T1	2,0	2,0	2,0	6,0					
REGIONAL	Séminaire régional	Appui à la mise en oeuvre du nouveau cadre d'analyse minimum de la Directive No. 5 du TOFE de la CEMAC; Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014 par le Burundi & la RDC	Des cas pratiques portant sur des parties du TOFE; Actualisation des plans d'action d'adoption du MSFP 2014	Discussion entre les participants et un niveau plus approfondi de maitrise de la méthodologie du MSFP 2014	Plan d'actions actualisé; TOFE experimental par pays	T4	5,0	1,0	1,0	7,0					
RDC	Objectif 1. Renforcer l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise des décisions														
	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	TOFEs des exercices 2013-15, incluant sous-secteurs des extrabudgétaires/ sécurité sociale et collectivités locales	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2013-2015	TOFEs 2013-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire										
	Objectif 2. Appuyer les pays de l'AFC à l'amélioration de la transparence des statistiques financières, en participant au Système Général de Diffusion des Données du FMI (e-GDDS en Anglais)					T2	3,0	2,0	2,0	7,0					
	Amélioration de la transparence des statistiques financières, en participant au Système Général de Diffusion des Données du FMI (e-GDDS en Anglais)	Appuyer les pays de l'AFC à l'amélioration de la transparence des statistiques financières	Le fichier projet des métadonnées d'E-GDDS pour 4 catégories principales	La Rép. du Congo commence à participer au E-GDDS	Les métadonnées d'E-GDDS sont complètes au moins pour 4 catégories principales										

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Statistiques des finances publiques															
Programme de travail du 1er mai 2017 au 30 avril 2018															
GABON	Objectif 1. Renforcer l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise des décisions														
	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	TOFEs des exercices 2013-15, incluant sous-secteurs des extrabudgétaires/ sécurité sociale et collectivités locales	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	T3	3,0	2,0	2,0	7,0					
GABON	Objectif 2. Appuyer les pays de l'AFC à l'amélioration de la transparence des statistiques financières, en participant au Système Général de Diffusion des Données du FMI (e-GDDS en Anglais)														
	Amélioration de la transparence des statistiques financières, en participant au Système Général de Diffusion des Données du FMI (e-GDDS en Anglais)	Appuyer les pays de l'AFC à l'amélioration de la transparence des statistiques financières	Le fichier projet des métadonnées d'E-GDDS pour 4 catégories principales	Le Gabon commence à participer au E-GDDS	Les métadonnées d'E-GDDS sont complètes au moins pour 4 catégories principales										
BURUNDI	Objectif 1. Renforcer l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise des décisions														
	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T2	2,0	2,0	2,0	6,0					
BURUNDI	Objectif 2. Appuyer les pays de l'AFC à l'amélioration de la transparence des statistiques financières, en participant au Système Général de Diffusion des Données du FMI (e-GDDS en Anglais)														
	Amélioration de la transparence des statistiques financières, en participant au Système Général de Diffusion des Données du FMI (e-GDDS en Anglais)	Appuyer les pays de l'AFC à l'amélioration de la transparence des statistiques financières	Le fichier projet des métadonnées d'E-GDDS pour 4 catégories principales	Le Burundi commence à participer au E-GDDS	Les métadonnées d'E-GDDS sont complètes au moins pour 4 catégories principales										

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Gestion de la dette publique - Programme de travail du 1er mai 2017 au 30 avril 2018															
Objectif 1 : Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT)															
BURUNDI	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T1	1,0	1,0	1,0	3,0					Atelier à organiser le cas échéant à AFC au profit de 6 cadres: Equivalent 1/2 STX
CONGO	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document de SDMT pays.	T2	1,0	2,0	0,0	3,0					
RDC	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T1	1,0	2,0	2,0	5,0					
TCHAD	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T4	1,0	2,0	2,0	5,0					
Objectif 2 : Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette															
CAMEROUN	Assistance/formation sur l'utilisation des produits dérivés	Renforcement des capacités des agents de gestion de la dette sur l'utilisation des produits dérivés dans la couverture des risques financiers liés au portefeuille de la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les agents sont formés sur les préalables à l'utilisation des produits dérivés en gestion de la dette ainsi que les mécanismes et les enjeux liés à leur utilisation.	Préalables identifiés et nombre de cadres formés.	T4	0,5	0,0	2,0	2,5					
RCA	Formation sur l'identification et la gestion des sources de vulnérabilité d'un portefeuille de dette	Appropriation des techniques d'évaluation et de gestion des risques d'un portefeuille de dette	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables d'identifier et mesurer les différents risques d'un portefeuille de dette et proposer des mesures pour atténuer ces risques	Le nombre de cadres formés	T2	1,0	2,0	0,0	3,0					
BURUNDI	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent les premiers bulletin et rapport de la dette	T4	0,5	2,0	0,0	2,5					

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Gestion de la dette publique - Programme de travail du 1er mai 2017 au 30 avril 2018															
RCA	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent le premier bulletin et rapport de la dette	T4	1,0	2,0	0,0	3,0					
RDC	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent le premier bulletin et rapport de la dette	T4	1,0	2,0	0,0	3,0					
TCHAD	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent les premiers bulletin périodique et rapport annuel de la dette	T2	1,0	2,0	0,0	3,0					
Objectif 3 : Renforcer les capacités en termes d'Analyse de Viabilité de la Dette															
REGIONAL	Atelier régional sur l'analyse de viabilité de la dette, organisé en collaboration avec le siège (département SPR).	Renforcer les capacités et les connaissances des agents en matière d'AVD et des nouvelles directives du FMI en matière de limites d'endettement public.	Support de formation sur les concepts d'AVD et cas pratiques	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont sensibilisés sur les nouvelles directives du FMI en matière de limites d'endettement public.	Nombre des agents formés et évaluation de l'atelier.	T1	2,5	1,0	1,5	5,0					
GABON	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette MAC-DSA	Assister les agents à s'approprier les fondements théoriques sous-tendant l'AVD et l'utilisation de l'outil MAC-DSA. Sensibiliser les agents à l'importance de l'AVD dans les politiques budgétaire et de gestion de la dette;	Support de formation sur les concepts et l'outil d'AVD;	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Le nombre de cadres formés	T3	1,0	2,0	2,0	5,0					

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Gestion de la dette publique - Programme de travail du 1er mai 2017 au 30 avril 2018															
Objectif 4 : Développer le marché domestique de la dette intérieure															
BEAC	Titrisation de la dette publique intérieure.	Appuyer la BEAC à établir le cadre juridique et les procédures et conditions de titrisation de la dette publique intérieure, y compris la dette des pays vis-à-vis la BEAC	Rapport de mission	un projet de texte est élaboré et un plan d'action est proposé.	présentation d'un projet de texte sur la titrisation	T4	1,0	0,0	2,0	3,0					
RDC	Appui à l'élaboration du cadre juridique du marché des titres de l'Etat	Appuyer les autorités à compléter les différents textes juridiques et réglementaires nécessaires pour le lancement et bon fonctionnement du marché des titres de l'Etat.	Projet de textes et rapport de mission	Le cadre juridique du marché est élaboré	Adoption des textes par les autorités et lancement du marché des titres de l'Etat.	T1	1,0		2,0	3,0					
Objectif 5 : Accompagner les pays dans le développement du marché des Sukuk															
TCHAD	AT sur l'identification des pré-alables pour l'émission des SUKUK	Assister les autorités à identifier les pré-alables réglementaires, institutionnels et techniques pour l'émission des SUKUK. Former le personnel sur la structuration et la gestion de ces émissions.	Rapport de mission et support de formation;	Les pré-alables sont identifiés, un plan d'action est élaboré et les agents se sont familiarisés au processus d'émission des SUKUK;	Un plan d'action est élaboré	T3	1,0	2,0	2,0	5,0					
Objectif 6 : Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette															
RCA	Réforme du cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette publique	Appuyer les autorités à moderniser le cadre juridique et institutionnel de la dette pour le rendre conforme aux meilleures pratiques internationales.	Rapport de mission incluant le projet de textes des réformes	Le plan d'action identifié est mis en application et les textes des réformes sont élaborés.	les réformes sont approuvées et mises en place par les autorités	T3	1,0	2,0	2,0	5,0					
CONGO	Appui à la dynamisation du comité de coordination des activités de la dette.	Réviser le texte régissant l'organisation, la composition et la mission du CNDP et proposer des mesures capables de le rendre opérationnel;	Un nouveau projet de texte sur le CNDP	Les autorités sont sensibilisées sur l'importance du CNDP dans le processus d'endettement;	le texte sur le CNDP est révisé et le CNDP devient opérationnel;	T1	1,0	2,0	0,0	3,0					
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Evaluation des besoins d'assistance technique en gestion de la dette	Procéder à l'état des lieux de la situation de la dette; évaluer les besoins en assistance technique et élaborer un programme d'activité pour répondre à ces besoins	Rapport de mission	Programme d'activité de l'assistance technique qui sera fournie par AFC	Le programme d'assistance technique est élaboré	T1	0,5	1,0	0,0	1,5					

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Régulation et Supervision Bancaire - Programme de Travail du 1er Mai 2017 au 30 Avril 2018															
Objectif 1 :		Le cadre réglementaire et prudentiel													
Résultats attendus :		Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales													
CEMAC	Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires (1)	1e étape (i) Faire une étude d'impact du passage aux IFRS pour la supervision des groupes. (ii) Planification du projet	Rapport de mission, étude d'impact du passage aux IFRS, programme détaillé du projet	La COBAC dispose d'une vision claire des enjeux et des étapes du projet.	Rapport de mission, étude d'impact du passage aux IFRS, programme détaillé du projet	T1	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
CEMAC	Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires (2)	2e étape (ii) Formation des superviseurs au contrôle consolidé et aux normes IFRS pertinentes.	Rapport de mission, supports de formation	Les superviseurs de la COBAC sont formés à la supervision sur base consolidée, selon le référentiel IFRS applicable aux groupes bancaires. Projet à poursuivre en FY 2019	Rapport de mission, supports de formation	T3	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
CEMAC	Renforcer les capacités du département juridique et la maîtrise des risques juridiques (1)	1e étape (i) Proposer un cadre de renforcement de la fonction de veille réglementaire. (ii) Proposer un cadre de gestion rénové des textes réglementaires relatifs à la supervision bancaire (iii) Etablir le cahier des charges d'un contrat de prestation de services avec un avocat-conseil	Rapport de mission, canevas de préconisations pour la veille réglementaire et la gestion des textes réglementaires, canevas de cahier des charges (à finaliser par la COBAC)	La fonction juridique de la COBAC (DAJ) dispose d'une feuille de route pour renforcer la rigueur de ses processus internes de gestion.	Rapport de mission, canevas de préconisations pour la veille réglementaire et la gestion des textes réglementaires, canevas de cahier des charges (à finaliser par la COBAC)	T1	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX Sous réserve de l'avis de LEG.
CEMAC	Renforcer les capacités du département juridique et la maîtrise des risques juridiques (2)	2e étape (iv) Proposer un canevas de procédures internes régissant le fonctionnement du collège de la COBAC, notamment le processus de décision portant sur le traitement des situations individuelles des établissements en difficulté. (v) Proposer une restructuration du processus interne d'élaboration des réglementations prudentielles.	Rapport de mission, canevas de procédure	La fonction juridique de la COBAC (DAJ) est en mesure de finaliser la procédure interne relative au secrétariat du collège de la COBAC, ainsi que le processus de décision portant sur le traitement des situations individuelles des établissements en difficulté. La fonction juridique de la COBAC (DAJ) est en mesure de finaliser la procédure interne relative au secrétariat du collège de la COBAC, ainsi que le processus de décision portant sur le traitement des situations individuelles des établissements en difficulté.	Rapport de mission, canevas de procédure	T4	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX Sous réserve de l'avis de LEG.

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Régulation et Supervision Bancaire - Programme de Travail du 1er Mai 2017 au 30 Avril 2018															
CEMAC	Renforcer la supervision des émetteurs de monnaie électronique et des transactions par téléphone mobile (1)	1e étape (i) Faire un diagnostic des activités innovantes et des enjeux liés à l'usage des nouveaux moyens de paiement. (ii) Proposer un nouveau cadre de supervision pour la nouvelle catégorie d'établissements agréés	Rapport de mission, canevas de proposition d'adaptation du règlement relatif à l'agrément, clarification des étapes suivantes du projet.	Une nouvelle catégorie d'établissement est instituée. Les étapes suivantes du projet sont programmées. Projet à poursuivre en FY 2019.	Rapport de mission, canevas de proposition d'adaptation du règlement relatif à l'agrément, clarification des étapes suivantes du projet.	T2	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
RDC	Refondre la réglementation prudentielle relative à l'agrément des établissements, des dirigeants et des commissaires aux comptes	1e étape : revue de l'existant, détermination des dispositions à modifier ou à compléter, élaboration des canevas détaillés des nouveaux règlements. Projet à poursuivre en FY 2019 (dossier d'agrément, méthodologie)	Rapport de mission, canevas des règlements actualisés	Les nouveaux règlements sont prêts à être finalisés par la BCC	Rapport de mission, canevas des règlements actualisés	T4	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la BCC. LTX + STX
CEMAC	Adapter la réglementation prudentielle au profil de risque des établissements de microfinance	Revue du cadre prudentiel applicable spécifiquement aux EMF. Suggestion d'ajustement des ratios prudentiels et des autres exigences réglementaires.	Rapport de mission. Recommandations détaillées de modifications réglementaires	Le service de contrôle des EMF de la COBAC (DMF) dispose d'un cadre prudentiel applicable aux EMF plus en phase avec le profil de risque spécifique des EMF, lui permettant mieux de prévenir les difficultés individuelles.	Rapport de mission. Recommandations détaillées de modifications réglementaires	T2	1,0	2,0	0,0	3,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX solo
SAO TOME ET PRINCIPE	Prendre contact avec la banque centrale de STP pour engager la stratégie d'assistance technique de l'AFC à l'égard de ce pays nouvellement rattaché	Evaluer les besoins d'assistance technique en régulation et supervision bancaire, de façon à proposer un programme pluri-annuel sous l'égide de l'AFC	Rapport de mission	Identification des thématiques devant faire l'objet d'une AT.	Rapport de mission	T3	1,0	2,0	0,0	3,0					Mission de "reconnaissance" de deux semaines. LTX solo
Objectif 2 :		Cadre de la supervision basée sur les risques et des autres processus de supervision													
Résultats attendus 1 :		Favoriser les échanges de bonnes pratiques sur un thème d'intérêt commun													
REGIONAL	Séminaire régional méthodologique sur le contrôle des dispositifs de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme dans les banques	Présenter les orientations pratiques de la supervision de la LCB-FT adaptées pour l'Afrique centrale à partir des recommandations récentes du GAFI	Support de présentation, rapport de mission	Définition d'une "feuille de route" pour l'ajustement des modalités de travail des autorités	Recommandations du rapport, évaluations des participants	T1	1,0	1,0	2,0	4,0					Séminaire d'une semaine à organiser à Libreville, Gabon LTX + STX Sous réserve de l'accord de LEG
INTER-REGIONAL	Séminaire inter-régional commun avec AFW sur la méthodologie de supervision du risque de crédit	Présenter les standards actuels d'évaluation du risque de crédit et les orientations méthodologiques de supervision et de contrôle	Support de présentation, rapport de mission	Définition d'une "feuille de route" pour l'ajustement des modalités de travail des autorités	Recommandations du rapport, évaluations des participants	T3	1,0	1,0	2,0	4,0					Séminaire d'une semaine à organiser en liaison avec AFW (en Afrique ou à Paris) LTX + STX Sous réserve de confirmation par AFW

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
							Bureau	Site			Bureau	Site			
AFRITAC Centre - Régulation et Supervision Bancaire - Programme de Travail du 1er Mai 2017 au 30 Avril 2018															
Objectif 2 :		Cadre de la supervision basée sur les risques et des autres processus de supervision													
Résultats attendus 2 :		Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens dédiés à la supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire													
CEMAC	Développer la méthodologie du contrôle sur pièces	Evaluer les pratiques en place au DCP et au DMF afin de proposer des orientations pour optimiser la qualité des processus opérationnels d'analyse des situations individuelles et de formalisation des études et des propositions de décisions à l'attention du SG-COBAC.	Rapport de mission, recommandations	Les superviseurs en charge du contrôle sur pièces de la COBAC (DCP, DMF) ont une capacité renforcée pour mieux exploiter les informations et formaliser des analyses plus réactives et pertinentes, selon une approche de la supervision basée sur les risques. Au besoin, l'AT devrait se poursuivre en FY 2019	Rapport de mission, recommandations	T4	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
RDC	Formation des superviseurs nouvellement recrutés à la supervision basée sur les risques (BCP) et au contrôle du risque de crédit et du risque opérationnel	Formation de base couvrant (i) les principes fondamentaux du Comité de Bâle, (ii) les processus de contrôle sur pièces et de contrôle sur place, (iii) l'approche de supervision basée sur les risques, (iv) le contrôle du risque de crédit et du risque opérationnel	Rapport de mission, support de formation	Les nouveaux superviseurs de la BCC ont reçu une formation adaptée aux BCP, à la supervision basée sur les risques et au contrôle du risque de crédit et du risque opérationnel	Rapport de mission, support de formation	T1	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission de deux semaines à la BCC. LTX + STX

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Régulation et Supervision Bancaire - Programme de Travail du 1er Mai 2017 au 30 Avril 2018															
Objectif 3 :		Cadre de la mise en application de Bâle II/III													
Résultats attendus :		Assurer que les banques disposent de fonds propres et d'une situation de liquidité solide, pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuer à la stabilité du système financier													
BURUNDI	Réformer la réglementation relative à la liquidité	Suite du projet engagé en FY 2017 (LCR/Bâle III). (i) Achever la transposition du LCR : finaliser le projet de ratio (prise en compte de l'étude d'impact). (ii) Engager la révision du ratio de transformation (NSFR/Bâle III).	Rapport de mission. Canevas d'un nouveau projet de règlement prudentiel sur le ratio de liquidité à court terme. Plan de travail pour le futur NSFR	Nouvelle réglementation prête à être finalisée par la BRB	Rapport de mission. Canevas d'un nouveau projet de règlement prudentiel sur le ratio de liquidité à court terme. Plan de travail pour le futur NSFR	T2	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission de deux semaines à la BRB. LTX + STX
BURUNDI	Réformer la réglementation relative à la liquidité	2e mission. (i) Finaliser le projet de ratio NSFR. (ii) Compléter la réforme réglementaire (Bâle III) avec les dispositions relatives à la gestion et la maîtrise du risque de liquidité	Rapport de mission. Canevas d'un nouveau projet de règlement prudentiel sur le ratio de transformation à long terme et les règles de gestion du risque de liquidité	Nouvelle réglementation prête à être finalisée par la BRB	Rapport de mission. Canevas d'un nouveau projet de règlement prudentiel sur le ratio de transformation à long terme et les règles de gestion du risque de liquidité	T4	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission de deux semaines à la BRB. LTX + STX
Objectif 4 :		Cadre comptable et des normes IFRS lié aux créances improductives													
Résultats attendus :		Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement													
RDC	Former les superviseurs de la BCC à la supervision des banques en normes IFRS	Achever le projet réactif en 2016 par l'AFC en recentrant l'assistance technique (i) sur la norme IFRS 9 relative aux créances compromises et (ii) sur la méthodologie de supervision des états comptables et prudentiels en IFRS.	Support de présentation, rapport de mission, recommandations	La BCC est formée aux enjeux du passage aux IFRS spécifiques au risque de crédit. La capacité d'analyse des états en IFRS par les superviseurs est renforcée.	Rapport de mission, support de présentation, recommandations	T2	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la BCC. LTX + STX

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
							Bureau	Site			Bureau	Site			
AFRITAC Centre - Institut de Formation du FMI (ICD) et Institut de Formation pour l'Afrique (IFA) - Programme de Travail du 1er Mai 2017 au 30 Avril 2018															
REGIONAL	Cours régional (ICD) sur la gestion macroéconomique	Renforcer la capacité des cadres régionaux en matière de gestion macroéconomique	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	T4	0,0	0,0	0,0	0,0					



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)
ANNEXE 2 : PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018 PAR DOMAINE
(EN PERSONNES/SEMAINES, DE MAI 2017-AVRIL 2018)



Domaines d'intervention / Zone	Ressources programmées				Ressources utilisées au 04/30/2018			
	Année Fiscale 2018				Année Fiscale 2018			
	Conseillers		Experts CT	Total Année Fiscale	Conseillers		Experts CT	Total Ressources utilisées
Siège	Site	Siège			Site			
I - MISSIONS CONSEILLERS ET EXPERTS COURT TERME								
Administration douanière	6,0	0,0	24,0	30,0				
BURUNDI	0,5	0,0	2,0	2,5				
CAMEROUN	0,5	0,0	2,0	2,5				
CONGO	0,5	0,0	2,0	2,5				
GABON	0,5	0,0	2,0	2,5				
GUINEE-EQUATORIALE	0,5	0,0	2,0	2,5				
RCA	0,5	0,0	4,0	4,5				
RDC	0,5	0,0	2,0	2,5				
SAO TOME-ET-PRINCIPE	0,5	0,0	2,0	2,5				
TCHAD	1,0	0,0	4,0	5,0				
CEMAC	1,0	0,0	2,0	3,0				
Administration fiscale	12,0	17,0	12,0	41,0				
BURUNDI	0,5	2,0	0,0	2,5				
CAMEROUN	1,0	2,0	2,0	5,0				
CONGO	0,5	2,0	0,0	2,5				
GABON	4,5	0,0	2,0	6,5				
GUINEE-EQUATORIALE	0,5	1,0	0,0	1,5				
RCA	2,0	4,0	4,0	10,0				
RDC	0,5	2,0	0,0	2,5				
SAO TOME-ET-PRINCIPE	1,0	2,0	2,0	5,0				
TCHAD	0,5	2,0	0,0	2,5				
CEMAC	1,0	0,0	2,0	3,0				
Gestion des finances publiques	33,0	31,0	19,0	83,0				
BURUNDI	4,0	3,0	3,0	10,0				
CAMEROUN	2,0	2,0	2,0	6,0				
CONGO	4,0	4,0	1,0	9,0				
GABON	3,0	2,0	2,0	7,0				
GUINEE-EQUATORIALE	4,0	4,0	2,0	10,0				
RCA	4,0	4,0	4,0	12,0				
RDC	2,0	2,0	2,0	6,0				
SAO TOME-ET-PRINCIPE	2,0	2,0	0,0	4,0				
TCHAD	4,0	4,0	3,0	11,0				
CEMAC	4,0	4,0	0,0	8,0				
Analyse macroéconomique et budgétaire	8,0	8,0	8,0	24,0				
CAMEROUN	2,0	2,0	2,0	6,0				
GABON	2,0	2,0	2,0	6,0				
RCA	2,0	2,0	2,0	6,0				
TCHAD	2,0	2,0	2,0	6,0				
Statistiques macroéconomiques	21,0	20,0	20,0	61,0				
BURUNDI	3,0	2,0	4,0	9,0				
CAMEROUN	1,0	0,0	2,0	3,0				
CONGO	4,0	4,0	2,0	10,0				
GABON	2,0	2,0	2,0	6,0				
GUINEE-EQUATORIALE	1,0	2,0	0,0	3,0				
RCA	3,0	4,0	2,0	9,0				
RDC	4,0	4,0	4,0	12,0				
SAO TOME-ET-PRINCIPE	1,0	0,0	2,0	3,0				
TCHAD	2,0	2,0	2,0	6,0				
Statistiques des finances publiques	20,0	18,0	18,0	56,0				
BURUNDI	2,0	2,0	2,0	6,0				
CAMEROUN	2,0	2,0	2,0	6,0				
CONGO	3,0	2,0	2,0	7,0				
GABON	3,0	2,0	2,0	7,0				
GUINEE-EQUATORIALE	2,0	2,0	2,0	6,0				
RCA	2,0	2,0	2,0	6,0				
RDC	2,0	2,0	2,0	6,0				
SAO TOME-ET-PRINCIPE	2,0	2,0	2,0	6,0				
TCHAD	2,0	2,0	2,0	6,0				
Gestion de la dette publique	15,5	26,0	17,0	58,5				
BURUNDI	1,5	3,0	1,0	5,5				
CAMEROUN	0,5	0,0	2,0	2,5				
CONGO	2,0	4,0	0,0	6,0				
GABON	1,0	2,0	2,0	5,0				
RCA	3,0	6,0	2,0	11,0				
RDC	3,0	4,0	4,0	11,0				
SAO TOME-ET-PRINCIPE	0,5	1,0	0,0	1,5				
TCHAD	3,0	6,0	4,0	13,0				
BEAC	1,0	0,0	2,0	3,0				
Régulation et supervision bancaire	13,0	26,0	22,0	61,0				
BURUNDI	2,0	4,0	4,0	10,0				
RDC	3,0	6,0	6,0	15,0				
SAO TOME-ET-PRINCIPE	1,0	2,0	0,0	3,0				
CEMAC	7,0	14,0	12,0	33,0				
Total I	128,5	146,0	140,0	414,5				
Domaines d'intervention / Zone	Ressources programmées				Ressources utilisées au 04/30/2018			
	Année Fiscale 2018				Année Fiscale 2018			
	Conseillers		Experts CT	Total Année Fiscale	Conseillers		Experts CT	Total Ressources utilisées
Siège	Site	Siège			Site			
II - SEMINAIRES ET ATELIERS REGIONAUX								
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5				
Administration fiscale	0,5	1,0	2,0	3,5				
Gestion des finances publiques	8,0	6,0	3,0	17,0				
Analyse macroéconomique et budgétaire	2,0	1,0	1,0	4,0				
Statistiques macroéconomiques	3,0	3,0	3,0	9,0				
Statistiques des finances publiques	5,0	1,0	1,0	7,0				
Gestion de la dette publique	2,5	1,0	1,5	5,0				
Régulation et supervision bancaire	2,0	2,0	4,0	8,0				
Total II	23,5	15,0	17,5	56,0				
TOTAL MISSIONS ET SEMINAIRES / ATELIERS (I+II)	152,0	161,0	157,5	470,5				



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)
ANNEXE 3 : PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018 PAR PAYS/REGION
(EN PERSONNES/SEMAINES, DE MAI 2017-AVRIL 2018)



Domaines d'intervention / Zone	Ressources programmées				Ressources utilisées au 04/30/2018			
	Année Fiscale 2018				Année Fiscale 2018			
	Conseillers		Experts CT	Total Année Fiscale	Conseillers		Experts CT	Total Ressources utilisées
Siège	Site	Siège			Site			
I- MISSIONS CONSEILLERS ET EXPERTS COURT TERME								
BURUNDI	13,5	16,0	16,0	45,5				
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5				
Administration fiscale	0,5	2,0	0,0	2,5				
Gestion des finances publiques	4,0	3,0	3,0	10,0				
Statistiques macroéconomiques	3,0	2,0	4,0	9,0				
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0				
Gestion de la dette publique	1,5	3,0	1,0	5,5				
Régulation et supervision bancaire	2,0	4,0	4,0	10,0				
CAMEROUN	9,0	8,0	14,0	31,0				
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5				
Administration fiscale	1,0	2,0	2,0	5,0				
Gestion des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0				
Analyse macroéconomique et budgétaire	2,0	2,0	2,0	6,0				
Statistiques macroéconomiques	1,0	0,0	2,0	3,0				
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0				
Gestion de la dette publique	0,5	0,0	2,0	2,5				
CONGO	14,0	16,0	7,0	37,0				
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5				
Administration fiscale	0,5	2,0	0,0	2,5				
Gestion des finances publiques	4,0	4,0	1,0	9,0				
Statistiques macroéconomiques	4,0	4,0	2,0	10,0				
Statistiques des finances publiques	3,0	2,0	2,0	7,0				
Gestion de la dette publique	2,0	4,0	0,0	6,0				
GABON	16,0	10,0	14,0	40,0				
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5				
Administration fiscale	4,5	0,0	2,0	6,5				
Gestion des finances publiques	3,0	2,0	2,0	7,0				
Analyse macroéconomique et budgétaire	2,0	2,0	2,0	6,0				
Statistiques macroéconomiques	2,0	2,0	2,0	6,0				
Statistiques des finances publiques	3,0	2,0	2,0	7,0				
Gestion de la dette publique	1,0	2,0	2,0	5,0				
GUINEE-EQUATORIALE	8,0	9,0	6,0	23,0				
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5				
Administration fiscale	0,5	1,0	0,0	1,5				
Gestion des finances publiques	4,0	4,0	2,0	10,0				
Statistiques macroéconomiques	1,0	2,0	0,0	3,0				
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0				
RCA	16,5	22,0	20,0	58,5				
Administration douanière	0,5	0,0	4,0	4,5				
Administration fiscale	2,0	4,0	4,0	10,0				
Gestion des finances publiques	4,0	4,0	4,0	12,0				
Analyse macroéconomique et budgétaire	2,0	2,0	2,0	6,0				
Statistiques macroéconomiques	3,0	4,0	2,0	9,0				
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0				
Gestion de la dette publique	3,0	6,0	2,0	11,0				
RDC	15,0	20,0	20,0	55,0				
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5				
Administration fiscale	0,5	2,0	0,0	2,5				
Gestion des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0				
Statistiques macroéconomiques	4,0	4,0	4,0	12,0				
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0				
Gestion de la dette publique	3,0	4,0	4,0	11,0				
Régulation et supervision bancaire	3,0	6,0	6,0	15,0				
SAO TOME-ET-PRINCIPE	8,0	9,0	8,0	25,0				
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5				
Administration fiscale	1,0	2,0	2,0	5,0				
Gestion des finances publiques	2,0	2,0	0,0	4,0				
Statistiques macroéconomiques	1,0	0,0	2,0	3,0				
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0				
Gestion de la dette publique	0,5	1,0	0,0	1,5				
Régulation et supervision bancaire	1,0	2,0	0,0	3,0				
TCHAD	14,5	18,0	17,0	49,5				
Administration douanière	1,0	0,0	4,0	5,0				
Administration fiscale	0,5	2,0	0,0	2,5				
Gestion des finances publiques	4,0	4,0	3,0	11,0				
Analyse macroéconomique et budgétaire	2,0	2,0	2,0	6,0				
Statistiques macroéconomiques	2,0	2,0	2,0	6,0				
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0				
Gestion de la dette publique	3,0	6,0	4,0	13,0				
BEAC	1,0	0,0	2,0	3,0				
Gestion de la dette publique	1,0	0,0	2,0	3,0				
CEMAC	13,0	18,0	16,0	47,0				
Administration douanière	1,0	0,0	2,0	3,0				
Administration fiscale	1,0	0,0	2,0	3,0				
Gestion des finances publiques	4,0	4,0	0,0	8,0				
Régulation et supervision bancaire	7,0	14,0	12,0	33,0				
Total I	128,5	146,0	140,0	414,5				
Domaines d'intervention / Zone	Ressources programmées				Ressources utilisées au 04/30/2018			
	Année Fiscale 2018				Année Fiscale 2018			
	Conseillers		Experts CT	Total Année Fiscale	Conseillers		Experts CT	Total Ressources utilisées
Siège	Site	Siège			Site			
II - SEMINAIRES ET ATELIERS REGIONAUX								
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5				
Administration fiscale	0,5	1,0	2,0	3,5				
Gestion de la dette publique	2,5	1,0	1,5	5,0				
Gestion des finances publiques	8,0	6,0	3,0	17,0				
Analyse macroéconomique et budgétaire	2,0	1,0	1,0	4,0				
Régulation et supervision bancaire	2,0	2,0	4,0	8,0				
Statistiques des finances publiques	5,0	1,0	1,0	7,0				
Statistiques macroéconomiques	3,0	3,0	3,0	9,0				
Total II	23,5	15,0	17,5	56,0				
TOTAL MISSIONS ET SEMINAIRES / ATELIERS (I+II)	152,0	161,0	157,5	470,5				



ANNEXE 3 : PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018 PAR PAYS/REGION

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires	
									Prévues				Utilisées					
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total		
Bureau	Site	Bureau	Site															
BURUNDI	Administration douanière	2- Renforcement des principales fonctions des administrations douanières Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	0,5	0,0	2,0	2,5						
BURUNDI	Administration fiscale	4 - Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	0,5	2,0	0,0	2,5						Atelier à organiser le cas échéant à AFC au profit de 6 cadres: Equivalent 1/2 STX
BURUNDI	Gestion de la dette publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent les premiers bulletins et rapports de la dette	T4	1,0	1,0	1,0	3,0						Atelier à organiser le cas échéant à AFC au profit de 6 cadres: Equivalent 1/2 STX
BURUNDI	Gestion de la dette publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T1	1,0	1,0	1,0	3,0						
BURUNDI	Gestion des finances publiques	2- Renforcement des capacités sur la comptabilité budgétaire et la comptabilité générale Résultats attendus : Acquisition des fondamentaux en matière budgétaire et comptable	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères ordonnateurs de budgets	Atténuer les risques liés à la déconcentration de la fonction d'ordonnement	Plan d'action ministériel	Mise en place du contrôle interne budgétaire dans les ministères prioritaires	Institution du contrôle interne	T1	2,0	2,0	2,0	6,0						
BURUNDI	Gestion des finances publiques	2- Renforcement des capacités sur la comptabilité budgétaire et la comptabilité générale Résultats attendus : Acquisition des fondamentaux en matière budgétaire et comptable	Atelier de renforcement des capacités sur la comptabilité générale de l'Etat	Améliorer la chaîne de la dépense et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Production des documents comptables de base, meilleure maîtrise du suivi de la trésorerie	Fiabilisation des documents comptables (Balance) mise en place d'un plan de trésorerie	Amélioration de la gestion de trésorerie	T1	2,0	1,0	1,0	4,0						Séminaire d'une semaine à organiser à Libreville, Gabon LTX + STX Sous réserve de l'accord de LEG

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
									Prévues				Utilisées				
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site														
BURUNDI	Régulation et supervision bancaire	1- Le cadre réglementaire et prudentiel. Résultats attendus : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Evaluer sur place des besoins d'assistance technique à moyen terme	Première mission de reprise sur le terrain depuis la suspension des missions (mai 2015). Appréciation de la situation et des besoins d'AT en régulation et supervision bancaire	Rapport de mission	Les orientations à moyen terme de l'assistance technique à délivrer par l'AFC sont identifiées et discutées avec la BRB	Rapport de mission	T1	1,0	2,0	0,0	3,0					Séminaire d'une semaine à organiser en liaison avec AFW (en Afrique ou à Paris) LTX + STX Sous réserve de confirmation par AFW
BURUNDI	Régulation et supervision bancaire	3- Cadre de la mise en application de Bâle II/III Résultats attendus : Assurer que les banques disposent de fonds propres et d'une situation de liquidité solide, pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuer à la stabilité du système financier	Réformer la réglementation relative à la liquidité	Suite du projet engagé en FY 2017 (LCR/Bâle III). (i) Achever la transposition du LCR : finaliser le projet de ratio (prise en compte de l'étude d'impact). (ii) Engager la révision du ratio de transformation (NSFR/Bâle III).	Rapport de mission. Canevas d'un nouveau projet de règlement prudentiel sur le ratio de liquidité à court terme. Plan de travail pour le futur NSFR	Nouvelle réglementation prête à être finalisée par la BRB	Rapport de mission. Canevas d'un nouveau projet de règlement prudentiel sur le ratio de liquidité à court terme. Plan de travail pour le futur NSFR	T2	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la BRB LTX solo
BURUNDI	Régulation et supervision bancaire	3- Cadre de la mise en application de Bâle II/III Résultats attendus : Assurer que les banques disposent de fonds propres et d'une situation de liquidité solide, pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuer à la stabilité du système financier	Réformer la réglementation relative à la liquidité	2e mission. (i) Finaliser le projet de ratio NSFR. (ii) Compléter la réforme réglementaire (Bâle III) avec les dispositions relatives à la gestion et la maîtrise du risque de liquidité	Rapport de mission. Canevas d'un nouveau projet de règlement prudentiel sur le ratio de transformation à long terme et les règles de gestion du risque de liquidité	Nouvelle réglementation prête à être finalisée par la BRB	Rapport de mission. Canevas d'un nouveau projet de règlement prudentiel sur le ratio de transformation à long terme et les règles de gestion du risque de liquidité	T4	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
CONGO	Administration fiscale	4 - Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Mission LTX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	0,5	2,0	0,0	2,5					
CONGO	Gestion de la dette publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Support de formation	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document de SDMT pays.	T2	1,0	2,0	2,5	5,5					
CONGO	Gestion de la dette publique	1- La modernisation du cadre institutionnel, réglementaire et organisationnel pour la gestion de la dette publique Résultats attendus : Le cadre juridique, réglementaire et institutionnel mis en place est conforme au règlement de la CEMAC. La chaîne de gestion de la dette est bien structurée en front, middle et back office. Le comité national de dette publique est mis en place	Appui à la dynamisation du comité de coordination des activités de la dette.	Réviser le texte régissant l'organisation, la mission du CNDP et proposer des mesures capables de le rendre opérationnel	Un nouveau projet de texte sur le CNDP	Les autorités sont sensibilisées sur l'importance du CNDP dans le processus d'endettement	Le texte sur le CNDP est révisé et le CNDP devient opérationnel	T1	1,0	2,0	0,0	3,0					

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires	
									Prévues				Utilisées					
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total		
Bureau	Site	Bureau	Site															
CONGO	Gestion des finances publiques	4- Présentation et exécution des budgets en mode programme Résultats attendus : Les budgets sont présentés et exécutés en mode programme	Production des documents budgétaires conformes à la loi	Améliorer la qualité des documents budgétaires	Fixation des macro processus et des formats des documents budgétaires	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire	Amélioration de la documentation budgétaire	T2	2,0	2,0	2,0	6,0						
CONGO	Gestion des finances publiques	5- Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les bonnes pratiques Résultats attendus : La fiabilité des comptes de l'Etat est améliorée	Production des états comptables	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Plan d'action prioritaire sur la comptabilité et la gestion de la trésorerie	Restauration progressive des fondamentaux de la comptabilité et gestion de la trésorerie	Plan d'action comptabilité et gestion trésorerie validé	T2	2,0	2,0	2,0	6,0						
CONGO	Statistiques des finances publiques	1- Appui à la mise en oeuvre de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	TOFES des exercices 2013-15, incluant sous-secteurs des extrabudgétaires/ sécurité sociale et collectivités locales	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2013-2015	TOFES 2013-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire, et adhésion au SGDD	T2	3,0	2,0	2,0	7,0						
CONGO	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1.	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0						
CONGO	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Appui aux travaux des comptes définitifs 2014	Suivi des travaux	Comptes définitifs 2014 - Tableau des ressources et des emplois (TRE)	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T2	1,0	0,0	2,0	3,0						
CONGO	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Travaux préliminaires de passage au SCN 2008; formation au SCN 2008 liée aux nomenclatures	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, modèles de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T3	2,0	2,0	0,0	4,0						
GABON	Administration douanière	2- Renforcement des principales fonctions des administrations douanières Résultats attendus 2. Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	0,5	0,0	2,0	2,5						
GABON	Administration douanière	2- Renforcement des principales fonctions des administrations douanières Résultats attendus 2. Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles à posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle a posteriori et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement	T4	0,5	0,0	2,0	2,5						
GABON	Administration fiscale	4- Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T1	0,5	0,0	2,0	2,5						
GABON	Administration fiscale	4- Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T1	1,0	0,0	0,0	1,0						
GABON	Administration fiscale	4- Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T2	1,0	0,0	0,0	1,0						
GABON	Administration fiscale	4- Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	1,0	0,0	0,0	1,0						

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires	
									Prévues				Utilisées					
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total		
Bureau	Site	Bureau	Site															
GABON	Administration fiscale	4 - Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Mission LTX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	1,0	0,0	0,0	1,0						
GABON	Gestion de la dette publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette MAC-DSA	Assister les agents à s'approprier les fondements théoriques sous-tendant l'AVD et l'utilisation de l'outil MAC-DSA. Sensibiliser les agents à l'importance de l'AVD dans les politiques budgétaires et de gestion de la dette;	Support de formation sur les concepts et l'outil d'AVD;	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Le nombre de cadres formés	T3	1,0	2,0	2,5	5,5						
GABON	Gestion des finances publiques	4 - Présentation et exécution des budgets en mode programme Résultats attendus : Les budgets sont présentés et exécutés en mode programme	Dernière mission sur les opérations financières sur les ressources affectées et la tutelle des établissements publics	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Inventaire des affectations non intégrées dans la loi de finances et propositions de prise en charge	Amélioration de la documentation budgétaire	Amélioration de la présentation de la loi de finances et de ses annexes	T1	2,0	2,0	2,0	6,0						
GABON	Statistiques des finances publiques	1- Appui à la mise en oeuvre de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	TOFEs des exercices 2013-15, incluant sous-secteurs des extrabudgétaires/ sécurité sociale et collectivités locales	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire, et adhésion au SGDD	T3	3,0	2,0	2,0	7,0						
GABON	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié d'élaboration de comptes nationaux est disponible	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T2	1,0	2,0	0,0	3,0						
GABON	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Calcul des indicateurs économiques IPI, IPPI, etc.	Mise en place des indicateurs économiques pour les comptes nationaux	Indicateurs IPI, IPPI etc.	Reprise du calcul de l'IPI et l'IPPI	Nombre de personnes formées	T3	1,0	0,0	2,0	3,0						
GUINEE-EQUATORIALE	Administration douanière	2- Renforcement des principales fonctions des administrations douanières Résultats attendus 1 : Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Missions STX d'appui à la modernisation des procédures douanières	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Nouvelles procédures douanières modernes adoptées, largement diffusées et utilisées par l'administration	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures douanières (y.c. le transit) sont en ligne avec les meilleures pratiques internationales et contribuent à promouvoir l'intégration régionale	T2	0,5	0,0	2,0	2,5						
GUINEE-EQUATORIALE	Administration douanière	2- Renforcement des principales fonctions des administrations douanières Résultats attendus 1 : Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Missions STX d'appui à la modernisation des procédures douanières	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Procédures douanières modernes utilisées dans le système informatique douanier	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	La traçabilité de marchandises et des opérations douanières est renforcée dans les systèmes informatiques	T4	0,3	0,0	2,0	2,3						
GUINEE-EQUATORIALE	Administration fiscale	4 - Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 1 : Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmenté 2. La gestion des paiements est améliorée	T1	0,5	1,0	0,0	1,5						

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires	
									Prévues				Utilisées					
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total		
Bureau	Site	Bureau	Site															
GUINEE-EQUATORIALE	Administration fiscale	4 - Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 1 : Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T3	0,5	1,0	0,0	1,5						
GUINEE-EQUATORIALE	Administration fiscale	4 - Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	0,5	0,0	2,0	2,5						
GUINEE-EQUATORIALE	Gestion des finances publiques	4 - Présentation et exécution des budgets en mode programme Résultats attendus : Les budgets sont présentés et exécutés en mode programme	Appui à la préparation du budget	Rendre disponible une documentation budgétaire conforme à la Directive CEMAC 2011 relative à la loi de Finances	Plan d'action pour l'amélioration de la documentation budgétaire	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire	Le projet de loi de finances et ses annexes	T3	2,0	2,0	2,0	6,0						
GUINEE-EQUATORIALE	Gestion des finances publiques	5- Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les bonnes pratiques Résultats attendus : La fiabilité des comptes de l'Etat est améliorée	Atelier de renforcement des capacités sur la comptabilité générale de l'Etat	Améliorer la chaîne de la dépense et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Les communications délivrées et les recommandations de l'atelier	Les capacités des participants sont renforcées en matière de comptabilité générale	Production des balances et documents comptables	T3	2,0	2,0	1,0	5,0						
GUINEE-EQUATORIALE	Statistiques des finances publiques	1- Appui à la mise en œuvre de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise œuvre du MSFP 2014	1) Etat des lieux des SFPs base MSFP 2014 - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en œuvre du MSFP 2014	Un tableau de passage et un fichier-Assistant à l'élaboration des SFP base MSFP 2014	T4	2,0	2,0	2,0	6,0						
GUINEE-EQUATORIALE	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1.	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0						
GUINEE-EQUATORIALE	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Travaux préliminaires de passage au SCN 2008: formation au SCN 2008 liée aux nomenclatures	Mise en place des nomenclatures et tables de passage	Nomenclatures, tables de passage, modèles de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T3	1,0	0,0	2,0	3,0						
RCA	Administration douanière	2- Renforcement des principales fonctions des administrations douanières Résultats attendus 2. Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T1	0,3	0,0	2,0	2,3						
RCA	Administration douanière	2- Renforcement des principales fonctions des administrations douanières Résultats attendus 2. Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	0,3	0,0	2,0	2,3						
RCA	Administration douanière	2- Renforcement des principales fonctions des administrations douanières Résultats attendus 2. Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement	T3	0,3	0,0	2,0	2,3						
RCA	Administration fiscale	4 - Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 1 : Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T1	0,5	2,0	0,0	2,5						

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires	
									Prévues				Utilisées					
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total		
Bureau	Site	Bureau	Site															
RCA	Administration fiscale	4 - Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 1 : Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	Mission STX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T2	0,5	0,0	2,0	2,5						
RCA	Administration fiscale	4 - Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	0,5	2,0	0,0	2,5						
RCA	Administration fiscale	4 - Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	0,5	0,0	2,0	2,5						
RCA	Gestion de la dette publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Formation sur l'identification et la gestion des sources de vulnérabilité d'un portefeuille de dette	Appropriation des techniques d'évaluation et de gestion des risques d'un portefeuille de dette	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables d'identifier et mesurer les différents risques d'un portefeuille de dette et proposer des mesures pour atténuer ces risques	Le nombre de cadres formés	T2	1,0	2,0	0,0	3,0						
RCA	Gestion de la dette publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent le premier bulletin et rapport de la dette	T4	1,0	2,0	0,0	3,0						
RCA	Gestion de la dette publique	1- La modernisation du cadre institutionnel, réglementaire et organisationnel pour la gestion de la dette publique Résultats attendus : Le cadre juridique, réglementaire et institutionnel mis en place est conforme au règlement de la CEMAC. La chaîne de gestion de la dette est bien structurée en front, middle et back office. Le comité national de dette publique est mis en place	Réforme du cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette publique	Appuyer les autorités à moderniser le cadre juridique et institutionnel de la dette pour le rendre conforme aux meilleures pratiques internationales.	Rapport de mission incluant le projet de textes des réformes	Le plan d'action identifié est mis en application et les textes des réformes sont élaborés.	Les réformes sont approuvées et mises en place par les autorités	T3	1,0	2,0	2,5	5,5						

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires	
									Prévues				Utilisées					
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total		
Bureau	Site	Bureau	Site															
RCA	Gestion des finances publiques	4- Présentation et exécution des budgets en mode programme Résultats attendus : Les budgets sont présentés et exécutés en mode programme	Pilotage de la préparation et de l'exécution du budget et les documents budgétaires	Respecter les normes de qualité du processus et des documents budgétaires	Fixation des macro processus et des formats des documents budgétaires	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire	Disponibilité des instruments de pilotage de la préparation et de l'exécution du budget	T4	2,0	2,0	2,0	6,0						
RCA	Gestion des finances publiques	5- Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les normes pratiques Résultats attendus : La fiabilité des comptes de l'Etat est améliorée	Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Suivi du plan d'actions sur la gestion budgétaire - Documents budgétaires type élaborés	Le rétablissement progressif de la fonction budgétaire e l'Etat s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action adopté par les autorités	Taux de mise en œuvre du plan d'action	T4	2,0	2,0	2,0	6,0						
RCA	Statistiques des finances publiques	1- Appui à la mise en œuvre de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire, et adhésion au SGDD	T4	2,0	2,0	2,0	6,0						
RCA	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié d'élaboration de comptes nationaux est disponible	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T3	1,0	2,0	0,0	3,0						
RCA	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisoires et formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2013-2015 sont disponibles	Les comptes nationaux maîtrisent la méthode des comptes provisoires et sont formés au SCN 2008	Nombre de personnes formées	T3	2,0	2,0	2,0	6,0						
RCA	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Revue de l'IPI, IPPI	Mise à jour du calcul des indicateurs	indicateurs IPI, IPPI etc.	Reprise du calcul de l'IPI et IPPI	Nombre de personnes formées	T4	0,0	0,0	0,0	0,0						Reserve
RDC	Administration douanière	2- Renforcement des principales fonctions des administrations douanières Résultats attendus 2. Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	0,5	0,0	2,0	2,5						
RDC	Administration fiscale	4- Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Mission LTX sur la programmation/cond uite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	0,5	2,0	0,0	2,5						Séminaire d'une semaine à organiser à Libreville, Gabon LTX + STX Sous réserve de l'accord de LEG
RDC	Gestion de la dette publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T1	1,0	2,0	2,5	5,5						Séminaire d'une semaine à organiser en liaison avec AFW (en Afrique ou à Paris) LTX + STX Sous réserve de confirmation par AFW

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
									Prévues				Utilisées				
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site														
RDC	Gestion de la dette publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent le premier bulletin et rapport de la dette	T4	1,0	2,0	0,0	3,0					Mission sur place de deux semaines à la BRB LTX solo
RDC	Gestion de la dette publique	3- La sensibilisation des pays à l'utilisation des mécanismes de marché pour couvrir leurs besoins de financement Résultats attendus : Le nombre d'émetteurs sur le marché, le nombre d'émissions de titres d'Etat, les différents instruments de dette de marché utilisés	Appui à l'élaboration du cadre juridique du marché des titres de l'Etat	Appuyer les autorités à compléter les différents textes juridiques et réglementaires nécessaires pour le lancement et bon fonctionnement du marché des titres de l'Etat	Projet de textes et rapport de mission	Le cadre juridique du marché est élaboré	Adoption des textes par les autorités et lancement du marché des titres de l'Etat.	T1	1,0	0,0	2,5	3,5					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
RDC	Gestion des finances publiques	4 - Présentation et exécution des budgets en mode programme Résultats attendus : Les budgets sont présentés et exécutés en mode programme	Intégration des opérations sur ressources affectées dans la loi de finances	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Identification des opérations sur ressources affectées dans la loi de finances et respect des procédures par rapport à leur utilisation	Documentation budgétaire conforme à la loi relative à la loi de finances	Amélioration de la présentation de la loi de finances et ses annexes	T3	2,0	2,0	4,0	8,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
RDC	Régulation et supervision bancaire	1- Le cadre réglementaire et prudentiel. Résultats attendus : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Refondre la réglementation prudentielle relative à l'agrément des établissements, des dirigeants et des commissaires aux comptes	1e étape : revue de l'existant, détermination des dispositions à modifier ou à compléter. élaboration des canevas détaillés des nouveaux règlements. Projet à poursuivre en FY 2019 (dossier d'agrément, méthodologie)	Rapport de mission, canevas des règlements actualisés	Les nouveaux règlements sont prêts à être finalisés par la BCC	Rapport de mission, canevas des règlements actualisés	T4	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX Sous réserve de l'avis de LEG.
RDC	Régulation et supervision bancaire	2- Cadre de la supervision basée sur les risques et des autres processus de supervision. Résultats attendus : Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens dédiés à la supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire	Formation des superviseurs nouvellement recrutés à la supervision basée sur les risques (BCP) et au contrôle du risque de crédit et du risque opérationnel	Formation de base couvrant (i) les principes fondamentaux du Comité de Bâle, (ii) les processus de contrôle sur pièces et de contrôle sur place, (iii) l'approche de supervision basée sur les risques, (iv) le contrôle du risque de crédit et du risque opérationnel	Rapport de mission, support de formation	Les nouveaux superviseurs de la BCC ont reçu une formation adaptée aux BCP, à la supervision basée sur les risques et au contrôle du risque de crédit et du risque opérationnel	Rapport de mission, support de formation	T1	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX Sous réserve de l'avis de LEG.

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
									Prévues				Utilisées				
									Conseiller		Total		Conseiller		Total		
Bureau	Site	ECT	Total	Bureau	Site	ECT	Total										
RDC	Régulation et supervision bancaire	Cadre comptable et des normes IFRS lié aux créances improductives. Résultats attendus : Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement	Former les superviseurs de la BCC à la supervision des banques en normes IFRS	Achever le projet réactivé en 2016 par l'AFC en recentrant l'assistance technique (i) sur la norme IFRS 9 relative aux créances compromises et (ii) sur la méthodologie de supervision des états comptables et prudentiels en IFRS.	Support de présentation, rapport de mission, recommandations	La BCC est formée aux enjeux du passage aux IFRS spécifiques au risque de crédit. La capacité d'analyse des états en IFRS par les superviseurs est renforcée.	Rapport de mission, support de présentation, recommandations	T2	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
RDC	Statistiques des finances publiques	2- Appui à la mise en oeuvre de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire, et adhésion au SGDD	T1	2,0	2,0	2,0	6,0					Mission sur place de deux semaines à la BCC. LTX + STX
RDC	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1.	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX solo
RDC	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Appui aux travaux des comptes définitifs 2014	Suivi des travaux	Comptes définitifs 2014 - Tableau des ressources et des emplois (TRE)	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T2	1,0	0,0	2,0	3,0					Mission de "reconnaissance" de deux semaines. LTX solo
RDC	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Travaux préliminaires de passage au SCN 2008; formation au SCN 2008 liée aux nomenclatures	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, modèles de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T3	2,0	2,0	2,0	6,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Administration douanière	2- Renforcement des principales fonctions des administrations douanières Résultats attendus 1 : Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Missions STX d'appui à la modernisation des procédures douanières	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Nouvelles procédures douanières modernes adoptées, largement diffusées et utilisées par l'administration	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures douanières (y.c. le transit) sont en ligne avec les meilleures pratiques internationales et contribuent à promouvoir l'intégration régionale	T1	0,5	0,0	2,0	2,5					Mission sur place d'une semaine à la COBAC. LTX + STX A combiner avec l'autre mission d'une semaine sur la méthodologie DCP
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Administration fiscale	4 - Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 1 : Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T1	0,5	2,0	0,0	2,5					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Administration fiscale	4 - Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 1 : Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	Mission STX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T3	0,5	0,0	2,0	2,5					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX solo
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Gestion de la dette publique	1- La modernisation du cadre institutionnel, réglementaire et organisationnel pour la gestion de la dette publique Résultats attendus : Le cadre juridique, réglementaire et institutionnel mis en place est conforme au règlement de la CEMAC. La chaîne de gestion de la dette est bien structurée en front, middle et back office. Le comité national de dette publique est mis en place	Evaluation des besoins d'assistance technique en gestion de la dette	Procéder à l'état des lieux de la situation de la gestion de la dette; évaluer les besoins en assistance technique et élaborer un programme d'activité pour répondre à ces besoins	Rapport de mission	Programme d'activité de l'assistance technique qui sera fournie par AFC	Le programme d'assistance technique est élaboré	T1	0,5	1,0	0,0	1,5					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
									Prévues				Utilisées				
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site														
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Gestion des finances publiques	6- Renforcement des capacités Résultats attendus : Les acteurs sont à même d'aborber les nouvelles procédures induites par la mise en oeuvre des LOLF	Visite exploratoire en prévision de l'intégration à AFC					T2	2,0	2,0	1,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX solo Réalisation anticipée en avril 2017
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Régulation et supervision bancaire	1- Le cadre réglementaire et prudentiel. Résultats attendus : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Prendre contact avec la banque centrale de STP pour engager la stratégie d'assistance technique de l'AFC à l'égard de ce pays nouvellement rattaché	Evaluer les besoins d'assistance technique en régulation et supervision bancaire, de façon à proposer un programme pluri-annuel sous l'égide de l'AFC	Rapport de mission	Identification des thématiques devant faire l'objet d'une AT.	Rapport de mission	T3	1,0	2,0	0,0	3,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX A combiner avec la mission "risques informatiques" Sous réserve de l'accord de LEG
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Statistiques des finances publiques	2- Appui à la mise en oeuvre de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	1) Etat des lieux des SFPs base MSFP 2014 - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en oeuvre du MSFP 2014	Un tableau de passage à l'élaboration des SFP base MSFP 2014	T1	2,0	2,0	2,0	6,0					Mission sur place d'une semaine à la COBAC. LTX + STX A combiner avec la mission LCB-FT
TCHAD	Administration douanière	2- Renforcement des principales fonctions des administrations douanières Résultats attendus 2. Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des SFPs base MSFP 2014 - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T1	0,5	0,0	2,0	2,5					
TCHAD	Administration douanière	2- Renforcement des principales fonctions des administrations douanières Résultats attendus 2. Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement	T3	0,5	0,0	2,0	2,5					
TCHAD	Administration fiscale	4- Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 1 : Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T3	0,5	2,0	0,0	2,5					
TCHAD	Administration fiscale	4- Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	0,5	0,0	2,0	2,5					
TCHAD	Administration fiscale	4- Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	0,5	2,0	0,0	2,5					
TCHAD	Gestion de la dette publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T4	1,0	2,0	2,5	5,5					
TCHAD	Gestion de la dette publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent les premiers bulletin périodique et rapport annuel de la dette	T2	1,0	2,0	0,0	3,0					Séminaire d'une semaine à organiser en liaison avec AFW (en Afrique ou à Paris) LTX + STX Sous réserve de confirmation par AFW

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
									Prévues				Utilisées				
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site														
TCHAD	Gestion de la dette publique	3- La sensibilisation des pays à l'utilisation des mécanismes de marché pour couvrir leurs besoins de financement Résultats attendus : Le nombre d'émetteurs sur le marché, le nombre d'émissions de titres d'Etat, les différents instruments de dette de marché utilisés	AT sur l'identification des préalables pour l'émission des SUKUK	Assister les autorités à identifier les préalables réglementaires, institutionnels et techniques pour l'émission des SUKUK. Former le personnel sur la structuration et la gestion de ces émissions.	Rapport de mission et support de formation	Les préalables sont identifiés, un plan d'action est élaboré et les agents se sont familiarisés au processus d'émission des SUKUK	Un plan d'action est élaboré	T3	1,0	2,0	2,5	5,5					Séminaire d'une semaine à organiser à Libreville, Gabon LTX + STX Sous réserve de l'accord de LEG
TCHAD	Gestion des finances publiques	4- Présentation et exécution des budgets en mode programme Résultats attendus : Les budgets sont présentés et exécutés en mode programme	Elargissement de la couverture du budget au fonds affectés et amélioration de la tutelle financière des organismes publics	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Inventory des recettes affectées non retracées dans la loi de finances et propositions de rebudgetisation	Amélioration de la documentation budgétaire	Présentation de la loi de finances et de ses annexes	T1	2,0	2,0	2,0	6,0					
TCHAD	Gestion des finances publiques	5- Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les bonnes pratiques Résultats attendus : La fiabilité des comptes de l'Etat est améliorée	Atelier comptabilité - Poursuite des travaux de fiabilisation de la balance des comptes : suivi des instances de paiement	Améliorer l'image fidèle comptable et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Suivi du plan d'action de fiabilisation de la comptabilité de l'Etat - méthodologie et outils de suivi des arriérés de paiement	Automatiser et fiabiliser les comptes de l'Etat pour une meilleure qualité comptable	Amélioration du niveau des indicateurs de qualité de la balance générale et de la documentation comptable	T1	2,0	2,0	1,0	5,0					
TCHAD	Statistiques des finances publiques	1- Appui à la mise en oeuvre de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire, et adhésion au SGDD	T1	2,0	2,0	2,0	6,0					
TCHAD	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0					
TCHAD	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Travaux préliminaires de passage au SCN 2008; formation au SCN 2008 liée aux nomenclatures	Mise en place des nomenclatures et tables de passage	Nomenclatures, tables de passage, modèles de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T3	1,0	0,0	2,0	3,0					
BEAC	Gestion de la dette publique	3- La sensibilisation des pays à l'utilisation des mécanismes de marché pour couvrir leurs besoins de financement Résultats attendus : Le nombre d'émetteurs sur le marché, le nombre d'émissions de titres d'Etat, les différents instruments de dette de marché utilisés	Titrisation de la dette publique intérieure.	Appuyer la BEAC à établir le cadre juridique et les procédures et conditions de titrisation de la dette publique intérieure, y compris la dette des pays vis-à-vis la BEAC	Rapport de mission	Un projet de texte est élaboré et un plan d'action est proposé	Présentation d'un projet de texte sur la titrisation	T4	1,0	0,0	2,0	3,0					
CEMAC	Administration douanière	1- Modernisation des cadres institutionnel et organisationnel des administrations douanières Résultats attendus : Les procédures administratives douanières modernes sont légalement établies	Mission STX d'appui à la rédaction des textes d'application du code des douanes	Modernisation du cadre institutionnel des administrations douanières	Projet de textes d'application du nouveau code des douanes CEMAC	Les procédures administratives douanières sont légalement établies	Le nouveau code douanes CEMAC est adopté, diffusé et effectivement appliqué par tous les pays membres	T2	0,5	0,0	1,0	1,5					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
CEMAC	Administration douanière	1- Modernisation des cadres institutionnel et organisationnel des administrations douanières Résultats attendus : Les procédures administratives douanières modernes sont légalement établies	Mission STX d'appui à la vulgarisation du code des douanes et de ses textes d'application.	Modernisation du cadre institutionnel des administrations douanières	Outils didactiques et plan de diffusion du code des douanes et des textes d'application CEMAC	Les procédures administratives douanières sont légalement établies	Le nouveau code douanes CEMAC est adopté, diffusé et effectivement appliqué par tous les pays membres	T4	0,5	0,0	1,0	1,5					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX Sous réserve de l'avis de LEG.
CEMAC	Administration fiscale	3 - Modernisation des cadres institutionnel et organisationnel des administrations fiscales Résultats attendus : Les procédures administratives fiscales modernes sont légalement établies	Mission STX d'appui à la rédaction des directives communautaires	Modernisation du cadre institutionnel des administrations fiscales	Outils didactiques et plan de diffusion des nouvelles directives fiscales CEMAC	Les procédures administratives fiscales modernes sont légalement établies	Les pays membres appliquent effectivement et uniformément les dispositions de la directive CEMAC TVA/DA	T2	0,5	0,0	1,0	1,5					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX Sous réserve de l'avis de LEG.
CEMAC	Administration fiscale	3 - Modernisation des cadres institutionnel et organisationnel des administrations fiscales Résultats attendus : Les procédures administratives fiscales modernes sont légalement établies	Mission STX d'appui à la vulgarisation des réglementations communautaires	Modernisation du cadre institutionnel des administrations fiscales	Projet de textes d'application des directives CEMAC sur la TVA/DA	Les procédures administratives fiscales modernes sont légalement établies	Les pays membres appliquent effectivement et uniformément les dispositions de la directive CEMAC TVA/DA	T4	0,5	0,0	1,0	1,5					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
CEMAC	Gestion des finances publiques	1- Adoption et mise en oeuvre des directives CEMAC dans les états membres Résultats attendus : Les directives sont transposées dans les droits nationaux et appropriés par les acteurs	1 - Appui à l'avis de conformité de la CEMAC	Harmoniser le cadre des finances publiques des pays de la CEMAC Participer aux séminaires de la CEMAC	Lettre transmettant les observations sur les projets de textes assortis des propositions d'amélioration Compte rendu des séminaires cemac	Les textes adoptés sont alignés sur les directives et conformes aux spécificités des états membres.	Délais et qualité des avis de conformité délivrés par la C/CEMAC	T1 à T4	2,0	2,0	0,0	4,0					Mission sur place de deux semaines à la BCC. LTX + STX

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
									Prévues				Utilisées				
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site														
CEMAC	Régulation et supervision bancaire	1- Le cadre réglementaire et prudentiel. Résultats attendus : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires (1)	1e étape (i) Faire une étude d'impact du passage aux IFRS pour la supervision des groupes. (ii) Planification du projet	Rapport de mission, étude d'impact du passage aux IFRS, programme détaillé du projet	La COBAC dispose d'une vision claire des enjeux et des étapes du projet.	Rapport de mission, étude d'impact du passage aux IFRS, programme détaillé du projet	T1	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX solo
CEMAC	Régulation et supervision bancaire	1- Le cadre réglementaire et prudentiel. Résultats attendus : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires (2)	2e étape (iii) Formation des superviseurs au contrôle consolidé et aux normes IFRS pertinentes.	Rapport de mission, supports de formation	Les superviseurs de la COBAC sont formés à la supervision sur base consolidée, selon le référentiel IFRS applicable aux groupes bancaires. Projet à poursuivre en FY 2019	Rapport de mission, supports de formation	T3	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission de "reconnaissance" de deux semaines. LTX solo
CEMAC	Régulation et supervision bancaire	1- Le cadre réglementaire et prudentiel. Résultats attendus : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Renforcer les capacités du département juridique et la maîtrise des risques juridiques (1)	1e étape (i) Proposer un cadre de renforcement de la fonction de veille réglementaire. (ii) Proposer un cadre de gestion rénové des textes réglementaires relatifs à la supervision bancaire (iii) Etablir le cahier des charges d'un contrat de prestation de services avec un avocat-conseil	Rapport de mission, canevas de préconisations pour la veille réglementaire et la gestion des textes réglementaires, canevas de cahier des charges (à finaliser par la COBAC)	La fonction juridique de la COBAC (DAJ) dispose d'une feuille de route pour renforcer la rigueur de ses processus internes de gestion.	Rapport de mission, canevas de préconisations pour la veille réglementaire et la gestion des textes réglementaires, canevas de cahier des charges (à finaliser par la COBAC)	T1	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
CEMAC	Régulation et supervision bancaire	1- Le cadre réglementaire et prudentiel. Résultats attendus : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Renforcer les capacités du département juridique et la maîtrise des risques juridiques (2)	2e étape (iv) Proposer un canevas de procédures internes régissant le fonctionnement du collège de la COBAC, notamment le processus de décision portant sur le traitement des situations individuelles des établissements en difficulté. (v) Proposer une restructuration du processus interne d'élaboration des réglementations prudentielles.	Rapport de mission, canevas de procédure	La fonction juridique de la COBAC (DAJ) est en mesure de finaliser la procédure interne relative au secrétariat du collège de la COBAC, ainsi que le processus de décision portant sur l'élaboration de la réglementation prudentielle.	Rapport de mission, canevas de procédure	T4	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
CEMAC	Régulation et supervision bancaire	1- Le cadre réglementaire et prudentiel. Résultats attendus : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Renforcer la supervision des émetteurs de monnaie électronique et des transactions par téléphone mobile (1)	1e étape (i) Faire un diagnostic des activités innovantes et des enjeux liés à l'usage des nouveaux moyens de paiement. (ii) Proposer un nouveau cadre de supervision pour la nouvelle catégorie d'établissements agréés	Rapport de mission, canevas de proposition d'adaptation du règlement relatif à l'agrément, clarification des étapes suivantes du projet.	Une nouvelle catégorie d'établissement est instituée. Les étapes suivantes du projet sont programmées. Projet à poursuivre en FY 2019.	Rapport de mission, canevas de proposition d'adaptation du règlement relatif à l'agrément, clarification des étapes suivantes du projet.	T2	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX solo Réalisation anticipée en avril 2017

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
									Prévues				Utilisées				
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site														
CEMAC	Régulation et supervision bancaire	1- Le cadre réglementaire et prudentiel. Résultats attendus : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Adapter la réglementation prudentielle au profil de risque des établissements de microfinance	Revue du cadre prudentiel applicable spécifiquement aux EMF. Suggestion d'ajustement des ratios prudentiels et des autres exigences réglementaires.	Rapport de mission. Recommandations détaillées de modifications réglementaires	Le service de contrôle des EMF de la COBAC (DMF) dispose d'un cadre prudentiel applicable aux EMF plus en phase avec le profil de risque spécifique des EMF, lui permettant mieux de prévenir les difficultés individuelles.	Rapport de mission. Recommandations détaillées de modifications réglementaires	T2	1,0	2,0	0,0	3,0					Mission sur place d'une semaine à la COBAC. STX solo A planifier
CEMAC	Régulation et supervision bancaire	2- Cadre de la supervision basée sur les risques et des autres processus de supervision. Résultats attendus : Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens dédiés à la supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire	Développer la méthodologie du contrôle sur place	Rédiger un canevas de note méthodologique pour le contrôle sur place (DIB) concernant le contrôle des dispositifs de maîtrise des risques opérationnels et notamment de fraude.	Rapport de mission, canevas de note méthodologique	Les inspecteurs de la COBAC (DIB) disposent d'une capacité renforcée à vérifier les risques opérationnels et de fraude dans les banques, selon une approche par les risques. Projet d'AT méthodologique à poursuivre en FY2019	Rapport de mission, canevas de note méthodologique	T3	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission de deux semaines à la BCC. LTX + STX
CEMAC	Régulation et supervision bancaire	2- Cadre de la supervision basée sur les risques et des autres processus de supervision. Résultats attendus : Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens dédiés à la supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire	Développer la méthodologie du contrôle sur pièces	Evaluer les pratiques en place au DCP et au DMF afin de proposer des orientations pour optimiser la qualité des processus opérationnels d'analyse des situations individuelles et de formalisation des études et des propositions de décisions à l'attention du SG-COBAC.	Rapport de mission, recommandations	Les superviseurs en charge du contrôle sur pièces de la COBAC (DCP, DMF) ont une capacité renforcée pour mieux exploiter les informations et formaliser des analyses plus réactives et pertinentes, selon une approche de la supervision basée sur les risques. Au besoin, l'AT devrait se poursuivre en FY 2019	Rapport de mission, recommandations	T4	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission de deux semaines à la BRB. LTX + STX
CEMAC	Régulation et supervision bancaire	2- Cadre de la supervision basée sur les risques et des autres processus de supervision. Résultats attendus : Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens dédiés à la supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire	Renforcer la qualité des procédures internes de la COBAC	Etablir une "procédure des procédures" pour structurer le processus de gestion des procédures internes au SG-COBAC en matière de supervision bancaire	Rapport de mission, canevas de procédure	Le SG-COBAC a la capacité de structurer sa fonction de gestion des procédures de ses différents départements, pour mieux formaliser les modalités de mise en œuvre de la supervision basée sur les risques. Au besoin, ce projet pourra se poursuivre en FY2019.	Rapport de mission, canevas de procédure	T1	1,0	2,0	0,0	3,0					Mission de deux semaines à la BRB. LTX + STX
CEMAC	Régulation et supervision bancaire	2- Cadre de la supervision basée sur les risques et des autres processus de supervision. Résultats attendus : Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens dédiés à la supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire	Développer la capacité de mener des audits informatiques	Effectuer une mission de formation pratique à la mise en œuvre du référentiel de contrôle de la sécurité des systèmes d'information dans les banques	Rapport de mission, supports de formation	Les inspecteurs informatiques, qui disposent déjà d'un référentiel établi selon une approche de la supervision basée sur les risques, ont la capacité de le mettre en œuvre lors des contrôles sur place.	Rapport de mission, supports de formation	T2	1,0	0,0	1,0	2,0					Mission sur place de deux semaines à la BCC. LTX + STX

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
									Prévues				Utilisées				
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site														
REGIONAL	Administration douanière	2- Renforcement des principales fonctions des administrations douanières Résultats attendus 2. Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Séminaire sur le suivi des transit et le contrôle à destination des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Guide pratique de suivi des régimes fonctionnels et de contrôle des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	0,5	0,0	2,0	2,5					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
REGIONAL	Administration fiscale	4 - Renforcement des administrations fiscales Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Séminaire sur le renforcement de la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières et fiscales	Programmes de contrôles basés sur les principaux risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles douaniers et fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	0,5	1,0	2,0	3,5					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX solo Réalisation anticipée en avril 2017
REGIONAL	Gestion de la dette publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Atelier régional sur l'analyse de viabilité de la dette, organisé en collaboration avec le siège (département SPR).	Renforcer les capacités et les connaissances des agents en matière d'AVD et des nouvelles directives du FMI en matière d'endettement public.	Support de formation sur les concepts d'AVD et cas pratiques	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont sensibilisés sur les nouvelles directives du FMI en matière d'endettement public.	Nombre des agents formés et évaluation de l'atelier.	T1	2,5	1,0	1,5	5,0					Mission sur place d'une semaine à la COBAC. STX solo A planifier
REGIONAL	Gestion des finances publiques	6 - Renforcement des capacités Résultats attendus : Les acteurs sont à même d'aborber les nouvelles procédures induites par la mise en oeuvre des LOLF	Séminaire sur le suivi des l'exécution budgétaire et comptable	Améliorer le suivi de l'exécution du budget et de la chaîne de la dépense et de la dette	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des acteurs en charge du suivi budgétaire et comptable et de la dette	Taux de satisfaction des participants supérieur a 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2017-18	T2	2,0	2,0	1,0	5,0					Mission de deux semaines à la BCC. LTX + STX
REGIONAL	Gestion des finances publiques	6 - Renforcement des capacités Résultats attendus : Les acteurs sont à même d'aborber les nouvelles procédures induites par la mise en oeuvre des LOLF	Séminaire sur le contrôle interne BUDGET /Trésor	Appuyer la mise en place du contrôle interne dans les administrations financières	Schémas d'organisation du contrôle interne budget et trésor	Mise en place de dispositif de contrôle interne	Effectivité du contrôle interne comptable et budgétaire	T3	2,0	2,0	1,0	5,0					Mission de deux semaines à la BRB. LTX + STX
REGIONAL	Gestion des finances publiques	6 - Renforcement des capacités Résultats attendus : Les acteurs sont à même d'aborber les nouvelles procédures induites par la mise en oeuvre des LOLF	FOHBAC Réformes de 2nde génération et réorganisation des services budgétaires	Favoriser les échanges sur les meilleures pratiques	Identification et justification des Grandes fonctions des services budgétaires	Impulsion des réformes organisationnelles des services budgétaires	Nombre de pays ayant adapté l'organisation des services budgétaires	T4	2,0	2,0	1,0	5,0					Mission de deux semaines à la BRB. LTX + STX
REGIONAL	Institut pour le Renforcement des Capacités (ICD) du FMI	Gestion macroéconomique Résultat attendu : Renforcement des capacités des cadres régionaux en matière de gestion macroéconomique	Cours Régional (ICD) sur la gestion macroéconomique	Renforcer les capacités des cadres régionaux en matière de gestion macroéconomique	Les communications et les enseignements du cours sont délivrés	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	T4	0,0	0,0	4,0	4,0					Mission sur place de deux semaines à la BCC. LTX + STX
REGIONAL	Régulation et supervision bancaire	0- Séminaires régionaux Résultats attendus : favoriser les échanges de bonnes pratiques sur un thème d'intérêt commun	Séminaire régional méthodologique sur le contrôle des dispositifs de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme dans les banques	Présenter les orientations pratiques de la supervision de la LCB-FT adaptées centrale à partir des recommandations récentes du GAFI	Support de présentation, rapport de mission	Définition d'une "feuille de route" pour l'ajustement des modalités de travail des autorités	Recommandations du rapport, évaluations des participants	T1	1,0	1,0	2,0	4,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
									Prévues				Utilisées				
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site														
REGIONAL	Régulation et supervision bancaire	0- Séminaires régionaux Résultats attendus : favoriser les échanges de bonnes pratiques sur un thème d'intérêt commun	Séminaire inter-régional commun avec AFW sur la méthodologie de supervision du risque de crédit	Présenter les standards actuels d'évaluation du risque de crédit et les orientations méthodologiques de supervision et de contrôle	Support de présentation, rapport de mission	Définition d'une "feuille de route" pour l'ajustement des modalités de travail des autorités	Recommandations du rapport, évaluations des participants	T3	1,0	1,0	2,0	4,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX Sous réserve de l'avis de LEG. STX juriste à proposer par LEG ?
REGIONAL	Statistiques des finances publiques	3- Le renforcement des capacités, le partage d'expérience et les bonnes pratiques régionales et internationales en matière d'élaboration des statistiques des finances publiques	Séminaire régional	Appui à la mise en œuvre du nouveau cadre d'analyse minimum de la Directive No. 5 du TOFE de la CEMAC; Appui à la mise œuvre du MSFP 2014 par le Burundi & la RDC	Des cas pratiques portant sur des parties du TOFE. Actualisation des plans d'action d'adoption du MSFP 2014	Discussion entre les participants et un niveau plus approfondi de maîtrise de la méthodologie du MSFP 2014	Plan d'actions actualisé, TOFE expérimental par pays	T4	3,0	1,0	1,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX Sous réserve de l'avis de LEG. STX juriste à proposer par LEG ?
REGIONAL	Statistiques macroéconomiques	4- Renforcement des capacités Résultats attendus : Formation des cadres aux travaux de comptabilité nationale	Atelier d'AFRISTAT en comptabilité nationale	Renforcer les capacités et coordonner l'assistance technique	Programme coordonné d'assistance technique	Echanges d'information sur les programmes des uns et des autres	L'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T2	0,5	1,0	0,0	1,5					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
REGIONAL	Statistiques macroéconomiques	4- Renforcement des capacités Résultats attendus : Formation des cadres aux travaux de comptabilité nationale	Séminaire formation au SCN 2008 : - Nomenclatures, Collecte et modèles de traitement des sources	Renforcer la capacité des comptables nationaux à élaborer les comptes nationaux.	Modèle de nomenclatures, Méthodes de traitement	La compréhension du système de comptabilité nationale par les cadres nationaux est renforcée	L'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T1	2,0	1,0	3,0	6,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
REGIONAL	Statistiques macroéconomiques	4- Renforcement des capacités Résultats attendus : Formation des cadres aux travaux de comptabilité nationale	Séminaire CEMAC / CEEAC	Participation du Conseiller	Coordination		L'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T3	0,5	1,0	0,0	1,5					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX solo



ANNEXE 3 : PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018 PAR PAYS/REGION

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires	
									Prévues				Utilisées					
									Conseiller		ECT		Conseiller		ECT			
Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site											
BURUNDI	Administration douanière	2- Renforcement des principales fonctions des administrations douanières Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	0,5	0,0	2,0	2,5						
BURUNDI	Administration fiscale	4 - Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	0,5	2,0	0,0	2,5						Atelier à organiser le cas échéant à AFC au profit de 6 cadres: Equivalent 1/2 STX
BURUNDI	Gestion de la dette publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent les premiers bulletins et rapports de la dette	T4	1,0	1,0	1,0	3,0						Atelier à organiser le cas échéant à AFC au profit de 6 cadres: Equivalent 1/2 STX
BURUNDI	Gestion de la dette publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T1	1,0	1,0	1,0	3,0						
BURUNDI	Gestion des finances publiques	2- Renforcement des capacités sur la comptabilité budgétaire et la comptabilité générale Résultats attendus : Acquisition des fondamentaux en matière budgétaire et comptable	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères ordonnateurs de budgets	Atténuer les risques liés à la déconcentration de la fonction d'ordonnement	Plan d'action ministériel	Mise en place du contrôle interne budgétaire dans les ministères prioritaires	Institution du contrôle interne	T1	2,0	2,0	2,0	6,0						
BURUNDI	Gestion des finances publiques	2- Renforcement des capacités sur la comptabilité budgétaire et la comptabilité générale Résultats attendus : Acquisition des fondamentaux en matière budgétaire et comptable	Atelier de renforcement des capacités sur la comptabilité générale de l'Etat	Améliorer la chaîne de la dépense et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Production des documents comptables de base, meilleure maîtrise du suivi de la trésorerie	Fiabilisation des documents comptables (Balance) mise en place d'un plan de trésorerie	Amélioration de la gestion de trésorerie	T1	2,0	1,0	1,0	4,0						Séminaire d'une semaine à organiser à Libreville, Gabon LTX + STX Sous réserve de l'accord de LEG

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
									Prévues				Utilisées				
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site														
BURUNDI	Régulation et supervision bancaire	1- Le cadre réglementaire et prudentiel. Résultats attendus : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Evaluer sur place des besoins d'assistance technique à moyen terme	Première mission de reprise sur le terrain depuis la suspension des missions (mai 2015). Appréciation de la situation et des besoins d'AT en régulation et supervision bancaire	Rapport de mission	Les orientations à moyen terme de l'assistance technique à délivrer par l'AFC sont identifiées et discutées avec la BRB	Rapport de mission	T1	1,0	2,0	0,0	3,0					Séminaire d'une semaine à organiser en liaison avec AFW (en Afrique ou à Paris) LTX + STX Sous réserve de confirmation par AFW
BURUNDI	Régulation et supervision bancaire	3- Cadre de la mise en application de Bâle II/III Résultats attendus : Assurer que les banques disposent de fonds propres et d'une situation de liquidité solide, pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuer à la stabilité du système financier	Réformer la réglementation relative à la liquidité	Suite du projet engagé en FY 2017 (LCR/Bâle III). (i) Achever la transposition du LCR : finaliser le projet de ratio (prise en compte de l'étude d'impact). (ii) Engager la révision du ratio de transformation (NSFR/Bâle III).	Rapport de mission. Canevas d'un nouveau projet de règlement prudentiel sur le ratio de liquidité à court terme. Plan de travail pour le futur NSFR	Nouvelle réglementation prête à être finalisée par la BRB	Rapport de mission. Canevas d'un nouveau projet de règlement prudentiel sur le ratio de liquidité à court terme. Plan de travail pour le futur NSFR	T2	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la BRB LTX solo
BURUNDI	Régulation et supervision bancaire	3- Cadre de la mise en application de Bâle II/III Résultats attendus : Assurer que les banques disposent de fonds propres et d'une situation de liquidité solide, pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuer à la stabilité du système financier	Réformer la réglementation relative à la liquidité	2e mission. (i) Finaliser le projet de ratio NSFR. (ii) Compléter la réforme réglementaire (Bâle III) avec les dispositions relatives à la gestion et la maîtrise du risque de liquidité	Rapport de mission. Canevas d'un nouveau projet de règlement prudentiel sur le ratio de transformation à long terme et les règles de gestion du risque de liquidité	Nouvelle réglementation prête à être finalisée par la BRB	Rapport de mission. Canevas d'un nouveau projet de règlement prudentiel sur le ratio de transformation à long terme et les règles de gestion du risque de liquidité	T4	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
CONGO	Administration fiscale	4 - Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Mission LTX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	0,5	2,0	0,0	2,5					
CONGO	Gestion de la dette publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Support de formation	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document de SDMT pays.	T2	1,0	2,0	2,5	5,5					
CONGO	Gestion de la dette publique	1- La modernisation du cadre institutionnel, réglementaire et organisationnel pour la gestion de la dette publique Résultats attendus : Le cadre juridique, réglementaire et institutionnel mis en place est conforme au règlement de la CEMAC. La chaîne de gestion de la dette est bien structurée en front, middle et back office. Le comité national de dette publique est mis en place	Appui à la dynamisation du comité de coordination des activités de la dette.	Réviser le texte régissant l'organisation, la mission du CNDP et proposer des mesures capables de le rendre opérationnel	Un nouveau projet de texte sur le CNDP	Les autorités sont sensibilisées sur l'importance du CNDP dans le processus d'endettement	Le texte sur le CNDP est révisé et le CNDP devient opérationnel	T1	1,0	2,0	0,0	3,0					

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires	
									Prévues				Utilisées					
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total		
Bureau	Site	Bureau	Site															
CONGO	Gestion des finances publiques	4- Présentation et exécution des budgets en mode programme Résultats attendus : Les budgets sont présentés et exécutés en mode programme	Production des documents budgétaires conformes à la loi	Améliorer la qualité des documents budgétaires	Fixation des macro processus et des formats des documents budgétaires	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire	Amélioration de la documentation budgétaire	T2	2,0	2,0	2,0	6,0						
CONGO	Gestion des finances publiques	5- Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les bonnes pratiques Résultats attendus : La fiabilité des comptes de l'Etat est améliorée	Production des états comptables	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Plan d'action prioritaire sur la comptabilité et la gestion de la trésorerie	Restauration progressive des fondamentaux de la comptabilité et gestion de la trésorerie	Plan d'action comptabilité et gestion trésorerie validé	T2	2,0	2,0	2,0	6,0						
CONGO	Statistiques des finances publiques	1- Appui à la mise en oeuvre de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	TOFES des exercices 2013-15, incluant sous-secteurs des extrabudgétaires/ sécurité sociale et collectivités locales	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2013-2015	TOFES 2013-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire, et adhésion au SGDD	T2	3,0	2,0	2,0	7,0						
CONGO	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1.	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0						
CONGO	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Appui aux travaux des comptes définitifs 2014	Suivi des travaux	Comptes définitifs 2014 - Tableau des ressources et des emplois (TRE)	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T2	1,0	0,0	2,0	3,0						
CONGO	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Travaux préliminaires de passage au SCN 2008; formation au SCN 2008 liée aux nomenclatures	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, modèles de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T3	2,0	2,0	0,0	4,0						
GABON	Administration douanière	2- Renforcement des principales fonctions des administrations douanières Résultats attendus 2. Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	0,5	0,0	2,0	2,5						
GABON	Administration douanière	2- Renforcement des principales fonctions des administrations douanières Résultats attendus 2. Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles à posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle a posteriori et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement	T4	0,5	0,0	2,0	2,5						
GABON	Administration fiscale	4- Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T1	0,5	0,0	2,0	2,5						
GABON	Administration fiscale	4- Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T1	1,0	0,0	0,0	1,0						
GABON	Administration fiscale	4- Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T2	1,0	0,0	0,0	1,0						
GABON	Administration fiscale	4- Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	1,0	0,0	0,0	1,0						

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires	
									Prévues				Utilisées					
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total		
Bureau	Site	Bureau	Site															
GABON	Administration fiscale	4 - Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Mission LTX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	1,0	0,0	0,0	1,0						
GABON	Gestion de la dette publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette MAC-DSA	Assister les agents à s'approprier les fondements théoriques sous-tendant l'AVD et l'utilisation de l'outil MAC-DSA. Sensibiliser les agents à l'importance de l'AVD dans les politiques budgétaires et de gestion de la dette;	Support de formation sur les concepts et l'outil d'AVD;	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Le nombre de cadres formés	T3	1,0	2,0	2,5	5,5						
GABON	Gestion des finances publiques	4 - Présentation et exécution des budgets en mode programme Résultats attendus : Les budgets sont présentés et exécutés en mode programme	Dernière mission sur les opérations financières sur les ressources affectées et la tutelle des établissements publics	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Inventaire des affectations non intégrées dans la loi de finances et propositions de prise en charge	Amélioration de la documentation budgétaire	Amélioration de la présentation de la loi de finances et de ses annexes	T1	2,0	2,0	2,0	6,0						
GABON	Statistiques des finances publiques	1- Appui à la mise en oeuvre de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	TOFEs des exercices 2013-15, incluant sous-secteurs des extrabudgétaires/ sécurité sociale et collectivités locales	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire, et adhésion au SGDD	T3	3,0	2,0	2,0	7,0						
GABON	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié d'élaboration de comptes nationaux est disponible	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T2	1,0	2,0	0,0	3,0						
GABON	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Calcul des indicateurs économiques IPI, IPPI, etc.	Mise en place des indicateurs économiques pour les comptes nationaux	Indicateurs IPI, IPPI etc.	Reprise du calcul de l'IPI et l'IPPI	Nombre de personnes formées	T3	1,0	0,0	2,0	3,0						
GUINEE-EQUATORIALE	Administration douanière	2- Renforcement des principales fonctions des administrations douanières Résultats attendus 1 : Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Missions STX d'appui à la modernisation des procédures douanières	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Nouvelles procédures douanières modernes adoptées, largement diffusées et utilisées par l'administration	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures douanières (y.c. le transit) sont en ligne avec les meilleures pratiques internationales et contribuent à promouvoir l'intégration régionale	T2	0,5	0,0	2,0	2,5						
GUINEE-EQUATORIALE	Administration douanière	2- Renforcement des principales fonctions des administrations douanières Résultats attendus 1 : Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Missions STX d'appui à la modernisation des procédures douanières	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Procédures douanières modernes utilisées dans le système informatique douanier	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	La traçabilité de marchandises et des opérations douanières est renforcée dans les systèmes informatiques	T4	0,3	0,0	2,0	2,3						
GUINEE-EQUATORIALE	Administration fiscale	4 - Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 1 : Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmenté 2. La gestion des paiements est améliorée	T1	0,5	1,0	0,0	1,5						

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires	
									Prévues				Utilisées					
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total		
Bureau	Site	Bureau	Site															
GUINEE-EQUATORIALE	Administration fiscale	4 - Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 1 : Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T3	0,5	1,0	0,0	1,5						
GUINEE-EQUATORIALE	Administration fiscale	4 - Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	0,5	0,0	2,0	2,5						
GUINEE-EQUATORIALE	Gestion des finances publiques	4 - Présentation et exécution des budgets en mode programme Résultats attendus : Les budgets sont présentés et exécutés en mode programme	Appui à la préparation du budget	Rendre disponible une documentation budgétaire conforme à la Directive CEMAC 2011 relative à la loi de Finances	Plan d'action pour l'amélioration de la documentation budgétaire	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire	Le projet de loi de finances et ses annexes	T3	2,0	2,0	2,0	6,0						
GUINEE-EQUATORIALE	Gestion des finances publiques	5- Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les bonnes pratiques Résultats attendus : La fiabilité des comptes de l'Etat est améliorée	Atelier de renforcement des capacités sur la comptabilité générale de l'Etat	Améliorer la chaîne de la dépense et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Les communications délivrées et les recommandations de l'atelier	Les capacités des participants sont renforcées en matière de comptabilité générale	Production des balances et documents comptables	T3	2,0	2,0	1,0	5,0						
GUINEE-EQUATORIALE	Statistiques des finances publiques	1- Appui à la mise en œuvre de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise œuvre du MSFP 2014	1) Etat des lieux des SFPs base MSFP 2014 - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en œuvre du MSFP 2014	Un tableau de passage et un fichier-Assistant à l'élaboration des SFP base MSFP 2014	T4	2,0	2,0	2,0	6,0						
GUINEE-EQUATORIALE	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1.	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0						
GUINEE-EQUATORIALE	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Travaux préliminaires de passage au SCN 2008: formation au SCN 2008 liée aux nomenclatures	Mise en place des nomenclatures et tables de passage	Nomenclatures, tables de passage, modèles de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T3	1,0	0,0	2,0	3,0						
RCA	Administration douanière	2- Renforcement des principales fonctions des administrations douanières Résultats attendus 2. Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle a destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T1	0,3	0,0	2,0	2,3						
RCA	Administration douanière	2- Renforcement des principales fonctions des administrations douanières Résultats attendus 2. Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	0,3	0,0	2,0	2,3						
RCA	Administration douanière	2- Renforcement des principales fonctions des administrations douanières Résultats attendus 2. Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement	T3	0,3	0,0	2,0	2,3						
RCA	Administration fiscale	4 - Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 1 : Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T1	0,5	2,0	0,0	2,5						

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
									Prévues				Utilisées				
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site														
RCA	Administration fiscale	4 - Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 1 : Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	Mission STX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T2	0,5	0,0	2,0	2,5					
RCA	Administration fiscale	4 - Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	0,5	2,0	0,0	2,5					
RCA	Administration fiscale	4 - Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	0,5	0,0	2,0	2,5					
RCA	Gestion de la dette publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Formation sur l'identification et la gestion des sources de vulnérabilité d'un portefeuille de dette	Appropriation des techniques d'évaluation et de gestion des risques d'un portefeuille de dette	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables d'identifier et mesurer les différents risques d'un portefeuille de dette et proposer des mesures pour atténuer ces risques	Le nombre de cadres formés	T2	1,0	2,0	0,0	3,0					
RCA	Gestion de la dette publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent le premier bulletin et rapport de la dette	T4	1,0	2,0	0,0	3,0					
RCA	Gestion de la dette publique	1- La modernisation du cadre institutionnel, réglementaire et organisationnel pour la gestion de la dette publique Résultats attendus : Le cadre juridique, réglementaire et institutionnel mis en place est conforme au règlement de la CEMAC. La chaîne de gestion de la dette est bien structurée en front, middle et back office. Le comité national de dette publique est mis en place	Réforme du cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette publique	Appuyer les autorités à moderniser le cadre juridique et institutionnel de la dette pour le rendre conforme aux meilleures pratiques internationales.	Rapport de mission incluant le projet de textes des réformes	Le plan d'action identifié est mis en application et les textes des réformes sont élaborés.	Les réformes sont approuvées et mises en place par les autorités	T3	1,0	2,0	2,5	5,5					

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires	
									Prévues				Utilisées					
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total		
Bureau	Site	Bureau	Site															
RCA	Gestion des finances publiques	4- Présentation et exécution des budgets en mode programme Résultats attendus : Les budgets sont présentés et exécutés en mode programme	Pilotage de la préparation et de l'exécution du budget et les documents budgétaires	Respecter les normes de qualité du processus et des documents budgétaires	Fixation des macro processus et des formats des documents budgétaires	Amélioration du processus et de la documentation budgétaire	Disponibilité des instruments de pilotage de la préparation et de l'exécution du budget	T4	2,0	2,0	2,0	6,0						
RCA	Gestion des finances publiques	5- Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les normes pratiques Résultats attendus : La fiabilité des comptes de l'Etat est améliorée	Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Suivi du plan d'actions sur la gestion budgétaire - Documents budgétaires type élaborés	Le rétablissement progressif de la fonction budgétaire e l'Etat s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action adopté par les autorités	Taux de mise en œuvre du plan d'action	T4	2,0	2,0	2,0	6,0						
RCA	Statistiques des finances publiques	1- Appui à la mise en œuvre de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire, et adhésion au SGDD	T4	2,0	2,0	2,0	6,0						
RCA	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié d'élaboration de comptes nationaux est disponible	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T3	1,0	2,0	0,0	3,0						
RCA	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Comptes nationaux provisoires - Formation au SCN 2008	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisoires et formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2013-2015 sont disponibles	Les comptes nationaux maîtrisent la méthode des comptes provisoires et sont formés au SCN 2008	Nombre de personnes formées	T3	2,0	2,0	2,0	6,0						
RCA	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Revue de l'IPI, IPPI	Mise à jour du calcul des indicateurs	indicateurs IPI, IPPI etc.	Reprise du calcul de l'IPI et IPPI	Nombre de personnes formées	T4	0,0	0,0	0,0	0,0						Reserve
RDC	Administration douanière	2- Renforcement des principales fonctions des administrations douanières Résultats attendus 2. Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des transit et de contrôle à destination des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	0,5	0,0	2,0	2,5						
RDC	Administration fiscale	4- Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Mission LTX sur la programmation/cond uite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	0,5	2,0	0,0	2,5						Séminaire d'une semaine à organiser à Libreville, Gabon LTX + STX Sous réserve de l'accord de LEG
RDC	Gestion de la dette publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T1	1,0	2,0	2,5	5,5						Séminaire d'une semaine à organiser en liaison avec AFW (en Afrique ou à Paris) LTX + STX Sous réserve de confirmation par AFW

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
									Prévues				Utilisées				
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site														
RDC	Gestion de la dette publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent le premier bulletin et rapport de la dette	T4	1,0	2,0	0,0	3,0					Mission sur place de deux semaines à la BRB LTX solo
RDC	Gestion de la dette publique	3- La sensibilisation des pays à l'utilisation des mécanismes de marché pour couvrir leurs besoins de financement Résultats attendus : Le nombre d'émetteurs sur le marché, le nombre d'émissions de titres d'Etat, les différents instruments de dette de marché utilisés	Appui à l'élaboration du cadre juridique du marché des titres de l'Etat	Appuyer les autorités à compléter les différents textes juridiques et réglementaires nécessaires pour le lancement et bon fonctionnement du marché des titres de l'Etat	Projet de textes et rapport de mission	Le cadre juridique du marché est élaboré	Adoption des textes par les autorités et lancement du marché des titres de l'Etat.	T1	1,0	0,0	2,5	3,5					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
RDC	Gestion des finances publiques	4 - Présentation et exécution des budgets en mode programme Résultats attendus : Les budgets sont présentés et exécutés en mode programme	Intégration des opérations sur ressources affectées dans la loi de finances	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Identification des opérations sur ressources affectées dans la loi de finances et respect des procédures par rapport à leur utilisation	Documentation budgétaire conforme à la loi relative à la loi de finances	Amélioration de la présentation de la loi de finances et ses annexes	T3	2,0	2,0	4,0	8,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
RDC	Régulation et supervision bancaire	1- Le cadre réglementaire et prudentiel. Résultats attendus : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Refondre la réglementation prudentielle relative à l'agrément des établissements, des dirigeants et des commissaires aux comptes	1e étape : revue de l'existant, détermination des dispositions à modifier ou à compléter. élaboration des canevas détaillés des nouveaux règlements. Projet à poursuivre en FY 2019 (dossier d'agrément, méthodologie)	Rapport de mission, canevas des règlements actualisés	Les nouveaux règlements sont prêts à être finalisés par la BCC	Rapport de mission, canevas des règlements actualisés	T4	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX Sous réserve de l'avis de LEG.
RDC	Régulation et supervision bancaire	2- Cadre de la supervision basée sur les risques et des autres processus de supervision. Résultats attendus : Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens dédiés à la supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire	Formation des superviseurs nouvellement recrutés à la supervision basée sur les risques (BCP) et au contrôle du risque de crédit et du risque opérationnel	Formation de base couvrant (i) les principes fondamentaux du Comité de Bâle, (ii) les processus de contrôle sur pièces et de contrôle sur place, (iii) l'approche de supervision basée sur les risques, (iv) le contrôle du risque de crédit et du risque opérationnel	Rapport de mission, support de formation	Les nouveaux superviseurs de la BCC ont reçu une formation adaptée aux BCP, à la supervision basée sur les risques et au contrôle du risque de crédit et du risque opérationnel	Rapport de mission, support de formation	T1	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX Sous réserve de l'avis de LEG.

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
									Prévues				Utilisées				
									Conseiller		Total		Conseiller		Total		
Bureau	Site	ECT	Total	Bureau	Site	ECT	Total										
RDC	Régulation et supervision bancaire	Cadre comptable et des normes IFRS lié aux créances improductives. Résultats attendus : Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement	Former les superviseurs de la BCC à la supervision des banques en normes IFRS	Achever le projet réactivé en 2016 par l'AFC en recentrant l'assistance technique (i) sur la norme IFRS 9 relative aux créances compromises et (ii) sur la méthodologie de supervision des états comptables et prudentiels en IFRS.	Support de présentation, rapport de mission, recommandations	La BCC est formée aux enjeux du passage aux IFRS spécifiques au risque de crédit. La capacité d'analyse des états en IFRS par les superviseurs est renforcée.	Rapport de mission, support de présentation, recommandations	T2	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
RDC	Statistiques des finances publiques	2- Appui à la mise en oeuvre de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire, et adhésion au SGDD	T1	2,0	2,0	2,0	6,0					Mission sur place de deux semaines à la BCC. LTX + STX
RDC	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1.	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX solo
RDC	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Appui aux travaux des comptes définitifs 2014	Suivi des travaux	Comptes définitifs 2014 - Tableau des ressources et des emplois (TRE)	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T2	1,0	0,0	2,0	3,0					Mission de "reconnaissance" de deux semaines. LTX solo
RDC	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Travaux préliminaires de passage au SCN 2008; formation au SCN 2008 liée aux nomenclatures	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, modèles de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T3	2,0	2,0	2,0	6,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Administration douanière	2- Renforcement des principales fonctions des administrations douanières Résultats attendus 1 : Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Missions STX d'appui à la modernisation des procédures douanières	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Nouvelles procédures douanières modernes adoptées, largement diffusées et utilisées par l'administration	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures douanières (y.c. le transit) sont en ligne avec les meilleures pratiques internationales et contribuent à promouvoir l'intégration régionale	T1	0,5	0,0	2,0	2,5					Mission sur place d'une semaine à la COBAC. LTX + STX A combiner avec l'autre mission d'une semaine sur la méthodologie DCP
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Administration fiscale	4 - Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 1 : Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T1	0,5	2,0	0,0	2,5					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Administration fiscale	4 - Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 1 : Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	Mission STX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T3	0,5	0,0	2,0	2,5					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX solo
SAO TOME-ET-PRINCIPE	Gestion de la dette publique	1- La modernisation du cadre institutionnel, réglementaire et organisationnel pour la gestion de la dette publique Résultats attendus : Le cadre juridique, réglementaire et institutionnel mis en place est conforme au règlement de la CEMAC. La chaîne de gestion de la dette est bien structurée en front, middle et back office. Le comité national de dette publique est mis en place	Evaluation des besoins d'assistance technique en gestion de la dette	Procéder à l'état des lieux de la situation de la gestion de la dette; évaluer les besoins en assistance technique et élaborer un programme d'activité pour répondre à ces besoins	Rapport de mission	Programme d'activité de l'assistance technique qui sera fournie par AFC	Le programme d'assistance technique est élaboré	T1	0,5	1,0	0,0	1,5					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
									Prévues				Utilisées				
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site														
SAO TOME-ET-PRINCEPE	Gestion des finances publiques	6- Renforcement des capacités Résultats attendus : Les acteurs sont à même d'aborber les nouvelles procédures induites par la mise en oeuvre des LOLF	Visite exploratoire en prévision de l'intégration à AFC					T2	2,0	2,0	1,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX solo Réalisation anticipée en avril 2017
SAO TOME-ET-PRINCEPE	Régulation et supervision bancaire	1- Le cadre réglementaire et prudentiel. Résultats attendus : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Prendre contact avec la banque centrale de STP pour engager la stratégie d'assistance technique de l'AFC à l'égard de ce pays nouvellement rattaché	Evaluer les besoins d'assistance technique en régulation et supervision bancaire, de façon à proposer un programme pluri-annuel sous l'égide de l'AFC	Rapport de mission	Identification des thématiques devant faire l'objet d'une AT.	Rapport de mission	T3	1,0	2,0	0,0	3,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX A combiner avec la mission "risques informatiques" Sous réserve de l'accord de LEG
SAO TOME-ET-PRINCEPE	Statistiques des finances publiques	2- Appui à la mise en oeuvre de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre du MSFP 2014	1) Etat des lieux des SFPs base MSFP 2014 - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Discussions avec les autorités sur l'état d'avancement dans la mise en oeuvre du MSFP 2014	Un tableau de passage à l'élaboration des SFP base MSFP 2014	T1	2,0	2,0	2,0	6,0					Mission sur place d'une semaine à la COBAC. LTX + STX A combiner avec la mission LCB-FT
TCHAD	Administration douanière	2- Renforcement des principales fonctions des administrations douanières Résultats attendus 2. Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Mission STX sur le suivi du transit et le contrôle des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes de suivi/apurement des SFPs base MSFP 2014 - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T1	0,5	0,0	2,0	2,5					
TCHAD	Administration douanière	2- Renforcement des principales fonctions des administrations douanières Résultats attendus 2. Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Mission STX sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Programmes annuel de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement disponibles	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	La part des opérations d'importations faisant l'objet de contrôle a posteriori augmentent progressivement	T3	0,5	0,0	2,0	2,5					
TCHAD	Administration fiscale	4- Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 1 : Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	Mission LTX sur la modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Procédures fiscales de déclaration et de paiement modernes adoptées et utilisées	Amélioration du respect des obligations fiscales de déclaration et de paiement	1. Le taux de paiement à l'échéance augmente 2. La gestion des arriérés de paiement est améliorée	T3	0,5	2,0	0,0	2,5					
TCHAD	Administration fiscale	4- Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	0,5	0,0	2,0	2,5					
TCHAD	Administration fiscale	4- Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Mission LTX sur la programmation/conduite des contrôles fiscaux et la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T4	0,5	2,0	0,0	2,5					
TCHAD	Gestion de la dette publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T4	1,0	2,0	2,5	5,5					
TCHAD	Gestion de la dette publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent les premiers bulletin périodique et rapport annuel de la dette	T2	1,0	2,0	0,0	3,0					Séminaire d'une semaine à organiser en liaison avec AFW (en Afrique ou à Paris) LTX + STX Sous réserve de confirmation par AFW

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
									Prévues				Utilisées				
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site														
TCHAD	Gestion de la dette publique	3- La sensibilisation des pays à l'utilisation des mécanismes de marché pour couvrir leurs besoins de financement Résultats attendus : Le nombre d'émetteurs sur le marché, le nombre d'émissions de titres d'Etat, les différents instruments de dette de marché utilisés	AT sur l'identification des préalables pour l'émission des SUKUK	Assister les autorités à identifier les préalables réglementaires, institutionnels et techniques pour l'émission des SUKUK. Former le personnel sur la structuration et la gestion de ces émissions.	Rapport de mission et support de formation	Les préalables sont identifiés, un plan d'action est élaboré et les agents se sont familiarisés au processus d'émission des SUKUK	Un plan d'action est élaboré	T3	1,0	2,0	2,5	5,5					Séminaire d'une semaine à organiser à Libreville, Gabon LTX + STX Sous réserve de l'accord de LEG
TCHAD	Gestion des finances publiques	4- Présentation et exécution des budgets en mode programme Résultats attendus : Les budgets sont présentés et exécutés en mode programme	Elargissement de la couverture du budget au fonds affectés et amélioration de la tutelle financière des organismes publics	Présenter les opérations financières de l'Etat dans les normes requises et améliorer la documentation budgétaire	Inventory des recettes affectées non retracées dans la loi de finances et propositions de rebudgetisation	Amélioration de la documentation budgétaire	Présentation de la loi de finances et de ses annexes	T1	2,0	2,0	2,0	6,0					
TCHAD	Gestion des finances publiques	5- Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les bonnes pratiques Résultats attendus : La fiabilité des comptes de l'Etat est améliorée	Atelier comptabilité - Poursuite des travaux de fiabilisation de la balance des comptes : suivi des instances de paiement	Améliorer l'image fidèle comptable et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Suivi du plan d'action de fiabilisation de la comptabilité de l'Etat - méthodologie et outils de suivi des arriérés de paiement	Automatiser et fiabiliser les comptes de l'Etat pour une meilleure qualité comptable	Amélioration du niveau des indicateurs de qualité de la balance générale et de la documentation comptable	T1	2,0	2,0	1,0	5,0					
TCHAD	Statistiques des finances publiques	1- Appui à la mise en oeuvre de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Appui à la mise oeuvre de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22)	Un TOFE expérimental des exercices 2011-2015 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire)	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015	TOFEs 2011-15 transmis à STA pour publication dans l'annuaire, et adhésion au SGDD	T1	2,0	2,0	2,0	6,0					
TCHAD	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Suivi des travaux	Comptes provisoires N-1	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0					
TCHAD	Statistiques macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels. Résultats attendus : Des comptes à jour	Travaux préliminaires de passage au SCN 2008; formation au SCN 2008 liée aux nomenclatures	Mise en place des nomenclatures et tables de passage	Nomenclatures, tables de passage, modèles de traitement des données sources	Formation des cadres	Nombre de personnes formées	T3	1,0	0,0	2,0	3,0					
BEAC	Gestion de la dette publique	3- La sensibilisation des pays à l'utilisation des mécanismes de marché pour couvrir leurs besoins de financement Résultats attendus : Le nombre d'émetteurs sur le marché, le nombre d'émissions de titres d'Etat, les différents instruments de dette de marché utilisés	Titrisation de la dette publique intérieure.	Appuyer la BEAC à établir le cadre juridique et les procédures et conditions de titrisation de la dette publique intérieure, y compris la dette des pays vis-à-vis la BEAC	Rapport de mission	Un projet de texte est élaboré et un plan d'action est proposé	Présentation d'un projet de texte sur la titrisation	T4	1,0	0,0	2,0	3,0					
CEMAC	Administration douanière	1- Modernisation des cadres institutionnel et organisationnel des administrations douanières Résultats attendus : Les procédures administratives douanières modernes sont légalement établies	Mission STX d'appui à la rédaction des textes d'application du code des douanes	Modernisation du cadre institutionnel des administrations douanières	Projet de textes d'application du nouveau code des douanes CEMAC	Les procédures administratives douanières sont légalement établies	Le nouveau code douanes CEMAC est adopté, diffusé et effectivement appliqué par tous les pays membres	T2	0,5	0,0	1,0	1,5					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
CEMAC	Administration douanière	1- Modernisation des cadres institutionnel et organisationnel des administrations douanières Résultats attendus : Les procédures administratives douanières modernes sont légalement établies	Mission STX d'appui à la vulgarisation du code des douanes et de ses textes d'application.	Modernisation du cadre institutionnel des administrations douanières	Outils didactiques et plan de diffusion du code des douanes et des textes d'application CEMAC	Les procédures administratives douanières sont légalement établies	Le nouveau code douanes CEMAC est adopté, diffusé et effectivement appliqué par tous les pays membres	T4	0,5	0,0	1,0	1,5					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX Sous réserve de l'avis de LEG.
CEMAC	Administration fiscale	3 - Modernisation des cadres institutionnel et organisationnel des administrations fiscales Résultats attendus : Les procédures administratives fiscales modernes sont légalement établies	Mission STX d'appui à la rédaction des directives communautaires	Modernisation du cadre institutionnel des administrations fiscales	Outils didactiques et plan de diffusion des nouvelles directives fiscales CEMAC	Les procédures administratives fiscales modernes sont légalement établies	Les pays membres appliquent effectivement et uniformément les dispositions de la directive CEMAC TVA/DA	T2	0,5	0,0	1,0	1,5					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX Sous réserve de l'avis de LEG.
CEMAC	Administration fiscale	3 - Modernisation des cadres institutionnel et organisationnel des administrations fiscales Résultats attendus : Les procédures administratives fiscales modernes sont légalement établies	Mission STX d'appui à la vulgarisation des réglementations communautaires	Modernisation du cadre institutionnel des administrations fiscales	Projet de textes d'application des directives CEMAC sur la TVA/DA	Les procédures administratives fiscales modernes sont légalement établies	Les pays membres appliquent effectivement et uniformément les dispositions de la directive CEMAC TVA/DA	T4	0,5	0,0	1,0	1,5					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
CEMAC	Gestion des finances publiques	1- Adoption et mise en oeuvre des directives CEMAC dans les états membres Résultats attendus : Les directives sont transposées dans les droits nationaux et appropriés par les acteurs	1 - Appui à l'avis de conformité de la CEMAC	Harmoniser le cadre des finances publiques des pays de la CEMAC Participer aux séminaires de la CEMAC	Lettre transmettant les observations sur les projets de textes assortis des propositions d'amélioration Compte rendu des séminaires cemac	Les textes adoptés sont alignés sur les directives et conformes aux spécificités des états membres.	Délais et qualité des avis de conformité délivrés par la C/CEMAC	T1 à T4	2,0	2,0	0,0	4,0					Mission sur place de deux semaines à la BCC. LTX + STX

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
									Prévues				Utilisées				
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site														
CEMAC	Régulation et supervision bancaire	1- Le cadre réglementaire et prudentiel. Résultats attendus : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires (1)	1e étape (i) Faire une étude d'impact du passage aux IFRS pour la supervision des groupes. (ii) Planification du projet	Rapport de mission, étude d'impact du passage aux IFRS, programme détaillé du projet	La COBAC dispose d'une vision claire des enjeux et des étapes du projet.	Rapport de mission, étude d'impact du passage aux IFRS, programme détaillé du projet	T1	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX solo
CEMAC	Régulation et supervision bancaire	1- Le cadre réglementaire et prudentiel. Résultats attendus : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Mettre en œuvre la supervision sur base consolidée selon les normes IFRS pour les groupes bancaires (2)	2e étape (iii) Formation des superviseurs au contrôle consolidé et aux normes IFRS pertinentes.	Rapport de mission, supports de formation	Les superviseurs de la COBAC sont formés à la supervision sur base consolidée, selon le référentiel IFRS applicable aux groupes bancaires. Projet à poursuivre en FY 2019	Rapport de mission, supports de formation	T3	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission de "reconnaissance" de deux semaines. LTX solo
CEMAC	Régulation et supervision bancaire	1- Le cadre réglementaire et prudentiel. Résultats attendus : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Renforcer les capacités du département juridique et la maîtrise des risques juridiques (1)	1e étape (i) Proposer un cadre de renforcement de la fonction de veille réglementaire. (ii) Proposer un cadre de gestion rénové des textes réglementaires relatifs à la supervision bancaire (iii) Etablir le cahier des charges d'un contrat de prestation de services avec un avocat-conseil	Rapport de mission, canevas de préconisations pour la veille réglementaire et la gestion des textes réglementaires, canevas de cahier des charges (à finaliser par la COBAC)	La fonction juridique de la COBAC (DAJ) dispose d'une feuille de route pour renforcer la rigueur de ses processus internes de gestion.	Rapport de mission, canevas de préconisations pour la veille réglementaire et la gestion des textes réglementaires, canevas de cahier des charges (à finaliser par la COBAC)	T1	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
CEMAC	Régulation et supervision bancaire	1- Le cadre réglementaire et prudentiel. Résultats attendus : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Renforcer les capacités du département juridique et la maîtrise des risques juridiques (2)	2e étape (iv) Proposer un canevas de procédures internes régissant le fonctionnement du collège de la COBAC, notamment le processus de décision portant sur le traitement des situations individuelles des établissements en difficulté. (v) Proposer une restructuration du processus interne d'élaboration des réglementations prudentielles.	Rapport de mission, canevas de procédure	La fonction juridique de la COBAC (DAJ) est en mesure de finaliser la procédure interne relative au secrétariat du collège de la COBAC, ainsi que le processus de décision portant sur l'élaboration de la réglementation prudentielle.	Rapport de mission, canevas de procédure	T4	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
CEMAC	Régulation et supervision bancaire	1- Le cadre réglementaire et prudentiel. Résultats attendus : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Renforcer la supervision des émetteurs de monnaie électronique et des transactions par téléphone mobile (1)	1e étape (i) Faire un diagnostic des activités innovantes et des enjeux liés à l'usage des nouveaux moyens de paiement. (ii) Proposer un nouveau cadre de supervision pour la nouvelle catégorie d'établissements agréés	Rapport de mission, canevas de proposition d'adaptation du règlement relatif à l'agrément, clarification des étapes suivantes du projet.	Une nouvelle catégorie d'établissement est instituée. Les étapes suivantes du projet sont programmées. Projet à poursuivre en FY 2019.	Rapport de mission, canevas de proposition d'adaptation du règlement relatif à l'agrément, clarification des étapes suivantes du projet.	T2	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX solo Réalisation anticipée en avril 2017

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
									Prévues				Utilisées				
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site														
CEMAC	Régulation et supervision bancaire	1- Le cadre réglementaire et prudentiel. Résultats attendus : Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Adapter la réglementation prudentielle au profil de risque des établissements de microfinance	Revue du cadre prudentiel applicable spécifiquement aux EMF. Suggestion d'ajustement des ratios prudentiels et des autres exigences réglementaires.	Rapport de mission. Recommandations détaillées de modifications réglementaires	Le service de contrôle des EMF de la COBAC (DMF) dispose d'un cadre prudentiel applicable aux EMF plus en phase avec le profil de risque spécifique des EMF, lui permettant mieux de prévenir les difficultés individuelles.	Rapport de mission. Recommandations détaillées de modifications réglementaires	T2	1,0	2,0	0,0	3,0					Mission sur place d'une semaine à la COBAC. STX solo A planifier
CEMAC	Régulation et supervision bancaire	2- Cadre de la supervision basée sur les risques et des autres processus de supervision. Résultats attendus : Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens dédiés à la supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire	Développer la méthodologie du contrôle sur place	Rédiger un canevas de note méthodologique pour le contrôle sur place (DIB) concernant le contrôle des dispositifs de maîtrise des risques opérationnels et notamment de fraude.	Rapport de mission, canevas de note méthodologique	Les inspecteurs de la COBAC (DIB) disposent d'une capacité renforcée à vérifier les risques opérationnels et de fraude dans les banques, selon une approche par les risques. Projet d'AT méthodologique à poursuivre en FY2019	Rapport de mission, canevas de note méthodologique	T3	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission de deux semaines à la BCC. LTX + STX
CEMAC	Régulation et supervision bancaire	2- Cadre de la supervision basée sur les risques et des autres processus de supervision. Résultats attendus : Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens dédiés à la supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire	Développer la méthodologie du contrôle sur pièces	Evaluer les pratiques en place au DCP et au DMF afin de proposer des orientations pour optimiser la qualité des processus opérationnels d'analyse des situations individuelles et de formalisation des études et des propositions de décisions à l'attention du SG-COBAC.	Rapport de mission, recommandations	Les superviseurs en charge du contrôle sur pièces de la COBAC (DCP, DMF) ont une capacité renforcée pour mieux exploiter les informations et formaliser des analyses plus réactives et pertinentes, selon une approche de la supervision basée sur les risques. Au besoin, l'AT devrait se poursuivre en FY 2019	Rapport de mission, recommandations	T4	1,0	2,0	2,0	5,0					Mission de deux semaines à la BRB. LTX + STX
CEMAC	Régulation et supervision bancaire	2- Cadre de la supervision basée sur les risques et des autres processus de supervision. Résultats attendus : Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens dédiés à la supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire	Renforcer la qualité des procédures internes de la COBAC	Etablir une "procédure des procédures" pour structurer le processus de gestion des procédures internes au SG-COBAC en matière de supervision bancaire	Rapport de mission, canevas de procédure	Le SG-COBAC a la capacité de structurer sa fonction de gestion des procédures de ses différents départements, pour mieux formaliser les modalités de mise en œuvre de la supervision basée sur les risques. Au besoin, ce projet pourra se poursuivre en FY2019.	Rapport de mission, canevas de procédure	T1	1,0	2,0	0,0	3,0					Mission de deux semaines à la BRB. LTX + STX
CEMAC	Régulation et supervision bancaire	2- Cadre de la supervision basée sur les risques et des autres processus de supervision. Résultats attendus : Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens dédiés à la supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire	Développer la capacité de mener des audits informatiques	Effectuer une mission de formation pratique à la mise en œuvre du référentiel de contrôle de la sécurité des systèmes d'information dans les banques	Rapport de mission, supports de formation	Les inspecteurs informatiques, qui disposent déjà d'un référentiel établi selon une approche de la supervision basée sur les risques, ont la capacité de le mettre en œuvre lors des contrôles sur place.	Rapport de mission, supports de formation	T2	1,0	0,0	1,0	2,0					Mission sur place de deux semaines à la BCC. LTX + STX

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
									Prévues				Utilisées				
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site														
REGIONAL	Administration douanière	2- Renforcement des principales fonctions des administrations douanières Résultats attendus 2. Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Séminaire sur le suivi des transit et le contrôle à destination des exonérations	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Guide pratique de suivi des régimes fonctionnels et de contrôle des exonérations	Les programmes de contrôle contribuent efficacement au respect des textes douaniers	Le cadre pour le contrôles des régimes dérogatoires et des exonérations est renforcé	T2	0,5	0,0	2,0	2,5					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
REGIONAL	Administration fiscale	4 - Renforcement des administrations fiscales Résultats attendus 2 : Les programmes de contrôles fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Séminaire sur le renforcement de la collaboration douanes/impôts	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières et fiscales	Programmes de contrôles basés sur les principaux risques douaniers et fiscaux	Les programmes de contrôles douaniers et fiscaux assurent une couverture efficace des risques	Les procédures de recherche et de contrôles sont adaptées aux principaux risques et types de fraudes	T3	0,5	1,0	2,0	3,5					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX solo Réalisation anticipée en avril 2017
REGIONAL	Gestion de la dette publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Atelier régional sur l'analyse de viabilité de la dette, organisé en collaboration avec le siège (département SPR).	Renforcer les capacités et les connaissances des agents en matière d'AVD et des nouvelles directives du FMI en matière d'endettement public.	Support de formation sur les concepts d'AVD et cas pratiques	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont sensibilisés sur les nouvelles directives du FMI en matière d'endettement public.	Nombre des agents formés et évaluation de l'atelier.	T1	2,5	1,0	1,5	5,0					Mission sur place d'une semaine à la COBAC. STX solo A planifier
REGIONAL	Gestion des finances publiques	6 - Renforcement des capacités Résultats attendus : Les acteurs sont à même d'aborber les nouvelles procédures induites par la mise en oeuvre des LOLF	Séminaire sur le suivi des l'exécution budgétaire et comptable	Améliorer le suivi de l'exécution du budget et de la chaîne de la dépense et de la dette	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des acteurs en charge du suivi budgétaire et comptable et de la dette	Taux de satisfaction des participants supérieur a 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2017-18	T2	2,0	2,0	1,0	5,0					Mission de deux semaines à la BCC. LTX + STX
REGIONAL	Gestion des finances publiques	6 - Renforcement des capacités Résultats attendus : Les acteurs sont à même d'aborber les nouvelles procédures induites par la mise en oeuvre des LOLF	Séminaire sur le contrôle interne BUDGET /Trésor	Appuyer la mise en place du contrôle interne dans les administrations financières	Schémas d'organisation du contrôle interne budget et trésor	Mise en place de dispositif de contrôle interne	Effectivité du contrôle interne comptable et budgétaire	T3	2,0	2,0	1,0	5,0					Mission de deux semaines à la BRB. LTX + STX
REGIONAL	Gestion des finances publiques	6 - Renforcement des capacités Résultats attendus : Les acteurs sont à même d'aborber les nouvelles procédures induites par la mise en oeuvre des LOLF	FOHBAC Réformes de 2nde génération et réorganisation des services budgétaires	Favoriser les échanges sur les meilleures pratiques	Identification et justification des Grandes fonctions des services budgétaires	Impulsion des réformes organisationnelles des services budgétaires	Nombre de pays ayant adapté l'organisation des services budgétaires	T4	2,0	2,0	1,0	5,0					Mission de deux semaines à la BRB. LTX + STX
REGIONAL	Institut pour le Renforcement des Capacités (ICD) du FMI	Gestion macroéconomique Résultat attendu : Renforcement des capacités des cadres régionaux en matière de gestion macroéconomique	Cours Régional (ICD) sur la gestion macroéconomique	Renforcer les capacités des cadres régionaux en matière de gestion macroéconomique	Les communications et les enseignements du cours sont délivrés	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	T4	0,0	0,0	4,0	4,0					Mission sur place de deux semaines à la BCC. LTX + STX
REGIONAL	Régulation et supervision bancaire	0- Séminaires régionaux Résultats attendus : favoriser les échanges de bonnes pratiques sur un thème d'intérêt commun	Séminaire régional méthodologique sur le contrôle des dispositifs de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme dans les banques	Présenter les orientations pratiques de la supervision de la LCB-FT adaptées centrale à partir des recommandations récentes du GAFI	Support de présentation, rapport de mission	Définition d'une "feuille de route" pour l'ajustement des modalités de travail des autorités	Recommandations du rapport, évaluations des participants	T1	1,0	1,0	2,0	4,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Objectif	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
									Prévues				Utilisées				
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site														
REGIONAL	Régulation et supervision bancaire	0- Séminaires régionaux Résultats attendus : favoriser les échanges de bonnes pratiques sur un thème d'intérêt commun	Séminaire inter-régional commun avec AFW sur la méthodologie de supervision du risque de crédit	Présenter les standards actuels d'évaluation du risque de crédit et les orientations méthodologiques de supervision et de contrôle	Support de présentation, rapport de mission	Définition d'une "feuille de route" pour l'ajustement des modalités de travail des autorités	Recommandations du rapport, évaluations des participants	T3	1,0	1,0	2,0	4,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX Sous réserve de l'avis de LEG. STX juriste à proposer par LEG ?
REGIONAL	Statistiques des finances publiques	3- Le renforcement des capacités, le partage d'expérience et les bonnes pratiques régionales et internationales en matière d'élaboration des statistiques des finances publiques	Séminaire régional	Appui à la mise en œuvre du nouveau cadre d'analyse minimum de la Directive No. 5 du TOFE de la CEMAC; Appui à la mise œuvre du MSFP 2014 par le Burundi & la RDC	Des cas pratiques portant sur des parties du TOFE. Actualisation des plans d'action d'adoption du MSFP 2014	Discussion entre les participants et un niveau plus approfondi de maîtrise de la méthodologie du MSFP 2014	Plan d'actions actualisé, TOFE expérimental par pays	T4	3,0	1,0	1,0	5,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX Sous réserve de l'avis de LEG. STX juriste à proposer par LEG ?
REGIONAL	Statistiques macroéconomiques	4- Renforcement des capacités Résultats attendus : Formation des cadres aux travaux de comptabilité nationale	Atelier d'AFRISTAT en comptabilité nationale	Renforcer les capacités et coordonner l'assistance technique	Programme coordonné d'assistance technique	Echanges d'information sur les programmes des uns et des autres	L'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T2	0,5	1,0	0,0	1,5					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
REGIONAL	Statistiques macroéconomiques	4- Renforcement des capacités Résultats attendus : Formation des cadres aux travaux de comptabilité nationale	Séminaire formation au SCN 2008 : - Nomenclatures, Collecte et modèles de traitement des sources	Renforcer la capacité des comptables nationaux à élaborer les comptes nationaux.	Modèle de nomenclatures, Méthodes de traitement	La compréhension du système de comptabilité nationale par les cadres nationaux est renforcée	L'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T1	2,0	1,0	3,0	6,0					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX + STX
REGIONAL	Statistiques macroéconomiques	4- Renforcement des capacités Résultats attendus : Formation des cadres aux travaux de comptabilité nationale	Séminaire CEMAC / CEEAC	Participation du Conseiller	Coordination		L'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T3	0,5	1,0	0,0	1,5					Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX solo



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)
ANNEXE 3 : PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018 PAR PAYS/REGION
(EN PERSONNES/SEMAINES, DE MAI 2017-AVRIL 2018)



Domaines d'intervention / Zone	Ressources programmées				Ressources utilisées au 04/30/2018			
	Année Fiscale 2018				Année Fiscale 2018			
	Conseillers		Experts CT	Total Année Fiscale	Conseillers		Experts CT	Total Ressources utilisées
Siège	Site	Siège			Site			
I- MISSIONS CONSEILLERS ET EXPERTS COURT TERME								
BURUNDI	13,5	16,0	16,0	45,5				
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5				
Administration fiscale	0,5	2,0	0,0	2,5				
Gestion des finances publiques	4,0	3,0	3,0	10,0				
Statistiques macroéconomiques	3,0	2,0	4,0	9,0				
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0				
Gestion de la dette publique	1,5	3,0	1,0	5,5				
Régulation et supervision bancaire	2,0	4,0	4,0	10,0				
CAMEROUN	9,0	8,0	14,0	31,0				
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5				
Administration fiscale	1,0	2,0	2,0	5,0				
Gestion des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0				
Analyse macroéconomique et budgétaire	2,0	2,0	2,0	6,0				
Statistiques macroéconomiques	1,0	0,0	2,0	3,0				
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0				
Gestion de la dette publique	0,5	0,0	2,0	2,5				
CONGO	14,0	16,0	7,0	37,0				
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5				
Administration fiscale	0,5	2,0	0,0	2,5				
Gestion des finances publiques	4,0	4,0	1,0	9,0				
Statistiques macroéconomiques	4,0	4,0	2,0	10,0				
Statistiques des finances publiques	3,0	2,0	2,0	7,0				
Gestion de la dette publique	2,0	4,0	0,0	6,0				
GABON	16,0	10,0	14,0	40,0				
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5				
Administration fiscale	4,5	0,0	2,0	6,5				
Gestion des finances publiques	3,0	2,0	2,0	7,0				
Analyse macroéconomique et budgétaire	2,0	2,0	2,0	6,0				
Statistiques macroéconomiques	2,0	2,0	2,0	6,0				
Statistiques des finances publiques	3,0	2,0	2,0	7,0				
Gestion de la dette publique	1,0	2,0	2,0	5,0				
GUINEE-EQUATORIALE	8,0	9,0	6,0	23,0				
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5				
Administration fiscale	0,5	1,0	0,0	1,5				
Gestion des finances publiques	4,0	4,0	2,0	10,0				
Statistiques macroéconomiques	1,0	2,0	0,0	3,0				
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0				
RCA	16,5	22,0	20,0	58,5				
Administration douanière	0,5	0,0	4,0	4,5				
Administration fiscale	2,0	4,0	4,0	10,0				
Gestion des finances publiques	4,0	4,0	4,0	12,0				
Analyse macroéconomique et budgétaire	2,0	2,0	2,0	6,0				
Statistiques macroéconomiques	3,0	4,0	2,0	9,0				
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0				
Gestion de la dette publique	3,0	6,0	2,0	11,0				
RDC	15,0	20,0	20,0	55,0				
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5				
Administration fiscale	0,5	2,0	0,0	2,5				
Gestion des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0				
Statistiques macroéconomiques	4,0	4,0	4,0	12,0				
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0				
Gestion de la dette publique	3,0	4,0	4,0	11,0				
Régulation et supervision bancaire	3,0	6,0	6,0	15,0				
SAO TOME-ET-PRINCIPE	8,0	9,0	8,0	25,0				
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5				
Administration fiscale	1,0	2,0	2,0	5,0				
Gestion des finances publiques	2,0	2,0	0,0	4,0				
Statistiques macroéconomiques	1,0	0,0	2,0	3,0				
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0				
Gestion de la dette publique	0,5	1,0	0,0	1,5				
Régulation et supervision bancaire	1,0	2,0	0,0	3,0				
TCHAD	14,5	18,0	17,0	49,5				
Administration douanière	1,0	0,0	4,0	5,0				
Administration fiscale	0,5	2,0	0,0	2,5				
Gestion des finances publiques	4,0	4,0	3,0	11,0				
Analyse macroéconomique et budgétaire	2,0	2,0	2,0	6,0				
Statistiques macroéconomiques	2,0	2,0	2,0	6,0				
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0				
Gestion de la dette publique	3,0	6,0	4,0	13,0				
BEAC	1,0	0,0	2,0	3,0				
Gestion de la dette publique	1,0	0,0	2,0	3,0				
CEMAC	13,0	18,0	16,0	47,0				
Administration douanière	1,0	0,0	2,0	3,0				
Administration fiscale	1,0	0,0	2,0	3,0				
Gestion des finances publiques	4,0	4,0	0,0	8,0				
Régulation et supervision bancaire	7,0	14,0	12,0	33,0				
Total I	128,5	146,0	140,0	414,5				
Domaines d'intervention / Zone	Ressources programmées				Ressources utilisées au 04/30/2018			
	Année Fiscale 2018				Année Fiscale 2018			
	Conseillers		Experts CT	Total Année Fiscale	Conseillers		Experts CT	Total Ressources utilisées
Siège	Site	Siège			Site			
II - SEMINAIRES ET ATELIERS REGIONAUX								
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5				
Administration fiscale	0,5	1,0	2,0	3,5				
Gestion de la dette publique	2,5	1,0	1,5	5,0				
Gestion des finances publiques	8,0	6,0	3,0	17,0				
Analyse macroéconomique et budgétaire	2,0	1,0	1,0	4,0				
Régulation et supervision bancaire	2,0	2,0	4,0	8,0				
Statistiques des finances publiques	5,0	1,0	1,0	7,0				
Statistiques macroéconomiques	3,0	3,0	3,0	9,0				
Total II	23,5	15,0	17,5	56,0				
TOTAL MISSIONS ET SEMINAIRES / ATELIERS (I+II)	152,0	161,0	157,5	470,5				



ANNEXE 4 : AFRITAC Centre - Séminaires régionaux/ Rencontres régionales/ Ateliers/ Training programmées pour l'année fiscale 2018

Numéro d'ordre	Titre	Domaine(s)	Nombre de participants	Lieu	Période	Contact
1	Séminaire régional sur le suivi des transits et le contrôle à destination des exonérations	Administration Douanière	ND	Libreville	Entre août et octobre 2017	Anthony Ramarozatovo - ARamarozatovo@imf.org
2	Séminaire régional sur le renforcement de la collaboration douanes/impôts AFC et AFS	Administration Fiscale	ND	Port Louis	Entre novembre 2017 et janvier 2018	Anthony Ramarozatovo - ARamarozatovo@imf.org
3	Séminaire régional sur le suivi de l'exécution budgétaire et comptable	Gestion des Finances Publiques	ND	ND	Entre août et octobre 2017	Abdoulaye Toure - AToure3@imf.org et Agnès Turenne - Aturenne@imf.org
4	Séminaire régional sur le contrôle interne Budget /Trésor ou Séminaire conjoint avec AFW1 sur l'organisation de la fonction interne du budget	Gestion des Finances Publiques	ND	Libreville Abidjan	Entre novembre 2017 et janvier 2018	Abdoulaye Toure - AToure3@imf.org et Agnès Turenne - Aturenne@imf.org
5	Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'Afritac Centre 7ème Edition - Réformes de 2nde génération et réorganisation des services budgétaires	Gestion des Finances Publiques	ND	Malabo	Entre février et avril 2018	Abdoulaye Toure - AToure3@imf.org et Agnès Turenne - Aturenne@imf.org
6	Séminaire régional sur le cadrage à moyen terme et la crédibilité des budgets annuels	Analyse Macroéconomique et Budgétaire	ND	ND	Entre août et octobre 2018	Abdoulaye Toure - AToure3@imf.org et Agnès Turenne - Aturenne@imf.org
7	Séminaire régional de formation au SCN 2008 : - Nomenclatures, collecte et modèles de traitement des sources	Statistiques Macroéconomiques	ND	ND	Entre mai et juillet 2017	Hubert Gbossa - HGbossa@imf.org
8	Séminaire régional en statistiques des finances publiques	Statistiques des Finances Publiques	ND	ND	Entre février et avril 2018	Francis Gahizi - FGahizi@imf.org
9	Séminaire régional sur l'analyse de viabilité de la dette, organisé en collaboration avec le siège (Département SPR).	Gestion de la Dette Publique	ND	Libreville	Entre mai et juillet 2017	Chaker Soltani - CSoltani@imf.org
10	Séminaire régional méthodologique sur le contrôle des dispositifs de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme dans les banques	Régulation et Supervision Bancaire	ND	Libreville	Entre mai et juillet 2017	Alexis Boher - ABoher@imf.org
11	Séminaire inter-régional commun avec AFW sur la méthodologie de supervision du risque de crédit	Régulation et Supervision Bancaire	ND	Libreville Dakar Paris	Entre août et octobre 2017	Alexis Boher - ABoher@imf.org
12	Cours régional (ICD) sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Gestion Macroéconomique	ND	Port Louis	Entre février et avril 2018	AFRITAC_Centre@imf.org ou AFRITAC_Central@imf.org

ND = Non défini



ANNEXE 4 : Trainings ICD proposés dans le cadre du programme de travail de l'année fiscale 2018

Code du cours	Titre	Pays concernés	Contact Afritac Centre
Administrations douanière et fiscale			
GPR	Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Tous les pays membres	Anthony Ramarozatovo Aramarozatovo@imf.org
PAFT	Politique et administration fiscales : théorie et pratique	Tous les pays membres	
Gestion des finances publiques			
APB	Analyse et prévisions budgétaires	Tous les pays membres	Abdoulaye Toure - AToure3@imf.org et Agnès Turenne - Aturenne@imf.org
CMBT	Cadres budgétaires à moyen terme , règles budgétaires et conseils budgétaires : options pour assurer la viabilité des finances publiques	Tous les pays membres	
RIB	Renforcement des Institutions budgétaires	Tous les pays membres	
Statistiques macroéconomiques			
CNT	Comptes nationaux trimestriels	Tous les pays membres	Hubert Gbossa Hgbossa@imf.org
SP	Statistiques des prix	Tous les pays membres	
Statistiques des finances publiques			
SFP	Cadre conceptuel des statistiques des finances publiques et aspects pratiques de l'établissement	Tous les pays membres	Francis Gahizi Fgahizi@imf.org
Gestion de la dette publique			
MIF	Marchés et instruments financiers	Tous les pays membres	Chaker Soltani - Csoltani@imf.org
Régulation et supervision bancaire			
CBR	Contrôle bancaire basé sur les risques	CEMAC, BURUNDI, RDC	Alexis Boher - Aboher@imf.org
ECB	Éléments fondamentaux du contrôle bancaire	CEMAC, BURUNDI, RDC	
SSF	Surveillance du secteur financier	CEMAC, BURUNDI, RDC	



ANNEXE 5 : PROJETS PLURIANNUELS EN COURS DE PREPARATION POUR L'EXERCICE FISCAL 2018

Numéro d'ordre	Titre du projet	Durée (en nombre d'années)	Pays concernés	Contact Afritac Centre
Administration douanière				
1	Appui à la rédaction et à la vulgarisation des textes d'application du nouveau Code des douanes CEMAC	2	CEMAC et pays membres	Anthony Ramarozatovo Aramarozatovo@imf.org
2	Appui à l'élaboration de programmes de suivi du transit et de contrôle à destination des exonérations	3	Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, RCA, RD Congo et Tchad	
3	Appui à l'élaboration de programmes de contrôle des valeurs et de poursuites en recouvrement	3	Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, RCA et Tchad	
4	Appui à la rédaction et à la vulgarisation des réglementations communautaires	3	Pays membres et CEMAC	
Administration fiscale				
5	Programmation des contrôles fiscaux et collaboration douanes/impôts	3	Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Guinée-Equatoriale, RD Congo et Tchad	Anthony Ramarozatovo Aramarozatovo@imf.org
6	Modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement	3	Centrafrique, Congo, Guinée-Equatoriale, Sao Tomé-et-Principe et Tchad	
7	Appui à la rédaction et à la vulgarisation des réglementations communautaires	3	Pays membres et CEMAC	
Gestion des finances publiques				
8	Appui à la mise en place du cadre harmonisé des finances publiques dans la zone CEMAC.		CEMAC	Abdoulaye Toure - AToure3@imf.org et Agnès Turenne - Aturenne@imf.org
9	Consolidation des opérations des opérations budgétaires et du reporting de la situation des autres administrations		RDC, Gabon, Burundi, Congo	
10	Renforcement du contrôle interne de l'exécution du budget au niveau des ordonnateurs.		Gabon, Cameroun, RDC	
11	Appui à l'élaboration des instruments de pilotage de l'exécution du budget : Plan d'engagement et plan de trésorerie		Congo, Gabon	
12	Appui à la production régulière des états financiers		Tchad, RCA, Gabon, Burundi	
Régulation et supervision bancaire				
13	Mise en œuvre de la supervision des groupes bancaires sur base consolidée.	2	CEMAC (COBAC)	Alexis Boher - Aboher@imf.org
14	Développement des capacités de la fonction juridique (secrétariat de la commission, maîtrise des risques juridiques)	2	CEMAC (COBAC)	
15	Révision du cadre de la supervision des établissements de paiement, des services de paiement et de l'émission de monnaie électronique.	2	CEMAC (COBAC)	
16	Révision de la réglementation relative à l'agrément des établissements, des dirigeants et des commissaires aux comptes	2	RDC (BCC)	